

LA RUSE

DANS LA

GUERRE SUR MER

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 11 mars 1938, à 14 heures

PAR

Jacques BRUNEAU

MEMBRES DU JURY :

Président . . .	MM. A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur.
Suffragants . . .	{ SCELLE, Professeur.
	{ LE FUR, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT, PARIS 5°

1938

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA RUSE DANS LA GUERRE SUR MER

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 11 mars 1938, à 14 heures

PAR

Jacques BRUNEAU

MEMBRES DU JURY :

Président . . .	MM. A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur.
Suffragants . . .	{ SCELLE, Professeur.
	{ LE FUR, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT, PARIS 5°

1938



A mes Parents.

A Madame Albert WANDER, ma marraine.

« Quoi que ce soit une action détestable d'employer la ruse dans la conduite de la vie, néanmoins, dans la conduite de la guerre, elle devient une chose louable et glorieuse ; et celui qui triomphe par elle de ses ennemis ne mérite guère moins de louanges que celui qui en triomphe par les armes ».

MACHIAVEL.

(Discours sur Tite-Live, Livre III, Chapitre XLI).

INTRODUCTION

« La ruse réussit où la force échouerait. Il est donc absolument nécessaire de se servir de toutes les deux. C'est une corde de plus que l'on possède à son arc, et comme souvent la force résiste à la force, souvent aussi la force succombe sous la ruse ».

FRÉDÉRIC LE GRAND

Aujourd'hui, comme dans les anciens temps, et sauf divergences encore, quant à l'étendue d'un droit si étrange, on admet les stratagèmes, ruses ou artifices, vulgairement appelés : « *ruses de guerre* ».

Pour arriver aux distinctions que comporte un sujet plein de subtilités, il faut commencer par s'entendre sur le sens des expressions générales ou spéciales, qui ont été employées primitivement, et le sont de nos jours quant aux stratagèmes, ensuite consulter les exigences de l'honneur militaire, qui devraient partout être les mêmes, en réprouvant des pratiques perfides, après quoi viendront l'examen et la condamnation de ce qui doit certainement être éprouvé, interdit et même puni.

Ce qu'on appelle aujourd'hui ruse, ou ruse de guerre s'exprimait autrefois chez les Romains par le mot « *dolus* », et on distinguait entre le « *dolus bonus* », toléré dans beaucoup de cas, et le « *dolus malus* », toujours réprimé : le premier, alors même qu'il y avait tromperie par le fait et le résultat, ne présupposait guère qu'une réticence ou simple dissi-

mulation, dol purement négatif ; l'autre était un moyen de tromperie, employé à dessein, et sa qualification fut donnée à tout artifice de ce genre, comme l'indiquait cette définition empruntée au jurisconsulte LABÉON : « *Omnis calliditas, fallacia, machinatio, ad circumveniens, decipiendumve alterum adhibita* » (Digeste ; De dolo malo ; L. I ; parag. 2).

Quoique cela s'appliquât surtout au dol positif ou par action, on étendait la prohibition à toute dissimulation qui serait insidieuse : « *Verum etiam qui insidiosè dissimulat* ». La distinction la plus caractéristique, aujourd'hui comme autrefois, est entre une faute simple quoique nuisible (*culpa factum inconsultum quo alteri nocetur*) et le dol intentionnel (*dolus, cum adest loedendi animus*), lequel existe toujours dans l'action qui trompe et nuit en faisant croire ce qui n'est pas (*cum aliud agitur, aliud simulatur*) (1).

On peut donc dire de la ruse, ainsi que du dol personnel que c'est un moyen de tromperie, une action ou dissimulation intentionnelle au préjudice de quelqu'un, tout artifice ou stratagème employé pour tromper une partie adverse. Et, suivant les meilleurs dictionnaires, « *on dit proverbiallement d'un homme rusé, adroit, subtil, qu'il a son sac plein de ruses* » : *Plenus dolis et fraudibus*.

Si, maintenant on relève toutes les supercheries qui désignent plus particulièrement certains moyens de tromperie on trouvera des synonymies et aussi de sensibles différences. Selon les situations et la gravité

(1) Voir Barbeyrac, sur Puffendorf : *Devoirs de l'Homme et du citoyen*; (livre I, chapitre IX, parag. 13, note 1).

du moyen, on dit, au lieu de ruse, ou de dol : artifice, stratagème, surprises, embûches, tromperies, supercheries, mensonge, altération de la vérité, invention ou propagation de fausses nouvelles, fraude, manœuvre frauduleuse, faux, corruption d'un fonctionnaire de l'Etat ou de l'ennemi. Au point de vue de l'intention, on dit encore : astuce, perfidie, déloyauté, fourberie, fraude, machination, provocation, corruption ou tentative de corruption.

Dans tous les cas où l'on peut appliquer l'une ou l'autre de ces expressions, il y a toujours l'intention de tromper et de nuire « *animus loedendi* », intention réalisée les distinguant essentiellement du simple dol réel, qui résulte d'une lésion sans action provocatrice et ne vicie que certaines conventions. Dans presque tous, se trouve ce que les Docteurs appellent « *falsum* » altération de la vérité, mensonge plus ou moins caractérisé ou répréhensible, avec résultat préjudiciable. Dans quelques unes il y a même l'esprit de fraude, « *consilium fraudis* », avec un dommage produit, « *eventus damni* » ; les difficultés ici, viennent de l'état de guerre et des facultés concédées aux belligérants, qui sont régies par les lois de la guerre ou par le droit des gens, ne leur ayant imposé que des limites trop peu fixes.

La morale et la justice, qui ont quelque empire sur les lois de la guerre civilisée, et qui dominent le Droit des Gens moderne ne saurait admettre comme licites dans un duel entre Nations, que ceux des stratagèmes ou moyens de tromper, qui ne sont pas absolument antipathiques à ces principes supérieurs.

Quand nous parlerons de ruses de guerre, on ne devra entendre que celles qui sont permises, et c'est ainsi que cette expression équivaut à stratagème : manœuvre adroite et fine de la guerre, pour les Grecs.

Après avoir examiné la légitimité de l'emploi de la ruse, vue par les Auteurs, par les Conventions Internationales et par les Règlements Militaires Nationaux, nous passerons en revue les ruses qui ont été pratiquées dans la guerre sur mer et nous les apprécierons au point de vue des principes établis par la coutume. Et alors, nous verrons à quel avenir est destiné l'emploi de la ruse dans la guerre navale et quelle réglementation nouvelle, il serait utile d'y apporter.

PREMIERE PARTIE

LA RUSE EST DÉCLARÉE LICITE
PAR LES AUTEURS ET PAR LES
CONVENTIONS INTERNATIONALES
AINSI QUE PAR LES
RÈGLEMENTS MILITAIRES
NATIONAUX

PREMIERE PARTIE

LA RUSE EST DÉCLARÉE LICITE PAR LES AUTEURS
ET PAR LES CONVENTIONS INTERNATIONALES,
AINSI QUE
PAR LES RÈGLEMENTS MILITAIRES NATIONAUX

TITRE PREMIER

OPINION DES AUTEURS

La distinction entre la ruse et la perfidie

CHAPITRE PREMIER

L'ANTIQUITE ET LE MOYEN-AGE

§ 1. — OPINION DES ANCIENS SUR L'EMPLOI DE LA RUSE DANS LA GUERRE

« Lorsque la peau du Lion
n'y suffit pas, il faut y coudre
celle du Renard. »

(Lysandre).

Les ouvrages que nous ont laissés POLYEN et FRONTIN, quoique très abrégés, nous font connaître les usages militaires et la tactique des Anciens. A cette époque, la Terreur et la Force sont le caractère propre de la guerre, et la voie commune dont on se sert. Mais ne peut-on pas employer la tromperie et la ruse ?

Homère s'est décidé il y a longtemps pour l'affirmative : « *Il faut nuire à l'ennemi ou par ruse ou par force, ou ouvertement ou en cachette* ». Il est suivi sur ce point par tous les auteurs grecs, orientaux et carthaginois, alors que les Romains, à l'origine, ainsi que les Gaulois, ont fait pendant longtemps profession de mépriser à la guerre, toute espèce de surprise, de ruse, de stratagème, allant même jusqu'à marquer le temps et le lieu où ils se proposaient de donner bataille. TITE-LIVE, rapporte que, quoique Grec, ACHILLE ne voulant combattre qu'à découvert, refusa de s'enfermer dans le fameux cheval de bois qui fut fatal aux Troyens. STRABON rapporte de même que les Gaulois, alors que les autres peuples combattent pour le succès, le font pour l'honneur « Ces hommes simples et sans malice, répudient tout stratagème, toute embûche, indigne des braves, ils ne combattent qu'à force ouverte, autant par mépris de la ruse, que par cet instinct d'action collective qui les caractérise » (STRABON, Polyb. II, page 113).

Il y a plus de générosité que de sagesse dans une telle conduite ; elle serait très louable sans doute si, comme dans la manie des duels, il n'était question que de faire preuve de courage ; mais à la guerre il s'agit de défendre sa Patrie, de poursuivre par la force des droits qui sont refusés injustement, et les moyens les plus sûrs sont aussi les plus louables, pourvu qu'ils n'aient rien d'illicite ou d'odieux en eux-mêmes. Tel est l'avis des auteurs grecs et de presque tous les Romains. Avec HOMÈRE, PINDARE, VIRGILE nous représente ULYSSE, dans la personne duquel il a voulu

donner l'idée d'un Homme Sage, comme usant de toutes sortes d'artifices pour tromper son ennemi. Sur cette autorité, LUCIEN, établit pour règle, qu'en trompant un ennemi, on se rend digne de louanges. SOLON et XÉNOPHON déclarent qu'à la guerre il n'y a rien de plus utile que la ruse. BRASIDAS soutient dans l'« *Histoire de Thucydide* » qu'il y a beaucoup de gloire à user de ces supercheries militaires, et AGÉSILAS dans « *Plutarque* » dit qu'il est juste de tromper son ennemi. SILIUS ATALICUS rapporte, en parlant de FABIUS MAXIMUS que la valeur de ce grand capitaine trouva bon d'employer l'artifice, et POLYBE déclare que les sévères Lacédémoniens en étaient imbûs, et que celui qui avait vaincu son ennemi par adresse immolait chez eux, une plus grande victime que celui qui l'avait tué à main armée. Dans la « *Vie de Marcellus* », PLUTARQUE rappelle « qu'à Sparte, à l'expiration de son commandement, un général qui était venu à bout de ses desseins par la ruse ou la persuasion immolait un bœuf, et que celui qui avait vaincu par les armes, immolait un coq. »

XÉNOPHON déclare « qu'un commandant doit savoir ruser, pour donner immédiatement le change ; et que rien n'est si utile à la guerre que la ruse ; qu'on se rappelle les succès remportés à la guerre ; on verra que les plus nombreux et les plus brillants sont dûs à la ruse » (chapitre V°).

LYSANDRE rapporte que les « ruses sont aussi anciennes que la guerre et y ont toujours été admises, elles sont surtout la ressource du plus faible : lorsque

la peau du lion n'y suffit pas, il faut y coudre celle du renard ».

Si les Grecs admettaient la ruse, ils la confondaient trop souvent avec la perfidie, car pour eux, tout était licite contre un ennemi ; les Romains, qui au début n'admettaient pas la ruse par peur d'une confusion avec la perfidie, ne tardèrent pas à y recourir à leur tour, certains jurisconsultes romains allant même jusqu'à appeler tromperie innocente, celle qu'on trame contre un ennemi (GROTIUS, *Le droit de la guerre et de la paix*, page 221). Pour VÉGÈCE, « les bons capitaines ne sont pas ceux qui combattent en rase campagne où le péril est commun, mais bien ceux qui par adresse et ruse de guerre, sans qu'il leur coûte un seul soldat, essaient de défaire l'ennemi, ou du moins de les tenir en crainte ou en échec. » TITE-LIVE déclare que « Les ruses et les stratagèmes sont les ressources des généraux qui ne peuvent rien emporter par la force ; les ruses les plus nouvelles et qui n'ont aucun exemple, sont celles qui sont les plus estimées et les plus difficiles à prévoir ». Mais la ruse et la perfidie ne sont pas nettement distinguées, et c'est pourquoi certains Latins, comme CICÉRON, disent que : « La feinte et la dissimulation doivent être entièrement bannies du commerce de la vie. » et en 172 avant Jésus-Christ, les sénateurs romains les plus âgés, regrettaient les vertus perdues de leurs ancêtres qui se gardaient des stratagèmes tels que les attaques de nuit, les fuites simulées et les retours inopinés.

Ces opinions sont certainement outrées, et elles ne peuvent s'expliquer que par le fait que dans l'Anti-

quité, tous les moyens pour amener l'ennemi à la défaite étant bons, il était souvent difficile de distinguer la ruse de la perfidie, et que cette dernière l'emportant, les esprits nobles, par horreur justifiée de la perfidie, arrivèrent à rejeter avec elle la ruse. Or cela est regrettable, car on n'est point tenu de découvrir aux autres tout ce que l'on sait, ni tout ce que l'on veut : et ainsi il doit être permis de dissimuler certaines choses devant certaines personnes, c'est-à-dire de les leur cacher. C'est ce que les théologiens comprirent et formulèrent plus nettement, les premiers.

§ 2. — MOYEN-AGE

« Hé, qu'il y a de tromperie
au monde, et en nostre mestier
plus qu'en autre qui soit. »

MARÉCHAL DE MONTLUC.

1° Les Théologiens :

Parmi les théologiens, saint Thomas d'AQUIN a résolu affirmativement la question de la légitimité du recours aux ruses et stratagèmes, en déclarant que dans Mathieu (1), 7, on trouve : « Faites aux autres ce que vous voulez qu'ils vous fassent ». Et que cela est utile pour nous tous à observer : Les ennemis sont des amis, lorsqu'ils veulent qu'aucune ruse ni supercherie ne vous soient préparées et il semble qu'aucune de ces embûches ne devrait être employée à la guerre. Mais AUGUSTE a dit le contraire dans le livre 6 qq.

(1) Saint Thomas d'Aquin : *Summa Totius Theologiæ ; Secunda secundæ*
— Questio XL — De bello. Romæ. Ex typographia senatus MDCCCL-
XXXVI. Articulus III : *Utrum sit licitum in bellis uti insidiis.*

(Sup. Josue, 9-10, art. prim.) : « Lorsqu'une guerre juste est engagée, il n'y a aucune différence au point de vue de la justice, à combattre ouvertement ou par la ruse ». Et cela est confirmé par l'autorité de Dieu qui commanda à JOSUÉ de tendre des embûches aux habitants de Haï, comme il est rapporté dans Josué 8 (2).

« Je réponds en disant que l'on dispose des ruses pour tromper l'ennemi et on peut le tromper de deux manières : par des actes ou par des paroles ; l'un de ces procédés consiste à donner une fausse indication ou à ne pas tenir une promesse ce qui est toujours illicite ; il y a certains points sur lesquels il ne faut pas tromper l'ennemi car il y a des lois de guerre et des traités qui doivent être observés même entre ennemis. C'est ce que dit AMBROISE dans le livre *De Officiis*, chapitre 29 : « D'autre part on peut tromper quelqu'un en actes ou en paroles sauf si c'est pour violer ce qui a été convenu ou promis avec lui » ; cependant nous ne sommes pas toujours tenus de le faire car même dans les doctrines sacrées, on doit cacher beaucoup de choses, surtout aux infidèles, pour qu'ils ne s'en moquent pas, ainsi que le dit MATHIEU (livre 7) : « Ne

(2) « Josué, sur le Conseil de Dieu, prit Haï de la façon suivante : ayant fait cacher 5.000 hommes en un endroit auprès de la ville, il parut en un autre sur le point du jour, et s'étant approché des murailles de la ville avec toute son armée, comme à dessein de la prendre d'assaut, toute la ville sortit en armes pour le combattre. Il feint de prendre la fuite, voilà tous les habitants, les troupes et le Roi à leur tête, qui se mettent à ses trousses, tant qu'il les eut attirés assez loin des murs. Alors Josué ayant donné le signal aux troupes de l'embuscade, elles se levèrent derrière eux et coururent droit à la ville, qu'elles trouvèrent toute ouverte, s'en saisirent et y mettent le feu. Les habitants voyant monter la fumée s'étonnent d'un événement si extraordinaire, lorsque les Israélites font volte-face, les attaquant de toutes parts et les taillent en pièces. » (Les Ecritures.)

donnez pas de choses sacrées aux chiens », et par conséquent, à plus forte raison, faut-il cacher à l'ennemi ce qui est préparé pour l'attaquer, et parmi les documents militaires, cacher surtout les ordres, pour qu'ils ne lui parviennent pas, comme il est exposé dans « *Stratagematum Francorum* (3) ; Une telle dissimulation touche à l'ensemble des ruses qu'il est licite d'employer dans la guerre juste — les ruses de cette sorte sont appelées pièges et ne répugnent ni à la justice, ni à la volonté organisée, car la volonté serait mal organisée si elle ne voulait rien cacher aux autres de ce qui lui est propre. Et en cela consiste la réponse aux objections formulées contre l'emploi des ruses dans la guerre ».

Saint CHRYSOSTOME remarque que, les Empereurs, qui ont remporté la victoire par quelque stratagème sont ceux que l'on loue le plus. Saint EUSTACHE, archevêque de Thessalonique, dit qu'il y a une tromperie qui n'est point blâmable, et il en donne pour exemple, celles dont on use à la guerre. Pour Saint PAUL, la tromperie qui se fait par un acte positif, consiste ou en actions, ou en paroles. La première est ce qu'on appelle feinte, et l'autre mensonge. Ainsi, dit-il, Jésus-Christ fit circonscrire TIMOTHÉE sachant bien que les Juifs prendraient cela pour une preuve que par la circoncision, TIMOTHÉE était l'un des leurs.

2° Les auteurs

Alors que les théologiens du Moyen-Age admettent que la ruse de guerre n'est pas contraire à l'idée de

(3) Sexti Jul. Frontini, lib. I, *Stratag.*, chapitre I.

Justice, les auteurs de la même époque ne se préoccupent de la question qu'au point de vue de sa compatibilité avec l'honneur chevaleresque : Christine DE PISAN déclare que : « si cautelle et soubtillesces d'armes sont justes, faire selon son droit (4). »

Honoré BONET (5) écrit : « Se c'est chose deue que ung roy ou ung prince par cautele et soubtilité mette à desconfiture ung aultre prince son ennemy et comment il peut mesprendre. Il y a plusieurs autres manières de barat, en dehors de la parole rompue, et d'engien si comme de sçavoir faire embusche au lieu là où mon ennemy va souvent pour prendre son esbatement, par lequel il sera mon prisonnier, ou pour sçavoir trouver manière comment ils aient la plus faible place du champ ou aussi faire tellement qu'ils aient le soleil en l'œil. Je dy que usant de telles manières de faire, elles ne sont que bonnes et deue et procèdent de bon sens et de bonne conduite ».

Michel d'AMBOISE (6) écrit que « Pour abuser de nos ennemys sur mer » : « Si nous nous enfuyons devant nos ennemys en la mer, pourtant que nous ne sommes assez fors pour eulx et que par iceulx nous soyons suyvis et chauldement chassez, et qu'ils soient là tant approchez de nous, qu'il ne reste presque que le combatre, pour les descevoir, il te sera utile et de besoing que tu faces soubdainement demeurer ta navire ou gallère, sans plus avant faire ramer, faisant semblant de vouloir combatre et dissimulant ta

(4) Christine de Pisan, *Livre des faits d'armes et de chevalerie* ; MCCCLXIX, Bibliothèque Nationale.

(5) Honoré Bonet, *L'arbre des batailles*, chapitre XLIX, 1380, p. 142.

(6) Michel d'Amboise, *Le Guidon des gens de guerre*, 1543, page 171.

pensée : toutefois il faut que tes gens soient avertis qu'après leur avoir donné signe de s'en aller, qu'ils gagnent pays tant qu'ils pourront, faisant voile où ils cuyderont estre en seureté, affin que tes ennemys cuydans estre venus aux combat, laissent et habandonnent leurs rames et leurs équipages marin pour prendre et vestir leurs armes et s'apprester pour te choquer ; ce que feront diligemment. Mais quand tu les verras bien armés et près pour t'assaillir, tu doibs incontienent donner le signe promis et enseigné à tes gens, qui rameront à puissance pour investir port au lieu de leur salveté. Par ces moyens, tu pourras eschapper des mains de tes ennemys, lesquels chargés et empeschés de leurs armes, ne pourront faire si grande diligence à te suyvre, comme tu pourras faire à les fuir et à eschapper d'eulx. »

Enfin PIERRI BELLI écrit dans « *De re militari et bello tractatus* » : « Les ruses ne doivent pas comporter de perfidie, autrement elles sont permises, on les appelle stratagèmes ». VIRGILE dans l'*Enéïde*, II, 390 dit : « Vaillance ou ruse, qu'importe à un ennemi ? »

A la fin du Moyen-Age on arrive donc, grâce aux Théologiens et à certains auteurs, contrairement à ce qu'avaient fait les Anciens, à dégager la véritable notion de l'emploi de la ruse, c'est-à-dire la différenciation d'entre la ruse et la perfidie. Tout n'est pas permis contre un ennemi, certaines règles, dans la conduite de la guerre, doivent être respectées.

Ce n'est vraiment qu'après le Moyen-Age que la question des ruses est étudiée avec soin, les règles de la guerre s'étant précisées.

CHAPITRE II

DU MOYEN-AGE AU XIX^e SIÈCLE

Cornélius VAN BYNKERSHOEK (1) écrit : « Dans ma définition je ne veux pas omettre la fraude, puisqu'il faut employer la stratégie et le courage contre un ennemi. J'autorise toutes les sortes de ruses, exceptée celle consistant en perfidie ; et je fais cette exception, non pas parce que tout n'est pas permis contre un ennemi, mais parce que dès qu'un engagement a été conclu, l'ennemi cesse d'être un ennemi, aussi loin que cet engagement porte. Et puisque la guerre autorise toutes les méthodes pour détruire l'ennemi, je ne trouve qu'une explication à ce que tant de personnes autorisées et à ce que tant de précédents s'opposent à l'emploi de la ruse ; cette opposition est simplement due à ce que les Auteurs, aussi bien que les Chefs Militaires confondent improprement la justice avec la générosité, sentiment qui apparaît souvent dans la guerre. La justice est obligatoire dans la guerre, alors que la générosité est pleinement volontaire. La première autorise la destruction de l'ennemi par tous les moyens, la seconde accorde à l'ennemi ce que nous espérons de lui pour nous-mêmes si nous étions à sa place dans une mauvaise position, et il est désirable que les guerres se modèlent sur les règles du duel, comme c'était autrefois le cas

(1) Cornélius van Bynkershoek, *Questionum Juris Publici*.

pour certains Etats ; les considérations de justice nous permettent d'avoir plus de troupes qu'il n'en a et de se servir d'armes qui diffèrent des siennes, alors que la générosité l'interdit. La justice permet toutes les ruses, la perfidie exceptée ; la générosité ne le permet pas, apparemment, quand l'ennemi l'emploie, car ruser cause la crainte ».

François DE VITORIA réagit lui aussi contre la conception, admise souvent au Moyen-Age encore, que la guerre n'était dominée que par une seule loi : faire le plus grand mal possible à l'ennemi : toute perfidie était bonne si elle nuisait à l'ennemi ; il s'élève violemment contre cette conception.

GENTILIS (2) dit que dans la conduite de la guerre, il existe un seul principe qui en englobe toutes les parties, c'est-à-dire la ruse et le stratagème, et en ce qui concerne ces derniers, on peut traiter non d'un seul aspect de la guerre, mais de tous. Or les stratagèmes sont classés en trois catégories : ceux accomplis par prudence et par duperie, ceux résultant de l'audace, et ceux résultant d'une combinaison des deux premiers. Chacun d'eux est rassemblé dans des mots, des actions et un mélange des deux. Et ils sont licites pour persuader, forcer ou causer du tort, pourvu cependant qu'on les utilise contre ceux contre lesquels ils sont autorisés, c'est-à-dire contre l'ennemi et en temps de guerre.

GROTIUS, dans « *Le droit de la guerre et de la paix* » admet lui aussi l'emploi de la ruse dans la guerre.

(2) Gentilis, *De jure belli*, chapitre III.

Le Baron DE PUFENDORF, dans « *Les devoirs de l'homme et du citoyen tels qu'ils sont prescrits par la loi naturelle* », refait la distinction souvent faite à son époque entre la tromperie, interdite dans les relations entre particuliers, et la ruse permise en temps de guerre entre ennemis : « Ne tromper jamais personne par des paroles, ni par aucun autre signe établi pour exprimer nos pensées ; mais les feintes et les fictions sont quelquefois permises, par exemple pour tromper par quelque stratagème un ennemi contre qui l'on a plein droit d'agir à force ouverte (p. 159). » Par ailleurs, il déclare que « la terreur et la force ouverte, sont le caractère propre de la guerre, et les voies les plus communes dont on se sert contre un ennemi. Il est permis néanmoins d'employer la ruse et l'artifice, pourvu qu'on le fasse sans aucun manque de foi. Ainsi on peut tromper l'ennemi par de faux bruits et de faux discours, mais on ne doit jamais violer ce à quoi on s'est engagé envers lui par quelque promesse ou par quelque convention (page 346). » Il est suivi en cela par VATTEL et par ZOUCH.

WOLFF (3) pose que « les stratagèmes sont des actes de guerre inattendus, subordonnés à la ruse. Par conséquent, lorsque des faits de guerre consistent à la fois en force et en supercherie, les stratagèmes peuvent consister à la fois en force et en supercherie ».

Et MACHIAVEL lui-même, repousse la perfidie, en admettant la ruse : « Quoique ce soit une action détestable d'employer la ruse dans la conduite de la

(3) Christian Wolff, *Jus gentium methodo scientifica per tractatum*, parag. 858.

vie, néanmoins, dans la conduite de la guerre, elle devient une chose louable et glorieuse, et celui qui triomphe par elle de ses ennemis ne mérite guère moins de louanges que celui qui en triomphe par les armes. C'est le jugement que portent ceux qui ont écrit l'histoire des grands hommes. Je ferai observer seulement que je ne regarde pas comme une ruse glorieuse celle qui nous porte à rompre la foi donnée et les traités conclus, car bien qu'elle ait fait quelquefois acquérir des Etats et une couronne, elle n'a jamais procuré la gloire (4). »

Le chevalier FOLARD, commentant l'*Histoire de Polybe*, pour servir à l'instruction des officiers prussiens de Frédéric le Grand (5), écrit : « La guerre n'est pas seulement, comme dit CICÉRON, un débat qui se vide par la force, mais encore par la ruse et par le stratagème. En effet, toute la science de la guerre roule là-dessus. Si l'on prend toutes les parties de la science des armes, les unes après les autres, l'on verra qu'elles ne roulent que sur des tromperies et l'artifice réduit en art, et l'on peut dire que les Généraux d'Armées ne font jamais mieux connaître leur intelligence, leur courage, la bonté de leur jugement et leur prudence que lorsqu'ils réussissent dans leurs desseins, plutôt par l'adresse de leur esprit que par la force des armes; et pour réussir par celle-ci, il faut bien moins de valeur et de charité que dans l'autre. La victoire qui s'acquiert par la force et par la supériorité du nombre est géné-

(4) Machiavel, *Discours sur Tite-Live*, livre III, chapitre XL.

(5) *Histoire de Polybe*, traduite du grec par Dom Thuillier, avec Commentaires de M. de Folard, tome IV, page 241. Amsterdam, 1774.

ralement l'ouvrage du soldat, plutôt que celui du général, mais celle qu'on remporte par la ruse et par l'adresse, est uniquement due à celui-ci. »

FRÉDÉRIC LE GRAND admet l'emploi des ruses et le conseille même : « On prend alternativement à la guerre la peau du lion et la peau du renard ; la ruse réussit où la force échouerait. Il est donc nécessaire de se servir de toutes les deux. C'est une corde de plus que l'on a à son arc, et comme souvent la force résiste à la force, souvent aussi la force succombe sous la ruse » (6).

JOLY DE MÉZEROT écrit en 1765 que l'art de la guerre est celui des ruses et des stratagèmes :

« *Fù le vincer sempré mai laudabil cosa
Vincasi per fortuna ò per ingegno.* »

« Il est des ruses qu'il ne faut apprendre que pour s'en garantir et user de précautions contre ceux qui sont assez lâches pour s'en servir. L'homme de guerre fait autant profession de franchise et de droiture, que de courage et de prévoyance ; et s'il emploie les ressources de son génie pour vaincre, il déteste en même temps la perfidie et tout ce qui donne atteinte à la parole donnée ou à la foi publique. Ce principe est un point fondamental du Droit des Gens, reçu par tous les peuples anciens et modernes (?), même ceux qui sont encore les plus cruels à la guerre, tels que les Turcs et les Tartares (?) » (7).

(6) Frédéric le Grand, *Œuvres*, tome XXVIII^e, article XIII : « *des stratagèmes et des ruses de guerre* ».

(7) Joly de Mézeroy, Lieutenant-Colonel d'Infanterie : *Traité des stratagèmes permis à la guerre, ou Remarques sur Polyen et Frontin*.

Il faut attendre VATTTEL pour voir apparaître comme justification de la ruse, une idée humanitaire : « Comme l'humanité nous oblige à préférer les moyens les plus doux dans la poursuite de nos droits, si par une ruse de guerre, une feinte exempte de perfidie, on peut surprendre l'ennemi et le réduire, il vaut mieux, il est réellement plus louable de réussir en cette manière que par une bataille sanglante. Mais cette épargne du sang humain ne va jamais jusqu'à autoriser la perfidie, dont l'introduction aurait des suites trop funestes et ôterait aux souverains, une fois en guerre, tout moyen de traiter ensemble et de rétablir la paix. Les tromperies faites à l'ennemi sans perfidie, soit par des paroles, soit par des actions, les pièges qu'on lui tend en usant des droits de la guerre, sont des stratagèmes dont l'usage a toujours été reconnu légitime » (8).

Cette idée d'utilité humanitaire de la ruse est reprise par Gérard DE RAYNEVAL (9).

BELIME déclare que : « C'est une vieille question que de savoir s'il est permis d'employer la ruse contre l'ennemi. Les auteurs qui répondent par oui ou par non, d'une manière absolue, ne peuvent être dans le vrai. La ruse est légitime toutes les fois que la confiance de l'ennemi n'est pas motivée par la croyance où il a dû être que nous ne manquerions pas à l'honneur et à la morale ; au cas contraire, elle est légitime » (10).

BURLAMAQUI enfin, admet les principes établis par

(8) Vattel, *Le droit des gens*, tome III, page 54.

(9) Gérard de Rayneval, *Institutions du droit des gens et de la nature*, livre III, chapitre 4.

(10) Belime, *Philosophie du droit*, 2^e édition ; tome I, page 330.

ses prédécesseurs, sans y ajouter rien de personnel (11).

Au cours de cette période, qui va du Moyen-Age au début du xix^e siècle, l'étude par les différents auteurs, des moyens licites à employer à la guerre, a permis de situer l'emploi de la ruse d'une façon plus précise que cela n'avait été fait au cours des siècles précédents.

(11) Burlamaqui, *Principes de la nature et des gens et droit public général*, IV^e partie, chapitre V, pages 825 et suivantes.

CHAPITRE III

LES AUTEURS MODERNES

« Les ruses en amour, de même
[qu'à la guerre,
« Ont été de tout temps, permi-
[ses sur la terre. »
(Théophile Gautier).

« Une fois les hostilités ouvertes, le droit terrible de la guerre *rend licites* selon les usages reçus, bien des mesures déplorables, mais dont l'emploi est justifié *en partie* par la *nécessité*, ou la pression impérieuse des circonstances et des événements. La conduite, l'action et le but de la guerre, sont, d'un côté, *la défense* ; de l'autre *le besoin* (en renversant les obstacles qui sont de nature à entraver le succès, de *subjuguer l'ennemi* par tous les moyens que ne réprouvent ni l'honneur, ni la loyauté, et d'amener à composition et transaction la Nation à laquelle on s'est cru en droit de déclarer la guerre).

« Les stratagèmes, les surprises, les ruses, sont, nous ne le nions pas, des actes licites de la guerre, qui peuvent quelquefois procurer le succès tout en épargnant le sang des soldats, ainsi que des maux et des désastres aux populations, mais ces stratagèmes doivent être compatibles avec l'honneur, la loyauté, la dignité du Prince belligérant qui attaque, et des

commandants auxquels il a confié la conduite et la direction de ses forces navales » — (DE Cussy) (1).

Pour ORTOLAN (2), « entre gens de cœur, il est superflu d'entrer dans des détails pour déterminer ce qui constitue la trahison et la perfidie. La bonne foi et le point d'honneur militaire sont suffisants pour distinguer entre les ruses déloyales et les stratagèmes licites ».

F. DE MARTENS (3) ayant écrit que : « à moins d'avoir promis expressément ou tacitement qu'on fera la guerre de bonne foi, on peut employer la ruse », son annotateur, Pinheiro FERREIRA lui répond (4) : « si la ruse est licite, on ne saurait s'engager à ne jamais l'employer, si elle ne l'est pas, il n'est pas nécessaire de l'avoir promis, pour qu'on doive s'en abstenir ».

Achille MORIN (5), fut un des premiers à essayer de préciser la notion de ruse de façon assez nette :

« La réglementation de l'emploi de la ruse présente de grandes difficultés, pour les règles à poser et pour leur observation. Car la ruse est un moyen habile et déguisé, souvent insaisissable, qui échappe facilement aux renseignements limitatifs des publicistes et aux prohibitions vaguement formulées ; car ces concep-

(1) Baron Ferdinand de Cussy, *Phases et causes célèbres du droit maritime des Nations*, paragraphe 24, pages 250 et ss : « Des moyens de nuire à l'ennemi ».

(2) Capitaine de vaisseau Ortolan, *Règles internationales et diplomatie de la mer*, 4^e édition, Paris, 1864, tome II, pages 29 et ss.

(3) F. de Martens, *Précis de droit des gens moderne de l'Europe*, 1858, tome II, pages 233 et ss.

(4) Note de Pinheiro Ferreira, au bas de la page 234 *idem*.

(5) Achille Morin, *Les lois relatives à la guerre selon le droit des gens moderne*, tome I, chapitre VII : « Ruses de guerre », 1872.

tions sont variables, selon les temps ; elles tiennent aussi au caractère du peuple qui les imagine et, pour différentes raisons, elles n'ont pas suffisamment fixé l'attention de ceux qui voulaient imposer des limites aux facultés des belligérants. »

« Cependant il se peut que le droit des Gens moderne, qui n'admet plus comme licite que la guerre civilisée, tolère toutes ruses quelconques, sans distinctions ni exceptions ; qu'il soit indifférent à l'égard des moyens dolosifs et immoraux, quand même ils iraient jusqu'à la fraude caractérisée. C'est déjà beaucoup concéder que d'admettre certains stratagèmes qui, étant plus ou autre chose que la stratégie militaire, ajoutent à la force un moyen de succès souvent irrésistible, de telle sorte qu'un belligérant qui n'est pas rusé comme l'autre succombera inévitablement, à moins d'avoir des forces de beaucoup supérieures. Il n'y aurait plus de justice possible et la guerre ne serait qu'un duel déloyal si le droit international, et ceux qui l'expliquent, n'avaient pas de prohibitions précises contre certaines ruses ou fraudes, pour les empêcher autant que possible, tout au moins en flétrissant ceux qui les emploieraient. Outre la morale et la justice qui réprouvent les tromperies, il faut aussi considérer les exigences de l'honneur, soit individuel, soit national, soit militaire. »

« Se conduire en homme d'honneur, a-t-on dit justement, c'est agir avec justice, avec franchise et générosité ». Pour le fourbe, au contraire, ce qu'il appelle son honneur « consiste à ne jamais garder sa parole », comme le disait ironiquement une satire de BOILEAU.

Chaque Nation doit avoir son honneur qui résume les sentiments et actions honorables de sa vie politique avec le caractère propre des individus qui la composent ; comme il dépend d'un caractère et de qualités qui ne sont pas les mêmes pour tout peuple, il y a nécessairement certaines différences selon les pays.

Dans l'armée, actuellement civilisée, il y a des exigences spéciales et un cachet distinctif pour ce qui s'appelle l'honneur militaire et dont la principale raison d'être, se différenciant de l'honneur individuel, est dans cette considération que, si des armes ont été données aux militaires, c'est pour que la force vienne appuyer le droit ou la justice et avec la recommandation de ne point en abuser contre les faibles. Aussi les lois d'organisation militaire excluent-elles du service, malgré leur aptitude physique ou scientifique, tous ceux qu'elle répute indignes, à raison de certains délits ayant comporté condamnation. Or l'honneur militaire est altéré, si des chefs ordonnent quelque tromperie qui, étant autre chose que de simples stratagèmes, implique perfidie ou déloyauté, en procurant par là un succès qu'aurait eu sans cela l'adversaire, ce qui empêcherait dans l'avenir toute confiance ou tout traité.

En prenant pour guides la morale et la justice, ou du moins leurs principes essentiels, qui doivent être les mêmes partout, ainsi que les exigences de l'honneur militaire, qui ne sauraient être mal comprises que là où la discipline repose moins sur les devoirs sagement entendus que sur l'arbitraire des chefs, on doit arriver à trouver et fixer les distinctions, qui seules sont admi-

ses dans le droit des Gens moderne, au triple point de vue du but intentionnel, des moyens en action et du respect des droits garantis.

Le but poursuivi pourrait être seulement, comme l'a supposé VATTEL, d'épargner le sang humain en obtenant quelque succès par une surprise ; dans ce cas accidentel, le stratagème n'est guère qu'une tactique habile et précipitée, qui ne porte pas d'atteinte sérieuse à la morale ou à la justice et que peut approuver l'honneur militaire.

On doit réprouver, tenir pour interdits et même punir en certains cas, les ruses ou moyens de tromper qui blessent soit la morale stricte, soit la justice dans ses principes essentiels, soit l'honneur militaire tel qu'il s'impose aux armées disciplinées dans l'état de la civilisation. Cette atteinte existera lorsqu'il y aura eu, dans l'intention ou le but et dans les moyens avec résultat, soit perfidie ou déloyauté par fourberie ou supercherie, soit fraude employée avec atteinte aux droits de l'ennemi, en provoquant un de ses défenseurs à trahir son devoir, par exemple au moyen d'embauchage ou de corruption.

Pasquale FIORE explique (6) que « si tout le monde est d'accord pour admettre que les promesses faites à l'ennemi doivent être exécutées de bonne foi, c'est qu'on doit admettre comme certain que la violation de la parole donnée est toujours un mal, de sorte que le point de savoir si l'on doit même tenir la parole donnée aux assassins et aux criminels, fait l'objet d'une con-

(6) Pasquale Fiore, professeur à Naples, tome III, pages 145 et ss. : § 1337.

traverse sérieuse. Tout en admettant qu'on puisse avec raison soutenir que l'on ne peut être engagé d'aucune façon envers les voleurs et les assassins, qui sont en dehors de tout droit, on ne peut pas dire de même, relativement aux ennemis publics, qui, en employant la force, font un usage légitime de leurs droits. Par conséquent, on doit, en ce qui les concerne, admettre que la foi promise doit être observée par application de la loi de justice. »

Carlos TESTA, professeur à l'Ecole Navale de Lisbonne, expliquait en 1886 (7) que : « Pendant la guerre, dans la lutte des armées contre les armées, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de préceptes qui fixent l'égalité des forces, aussi a-t-on recours à des moyens qui compensent l'inégalité. On donne à ces moyens le nom de stratagèmes de guerre, mais dans l'emploi de ces moyens indirects pour obtenir un avantage sur l'ennemi, il ne doit pas y avoir de procédés incompatibles avec l'honneur, la loyauté et la dignité de celui qui les met en pratique : la guerre doit être une lutte entre des forces subordonnées seulement à l'habileté et à la valeur. On n'y doit par conséquent pratiquer aucune perfidie ni infâmie. »

Pour beaucoup de ces auteurs, la ruse est donc limitée quant à son emploi, par l'honneur militaire, chose souvent assez peu précise dans les rapports entre belligérants, et qui, comme le dit DESPAGNET (8) : « de même que le duel, cette guerre entre individus, comme la guerre est le duel des peuples, est aujourd'hui minu-

(7) Testa, *Le droit public international maritime*, page 143.

(8) Despagnet, *Cours de droit international public*, page 550.

tieusement réglé, de manière à en écarter toute manœuvre perfide ou cruelle, par un code vague de l'honneur qui n'est écrit nulle part et dont les dispositions sont purement coutumières et n'en sont pas moins scrupuleusement observées, presque toujours, de même, l'usage des peuples civilisés, parfois même leur accord formel établi par des traités ont limité l'emploi de la force et de la ruse dans la guerre ».

PIÉDELIÈVRE (9) admet l'emploi de la ruse, tout en déclarant « qu'elle n'a rien de noble ni d'élevé ». Il reconnaît cependant : « qu'il y a plus de magnanimité que de sagesse, dans ceux qui font profession de mépriser à la guerre toute espèce de stratagèmes et de surprises : lorsqu'il s'agit de défendre sa patrie ou de poursuivre par la force les droits injustement méconnus, les moyens les plus sûrs et les moins sanglants, quels qu'ils soient, sont ceux auxquels on doit recourir, si d'ailleurs ils n'ont rien d'illicite ni d'odieux en soi ».

Alphonse RIVIER, professeur à Bruxelles (10), explique l'emploi des ruses, qu'il reconnaît licite, par le fait que ce sont : « de vieux moyens avérés et notoires, d'usage quotidien, dont tout militaire doit soupçonner l'emploi et qu'il doit savoir déjouer. Où est la limite ? Beaucoup dépendra du caractère des chefs, de leur hardiesse, de leur conscience, plus ou moins délicate, de leur esprit plus ou moins chevaleresque et plus ou moins ingénieux. Pour être un bon chef il ne suffit pas d'être brave, il faut être habile, prudent, expérimenté ;

(9) Piédelièvre, *Précis de Droit International Public*, page 187, tome II.

(10) Rivier, tome II, page 261. 1896.

sur un nombre de points, d'ailleurs, l'usage est fixé ; les profanes ont peut-être le droit de le trouver capricieux ».

Le capitaine d'Infanterie LONGUET note l'un des points délicats de l'emploi des ruses (11) : « On ne peut pas toujours utiliser les ruses permises jusqu'au bout, et il sera nécessaire de jeter le masque à un moment donné. En fait, l'indication de ce moment constitue précisément le point délicat de la question ».

Dans tous les traités de droit international, relatifs à la guerre et à ses lois, l'emploi de la ruse dénuée de perfidie est unanimement déclarée licite (12).

(11) Longuet, *Le droit actuel de la guerre terrestre*. Montpellier, thèse, 1900.

(12) Par ordre chronologique :

Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, page 340, parag. 266.

Phillimore, *Commentaries upon international law*, tome III, page 155.

Meurer, *Das Friedensrecht der Haager Konferenz*, tome II, pages 151 et 152.

Heffter, *Le droit international de l'Europe*, page 240.

Wheaton, *Eléments de droit international*, tome II.

Wehrberg, *Handbuch des Völkerrechts das Seekriegsrecht*.

Leroy, *La guerre maritime*.

Garner, *International law and the world war*.

Calvo, *Le droit international*, tome III, page 152, parag. 1836.

Bluntschli, *Le droit international codifié*, pages 328-329 et 566.

Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public européen et américain*, tome VIII, pages 493 et ss.

Fauchille, *Traité de droit international public*, tome II, page 473.

Fatoux, *La guerre continentale, limitation des moyens de nuire*. Thèse, Paris, 1903, pages 23 et 182.

Bry, *Précis de droit international public*, page 427.

Litz, *Le droit international*, page 317.

Dukacinski, *Les règlements militaires des grandes puissances considérés au point de vue international* ; thèse, Bordeaux, 1912.

Risley, *The law of war*, chapitre V, pages 119 et ss.

Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, chapitre IV, p. 91, chap. V, p. 106.

Bordwell, *The law of war between belligerents*, page 286.

Hershey, *The essentials of international public law and organisation*.

Maine, *Le droit international : la guerre*.

Keydel, *Das recht zum Kriege im Völkerrecht*.

Jean RENAULT dans sa thèse : « *Les sous-marins : situation dans le droit des gens* », écrit que : « la ruse fut de tout temps employée par les belligérants, soit comme moyen d'attaque, soit comme moyen de défense. De même qu'il n'interdit pas l'emploi des armes, mais en réglemente seulement l'usage, le Droit International n'interdit pas les ruses de la guerre, il se contente d'en prévenir les abus » (page 161).

Mais celà est assez difficile, comme WESTLAKE (13) l'a écrit : « L'obligation de vérité est toute relative : on peut s'en rendre compte. La guerre est dès le début un traitement de méfiance et dans lequel l'ennemi est regardé comme étant dans son tort, tandis que le dommage auquel nous sommes exposés est incalculable. Dès lors, aucun devoir n'est transgressé par les ruses ».

Mais alors, on arrive à dire que la seule loi est la

- Le Fur, *Précis de droit international public*, page 503.
Lawrence, *The principles of international law*, page 551.
Hall, *A treatise on international law*, page 576.
Walker, *A manual of public international law*.
Triepel, *Droit international et droit interne*.
Spiropoulos, *Traité de droit international public*, page 367.
Rolin, *Le droit moderne de la guerre*, tome I, page 346 ; tome II, p. 72.
Keith, *Wheaton's elements of international law*.
Hatschek, *Wörterbuch des Völkerrechts*, page 317.
Hatschek, *Völkerrecht als systemrechtlich bedeutsamer staatsakte*, p. 317.
Söderquist, *Droit international maritime suédois*, pages 200 et 18.
Möller, *International law in peace and war* ; tome II, page 217.
Moore, *A digest of international law*, tome VII.
Stowell, *International law*, page 515.
Spaight, *War rights on land*, pages 152-156.
Takahashi, *International law applied to the russo-japanese war*.
Taylor, *A treatise on international law*, page 500.
De Louter, *Le droit international public positif*, tome II, pp. 279 et 334.
Hyde, *National law applied by the U. S. A.*, volume II, pp. 311 et 474.
Strupp, *Droit international public*, tome II, page 570.
Oppenheim, *International law*, 5^e édition, tome II, pages 340 et 406.
Kuntz, *Kriegsrecht und neutralitätsrecht*, page 122.
Farrer, *Military manner and customs* ; chapitre V, page 124.
(13) Westlake, *Traité de droit international*, page 469.

nécessité, comme dans un article cité par PCHÉ-DECKI (14) : « Le principe suprême du Droit Civil, c'est l'observation de la bonne foi, il n'en est pas de même en Droit International. Toute nation a le devoir de se préserver elle-même. C'est sa suprême loi. Une nation qui observerait un traité international contraire à son intérêt vital, commettrait contre elle-même le crime de haute trahison » (Docteur Von CAMP, *Deutsche Juristenzeitung*, citation empruntée à la « *Law Quart. Review* », 1915, page 442).

Une semblable théorie est la négation du droit des gens : « En tout cela, sans doute, la loyauté est proclamée comme la règle générale, mais on peut se demander si trop de concessions ne sont faites à la maxime fameuse d'après laquelle la fin justifie les moyens, et s'il ne convient pas de montrer quelque sévérité dans l'appréciation des manœuvres et des pratiques, qu'une indulgence trop grande a fait tolérer et excuser. La manière de voir des autorités militaires sur les moyens de guerre non violents, de même que sur les moyens de guerre qui confinent aux procédés interdits ou qui en approchent, s'écartent fréquemment et beaucoup de la manière de voir des maîtres du droit » (Nys) (15).

Cependant, il ne semble pas que les Instructions Officielles à l'usage des Officiers diffèrent sensiblement des opinions unanimement professées par les Juristes.

(14) Elias Pchedeck, *Le droit international maritime et la grande guerre*, thèse, Paris, 1916, page 5.

(15) Nys, *Le droit international : les principes, les théories et les faits*, tome III, page 207.

C'est ce que nous allons voir en examinant tout d'abord ces Instructions Officielles, issues de tous les pays, et ensuite dans les Conventions Internationales et dans les discussions internationales de juristes, nous retrouverons la même unité de vue.

TITRE II

LES INSTRUCTIONS OFFICIELLES, LES CONVENTIONS ET LES DISCUSSIONS INTERNATIONALES DE JURISTES AYANT TRAIT A L'EMPLOI DE LA RUSE DANS LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

LES INSTRUCTIONS OFFICIELLES DES DIVERS GOUVERNEMENTS A LEURS OFFICIERS EN CAMPAGNE

Les *Instructions Officielles* que les divers pays ont publiées sur les règles à suivre, en cas de guerre, par leurs troupes, seront examinées, non pas successivement pour les différents pays, mais uniquement par ordre chronologique. Ces Instructions étaient, avant guerre, presque toujours publiées ; depuis 1918, deux seuls pays, la France et l'Italie, ont continué la tradition, mais tous les autres pays les ont gardées secrètes, constituant pour cette étude une lacune qu'il nous a été impossible de combler.

Alors que jusqu'à présent nous n'avions étudié l'emploi de la ruse dans la guerre que du point de vue théorique, les Instructions contiennent de nombreuses références à des cas concrets, ce qui fait que, tout en les étudiant du point de vue abstrait, nous serons amenés insensiblement à la deuxième partie de cette étude qui aura pour but l'étude non plus théorique, mais

pratique de la ruse, et son appréciation au point de vue des principes dégagés par les auteurs.

*
**

La règle, en France, est de ne tirer le coup de semonce que sous le pavillon national, ce coup de semonce ayant pour but de proclamer l'identité du navire qui le tire, en enjoignant au navire semoncé de dévoiler la sienne propre.

Cette règle vient de ce que, par nos anciennes Ordonnances, tout navire français « était obligé de porter les bannières, étendards et enseignes de l'Amiral », c'est-à-dire le pavillon français : *Ordonnances de 1517*, article 9 ; de *1543*, article 15, de *1584*, article 28 ; de manière qu'il est interdit d'en porter d'autres pour faire la guerre, comme le porte l'article 4 de la déclaration du 1^{er} février 1650, confirmé par l'arrêt du Conseil du 13 août 1662 (1).

Le 17 mars 1696, une ordonnance du roi, reprise d'ailleurs par celle du 18 juin 1704 était ainsi conçue :

« Ordonnance du Roy, portant défense aux capitaines commandants les vaisseaux de Sa Majesté ou à ceux de ses sujets armés en course, de tirer le coup de semonce ou d'assurance sous un autre pavillon que sous celui de la France » :

« Sa Majesté étant informée que plusieurs capitaines de ses vaisseaux armés en course se font un usage de tirer le coup de semonce ou d'assurance sous pavillon étranger, quoique ce procédé soit con-

(1) Voir Pistoye et Duverdy, *Traité des Prises maritimes*, 1854, p. 231.

« traire à la foi publique, à l'honneur du pavillon
« français et aux Ordonnances, particulièrement celle
« de 1681, Sa Majesté ordonne que tous capitaines
« commandants ses vaisseaux, ou ceux armés en
« course par ses sujets seront tenus d'arborer pavillon
« français avant de tirer le coup de semonce ou d'as-
« surance.

Un *arrêté du 2 Prairial an XI* (22 mai 1803), dans son article 33 réaffirme le même principe :

« Les capitaines de bâtiments armés en course
« seront tenus d'arborer pavillon français avant de
« tirer à boulet sur le bâtiment chassé sous peine
« d'être privés, eux et leurs armateurs, de tout produit
« de la Prise, qui sera confisquée au profit de la Répu-
« blique. »

L'article 34 du même arrêté pose que : « Tout capi-
« taine convaincu d'avoir fait la course sous plusieurs
« pavillons sera, ainsi que ses auteurs et complices,
« poursuivi et jugé comme pirate ».

Par un *décret du 31 mars 1808*, Napoléon décide d'interdire la simulation de pavillon, mais en 1815, le Conseil d'Etat déclare que la simulation de pavillon est de nouveau permise, avant le combat.

La *loi du 10 avril 1825*, dans son article 3 dit que :
« Seront poursuivis et jugés comme pirates :

« 3° Les capitaines et officiers de tout navire ou
« bâtiment de mer quelconque qui aurait commis des
« actes d'hostilités sous un pavillon autre que celui de
« l'Etat dont il aurait commission ».

L'article 2 est ainsi conçu :

« Le capitaine et les officiers de tout navire ou bâtiment de mer armé, qui aurait commis des actes d'hostilité envers des Français ou Alliés ou des Neutres sous un pavillon neutre, autre que celui de l'Etat dont il aurait commission, seront poursuivis et jugés comme pirates. »

Cette disposition était ainsi justifiée par le Garde des Sceaux : « Cette disposition existait déjà dans nos anciennes lois maritimes. Elle est indispensable, Messieurs ; si la substitution d'un pavillon étranger au pavillon de la nation dont on fait partie est un acte indifférent en temps de paix, et ne peut être qu'une ruse innocente en temps de guerre lorsqu'elle est employée pour se dérober à l'ennemi, elle devient une violation odieuse des lois de la guerre et du droit des gens, lorsqu'on l'emploie pour persuader à l'équipage du bâtiment dont on a résolu de s'emparer qu'on appartient à une nation avec laquelle la sienne est en guerre, et pour couvrir ainsi d'une apparence de légitimité les hostilités qu'on n'avait pas le droit de commettre ».

Toujours, par suite de l'application de ce principe que la ruse est permise, mais doit être dénuée de perfidie, le *décret du 15 août 1851* prescrit, dans l'article 121 du titre II :

« 1° En présence de l'ennemi, le Commandant en Chef ordonne le branlebas de combat ;

« 2° Avant de commencer l'action, il faut arborer les marques distinctives et hisser le pavillon fran-

« çais sur tous les bâtiments. En aucun cas il ne doit
« combattre sous un autre pavillon ; dans les combats
« de nuit, il ordonne qu'un fanal soit placé au-dessus
« du pavillon de poupe. »

Les Instructions de 1863 pour les armées en campagnes des Etats-Unis prennent nettement parti :

ARTICLE 63

« Les troupes qui combattent sous l'uniforme de
« leur ennemi sans porter un insigne apparent et uni-
« forme qui les en distingue, ne peuvent obtenir quar-
« tier. »

ARTICLE 65

« L'usage du drapeau, du pavillon, ou de tout autre
« emblème national de l'ennemi, dans le but d'induire
« celui-ci en erreur au milieu d'un combat, est un acte
« de perfidie qui fait perdre tout droit à la protection
« des lois de la guerre à celui qui le commet. »

ARTICLE 101

« Bien que la ruse soit admise en guerre comme
« moyen légitime et nécessaire, et bien qu'elle n'ait
« rien de contraire à l'honneur militaire, le droit com-
« mun de la guerre permet d'appliquer même la peine
« de mort aux auteurs d'attentats d'un caractère clan-
« destin et déloyal contre l'ennemi, parce qu'ils sont
« d'autant plus dangereux qu'il est difficile de s'en
« garder. »

Le règlement autrichien de 1864 contient des dispositions semblables. Le « *Merchant Shipping Act* » de 1894, au chapitre 69 autorise la ruse de guerre consistant pour un navire de commerce belligérant à arborer

le pavillon britannique pour éviter la capture. Le « *Manuel de Droit International à l'usage des officiers de l'armée de terre, à l'usage des officiers français* », dans sa troisième édition, de 1884, consacre tout un chapitre aux ruses de guerre : le chapitre II, page 10 :

« La ruse est permise, pourvu qu'elle soit exempte de perfidie. En temps de guerre, chacun des belligérants doit pouvoir compter sur la bonne foi de son adversaire, garder la conviction que ce dernier ne fera rien de contraire au devoir et à l'honneur. Abuser de cette confiance, ce serait commettre un acte perfide et déshonorant. Chacun des belligérants est tenu de rester constamment sur ses gardes, et sait qu'il peut s'attendre à toutes espèces de surprises ; il doit pouvoir seulement compter que l'adversaire sera fidèle aux engagements souscrits et aux devoirs imposés par le droit des gens. Il y aurait dès lors perfidie à user de stratagèmes combinés précisément sur une violation de ces engagements ou de ces devoirs. »

Dans son « *Précis sur les lois de la guerre* », que le Colonel Jules GUELLE, professeur à Saint-Cyr, fit éditer en 1884, on retrouve les mêmes principes.

Les *Instructions allemandes de 1903* (2) portent que : « En mer, aucun combat ne doit être engagé sous un faux pavillon. »

Le *Code Naval des Etats-Unis de 1900* et celui de 1904, dans son article 7, énonce le même principe : « L'usage d'un faux pavillon dans la guerre est interdit » (3).

(2) *Das International Seerecht*: ein Handbuch für den K. U. K. Seeoffizier, du : Ritter von Attlmayr. Berlin, 1903, page 119.

(3) *Naval War College*, international law discussion de 1903, page 37.

Les *Instructions japonaises de 1904*, article 52, disent que : « Le Commandant d'un bateau de guerre peut, dans la poursuite d'un bateau, ou bien ne pas montrer les couleurs nationales de la Marine Impériale, ou bien arborer de fausses couleurs. Il doit cependant, avant de lui ordonner de stopper, obligatoirement hisser les couleurs de la Marine Impériale. »

Les *Instructions françaises de 1912*, sur l'application du droit international en cas de guerre, adressées aux Commandants des forces navales de la République, reprennent toujours le même principe :

« ART. XII, 88. — Lorsque vous serez déterminé
« à visiter un navire, vous l'avertirez d'abord en tirant
« un coup de semonce à poudre et en arborant votre
« pavillon. »

Le *Code des Prises de l'Empire Allemand, de 1915* (1^{er} juillet) comporte que : Part VI, 82 : « Si le Commandant désire arrêter un navire, il doit ordonner
« à celui-ci de s'arrêter, au moyen des signaux et en
« actionnant la sirène ; au plus tard, simultanément
« avec ce signal, le pavillon et la flamme doivent être
« hissés. La nuit, le pavillon doit être illuminé. Pendant la chasse, il n'est pas nécessaire de déployer le
« pavillon de guerre, et l'usage d'un pavillon
« marchand est permis » (4). Voir aussi le *Code de 1916* (5).

(4) *Code des Prises allemand du 1^{er} Juillet 1915*, traduit par Huberich et King ; New-York, 1915.

(5) *Leitsätze des Handelskriegsrecht* ; Berlin, Novem. 1916, reprend le même article, mais y ajoute que : « l'emploi de pavillons spéciaux, comme la croix de Genève, le drapeau de parlementaire, et le signal de détresse, sont interdits ».

De même, les *Instructions anglaises du 2 mars 1916*, article 13 (6) : « ...4° Il est à rappeler que le pavillon
« n'est pas un brevet de nationalité. Les sous-marins
« allemands et les vaisseaux marchands armés ont
« souvent employé le pavillon britannique, allié ou
« neutre, pour s'approcher sans être remarqués.
« Pensant cependant que l'usage d'un déguisement et
« de fausses couleurs, pour échapper à la capture, est
« une ruse de guerre licite..... »

Les Allemands trouvèrent sur le steamer anglais *Woodfield* les Instructions suivantes :

« ...5° Avant d'ouvrir le feu, le pavillon anglais
« doit être hissé. Il est essentiel de ne pas ouvrir le feu
« sous des couleurs neutres. »

Les *Instructions italiennes de juillet 1927* portent que : « Tout en admettant les stratagèmes de guerre,
« en aucun cas les combats ne doivent être commencés
« sans pavillon ou sous un pavillon qui ne soit pas le
« pavillon national » (article 17, alinéa 2).

*
**

Il résulte de l'examen de ces différentes Instructions militaires que dans tous les pays, et en tous temps, l'emploi de la ruse dans la guerre a été reconnu par les militaires eux-mêmes, qui font, eux aussi, la distinction fondamentale entre les ruses licites, et entre les moyens perfides, interdits.

Maintenant nous allons examiner comment, dans les rares discussions internationales qui en ont fait l'objet, l'emploi de la ruse a été discuté.

CHAPITRE II

DISCUSSIONS INTERNATIONALES ET NATIONALES DE JURISTES

1° *Institut de Droit International*, années 1912 et 1913.

2° *Discussions du Naval War College de 1903 aux U. S. A.*

3° *Société Grotius*, 1917.

*
**

L'*Institut de Droit International*, dans ses sessions de 1912 et de 1913, eut à s'occuper de la réglementation des lois et coutumes de la guerre maritime et des rapports entre belligérants.

En 1912 (1), le rapporteur, M. FAUCHILLE, avait rédigé un projet de *Manuel des lois de la guerre maritime*, dont la Section III traitait de la ruse :

« SECTION III : *Des moyens de nuire à l'ennemi* :

« ARTICLE 9. — *Principe* : Les belligérants n'ont pas
« un droit illimité quant au choix des moyens de nuire
« à l'ennemi (*comp. H, 22-1, G 4*). »

« ARTICLE 10. — *Moyens perfides* : Les moyens qui
« impliquent la perfidie sont défendus dans la guerre
« maritime. »

« Ainsi il est interdit :

« 1° De tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la partie adverse.

(1) *Annuaire de l'Institut de Droit International*, 1912, tome XXV, p. 85.

« 2° D'user indûment du pavillon de parlementaire, de faire usage de faux pavillons, uniformes ou insignes, quels qu'ils soient, notamment ceux de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de l'assistance hospitalière indiqués aux articles 32 et 37 (*Comp. H.* 23-1, G. 8, E. 7, R. 3, J. 52). »

« ARTICLE 11. — *Ruses* : Les ruses de guerre et « l'emploi de moyens nécessaires pour se procurer des « renseignements sur l'ennemi sont considérés comme « licites (*Comp. H.* 24, R. 3). »

Ce projet de Manuel des lois de la guerre maritime ne vint en discussion que l'année suivante, en 1913.

Le procès-verbal de la séance plénière délibérant sur ce projet de Manuel doit être cité en entier pour permettre de se rendre compte des arguments échangés entre les juristes appartenant aux nombreuses nations représentées (2) :

« Monsieur le Rapporteur donne lecture de l'article 17 (ancien article 9), qui est ainsi conçu :

« ART. 17. — *Moyens perfides* : Les moyens qui impliquent la perfidie sont interdits dans la guerre maritime, ainsi sont interdits :

« 1° De tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la partie adverse.

« 2° D'user indûment du pavillon parlementaire, de faire usage de faux pavillons, uniformes ou insignes quels qu'ils soient, notamment de ceux de l'ennemi, ainsi que de signes distinctifs de l'assistance hospitalière indiqués aux articles 43 et 44. »

(2) *Annuaire de l'Institut de Droit International* de 1913, tome XXVI, pages 525 et ss.

M. JORDAN (*Français*) observe que, en prohibant l'usage de faux pavillon, l'article 17 paraît priver de son principal objet l'article 18 (ex-article 10), qui admet l'emploi de ruses de guerre. M. OPPENHEIM (*Angleterre*) se rallie à l'opinion de M. JORDAN, M. HOLLAND, Président (*Anglais*) critique le caractère trop absolu de la prohibition de l'article 17, les usages anglais permettent aux navires de s'approcher de l'ennemi sous faux pavillon, à condition de ne pas tirer. M. RENAULT (*Français*) constate que la tradition française est, sur ce point, semblable à la coutume anglaise. M. HAGERUP (*Danois*) déclare que la Commission n'ignorait pas ces usages, et que c'est intentionnellement qu'elle les a condamnés. M. DE BAR (*Allemagne*) se prononce en faveur du maintien intégral de l'article 17 ; l'Institut a, selon lui, pour mission, non seulement d'enregistrer les usages existants, mais aussi d'édicter des règles de progrès qui entreront un jour dans le domaine de la réalité. M. DIENA (*italien*) appuie l'observation de M. DE BAR. M. OPPENHEIM (*anglais*) est prêt à se rallier à l'opinion de M. HOLLAND (*anglais*), si le Code d'Honneur des officiers, pourtant si minutieux, admet l'usage de faux pavillons, l'Institut aurait mauvaise grâce à se montrer plus sévère. Ne pourrait-on pas adopter le texte de la Convention de La Haye, concernant la guerre terrestre ? : « Il est interdit d'user indûment du pavillon « parlementaire, du pavillon national, etc... »

Le terme « INDUMENT » présente l'avantage de laisser prudemment la question ouverte. M. CLUNET (*français*), déclare partager l'opinion de MM. DE BAR et DIENA en faveur du texte de la Commission. La propo-

sition de M. HOLLAND lui paraît pleine de dangers. Pourquoi un navire approcherait-il d'un navire ennemi sous couvert d'un faux pavillon, sinon pour obtenir une position plus favorable et augmenter ainsi sa puissance d'action.

M. DE REUTERSKJOLD (*suédois*) se rallie à l'opinion de M. HOLLAND (*anglais*). On permet aux navires de commerce d'une nation belligérante d'arborer un faux pavillon pour échapper à la capture, pourquoi refuserait-on ce droit aux navires de guerre ?

M. HOLLAND (*anglais*), donne lecture de son amendement tendant à remplacer les mots « *faire usage de* » par « *tirer sous* ».

L'amendement de M. HOLLAND est repoussé à une forte majorité. M. le Président donne lecture de l'article 18, qui est ainsi conçu :

« *Ruses* : Les ruses de guerre et l'emploi des « moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi sont considérés comme licites ».

M. WEISS (*français*) fait une double observation :

« Tout d'abord, la disposition permise contenue dans cet article est-elle bien à sa place entre les deux prohibitions des articles 17 et 19 ? Ensuite, l'Institut ne sortirait-il pas de son rôle d'Assemblée Scientifique en paraissant recommander l'emploi de certaines ruses ? ».

M. le RAPPORTEUR répond que l'article 18 a été placé après l'article 17 à cause de l'analogie qui existe entre les ruses et les moyens perfides. C'est d'ailleurs l'ordre suivi par le Règlement de La Haye. D'autre part, l'es-

pionnage est une pratique trop générale pour qu'on doive s'arrêter aux scrupules exprimés par M. WEISS.

M. STRISOWER (*autrichien*) croit, lui aussi, qu'il convient de déclarer que les ruses de guerre sont en général licites, afin d'éviter que, par analogie, leur interdiction ne soit déduite de l'article 17 ; il propose de remplacer cette partie de l'article par une addition à l'article précédent qui serait désormais conçu dans les termes suivants : « Les ruses de guerre sont considérées comme licites, toutefois les moyens qui impliquent la perfidie sont défendus ».

D'autre part, il voudrait voir disparaître entièrement la partie de l'article ayant trait aux moyens d'information, dont la formule lui paraît trop générale. L'article 33 interdit en effet de contraindre les nationaux de la partie adverse à fournir des renseignements.

Sir THOMAS BARCLAY (*anglais*) partage sur le fond l'avis de M. STROWISER ; il préférerait toutefois le maintien de l'article 18 en substituant aux mots : « *sont considérés comme licites* », les mots : « *ne tombent pas sous l'application de l'interdiction du premier alinéa de l'article précédent* ».

M. BEICHMANN (*norvégien*) se déclare partisan de la formule de M. STROWISER. La proposition de Sir THOMAS BARCLAY ferait de l'article 18 une exception aux dispositions de l'article 17 alors qu'au contraire l'article 18 pose une règle générale à laquelle déroge l'article 17.

M. WEISS (*français*) estime qu'il y aurait lieu de

supprimer l'article 18 inutile, puisque tout ce qui n'est pas défendu est permis.

Sir THOMAS BARCLAY adhère à cette façon de voir et retire sa proposition.

M. HAGERUP (*Danois*) répond à M. WEISS que le principe de l'article 18 figurant dans le règlement de la guerre sur terre, son omission dans le règlement de la guerre maritime, pourrait donner lieu à des interprétations erronées. Il approuve par contre l'amendement de M. STROWISER.

M. WEISS se rallie à cette opinion.

L'amendement de M. STROWISER (*autrichien*), accepté par M. le Rapporteur est adopté. En conséquence, l'article 18 est supprimé et l'article 17 est modifié dans le sens indiqué :

« ART. 14 (ex. 16) : *Principe*: Les belligérants n'ont
« pas un droit illimité quant au choix des moyens de
« nuire à l'ennemi. »

« ART. 15 (ex. 17 et 18) : *Moyens perfides* : Les
« ruses de guerre sont considérées comme licites ; tou-
« tefois les moyens qui impliquent la perfidie sont
« défendus, ainsi il est interdit :

« 1° De tuer ou de blesser par trahison des indi-
« vidus appartenant à la partie adverse ;

« 2° D'user indûment du pavillon parlementaire,
« de faire usage de faux pavillons, uniformes ou insi-
« gnes, quels qu'ils soient, notamment de ceux de l'en-
« nemi, ainsi que des signes distinctifs de l'assistance
« hospitalière indiquée aux articles 39 et 40. »

Quelques années auparavant, en 1903, le « NAVAL WAR COLLEGE », de Washington, avait discuté du *Code Naval de 1900*, afin de le modifier, s'il y avait lieu, pour l'année 1904, comme suit (3) :

L'article 7 du Code des U. S. A. de 1900, était ainsi conçu : « L'usage d'un faux pavillon dans la guerre
« est interdit, et lorsqu'on tire le coup de semonce, ou
« bien avant de tirer réellement au canon, les cou-
« leurs nationales doivent être hissées obligatoirement
« sur les navires des Etats-Unis. »

« Explication dudit article :

« 1° L'usage d'un faux pavillon est interdit durant
« la période de guerre ;

« 2° Avant et pendant l'action, le pavillon des
« U. S. A. doit être hissé ;

« 3° Il n'est pas obligatoire de hisser ce pavillon
« jusqu'au moment de semoncer un navire, ou jus-
« qu'au moment de l'entrée en action. L'absence d'un
« pavillon, ou la présence d'un pavillon qui n'est pas
« faux n'est pas indiqué. »

« Sur les points 2 et 3, tout le monde est d'accord
sur ce qu'au moment de faire feu, le véritable pavillon
doit être hissé, et jusqu'à ce moment même, aucun
pavillon peut ne pas être hissé.

« La question est débattue de savoir comment in-
terpréter le fait que beaucoup regardent comme une
forme de perfidie ou d'autres comme juste, le fait qui
consiste à tirer ou à ne pas tirer quand il est de peu
ou d'aucune utilité pour le navire qui tire. Il est à pré-

(3) *Naval War College*, International law discussion de 1903, année 1904, pages 37 et ss.

sumer qu'un navire neutre ne fera pas feu sur un navire belligérant, et qu'un navire belligérant ne fera pas feu sur un autre navire de sa propre nationalité, et en conséquence on peut considérer que le faux pavillon sera abaissé et le vrai hissé au moment où les fausses couleurs ne seront plus d'aucune utilité.

« En semonçant un navire neutre afin qu'il montre ses véritables couleurs, on a pour but d'établir l'identité de ce vaisseau et d'établir ses droits, en conséquence, dans la guerre.

« L'usage de fausses couleurs a été absolument interdit dans la guerre sur terre (*art. 65 des Instructions de 1863 aux armées américaines ; article 13, paragraphe f des Règles de Bruxelles de 1874 ; section 8, du Manuel d'Oxford de 1880 ; ainsi que la Convention XXIII sur les lois et coutumes de la guerre sur terre*).

« Il est évident que l'emploi de fausses couleurs dans la guerre sur mer peut entraîner des résultats très différents de ceux qu'entraîne un tel exploit dans la guerre sur terre. Il peut se présenter trois cas d'utilisation de faux pavillons : 1° pour échapper à la poursuite ; 2° pour forcer un blocus ; 3° pour engager les hostilités.

« 1° L'utilisation d'un faux pavillon pour échapper à la poursuite est généralement reconnu comme licite. Cependant il faut remarquer que cet échappement à la poursuite d'un navire grâce à l'emploi d'un faux pavillon peut ajourner, en retardant l'amoindrissement de nos forces, la réalisation de la fin de la guerre, c'est-à-dire : « la complète soumission de l'ennemi, le plus tôt possible ».

« 2° Le fait de forcer un blocus sous un faux pavillon est généralement regardé comme un acte de guerre et en conséquence est défendu. C'est d'ailleurs ce qui semble le plus raisonnable. Le fait de laisser passer un navire neutre, par les navires du cordon de blocus, est un acte de courtoisie internationale de la part des navires bloquants. Un navire neutre ne doit pas être soupçonné parce qu'il est possible pour un ennemi de se servir de son pavillon. Les conséquences d'une telle sorte de ruse sont telles que, par égard pour les neutres, l'emploi d'un tel pavillon est interdit.

« 3° Pour le troisième cas, de la conduite de la guerre sous un faux pavillon, il y a entente générale sur le point de l'interdire. »

« Et l'opinion générale est que cet article 7 devra être l'objet d'une entente internationale ou autrement devra être supprimé. »

Page 104 : *article 7 définitif* :

« L'utilisation de fausses couleurs dans la guerre
« sur mer est interdite, et quand on tire un coup de
« semonce pour arrêter un navire ou lorsqu'on s'ap-
« prête à faire feu réellement, les couleurs nationales
« doivent obligatoirement être hissées sur les navires
« des U. S. A. »

*
**

La Société GROTIUS, dans ses recommandations du 18 décembre 1917 (308, II^e section) déclare que :

« 1° Un navire de guerre ne doit dans aucune circonstance arborer un faux pavillon ou de fausses cou-

leurs. Le fait de ne pas arborer de pavillon ou les couleurs nationales, sera regardé comme un crime de guerre.

« 2° Il est défendu aux sous-marins et aux autres navires de guerre de se déguiser en navires de commerce. Les couleurs des navires de guerre de chaque nation devront être différentes et se distinguer nettement de celles de leurs navires de commerce ».

*
**

Tels sont les résultats des discussions internationales et nationales de juristes sur la question de la ruse.

Nous allons maintenant examiner ce qu'en pratique ces discussions ont amené, c'est-à-dire les Conventions Internationales liant les Etats pour l'application des lois de la guerre maritime.

CHAPITRE III

LES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Les Conventions Internationales ayant trait à la ruse, sont au nombre de 4 : *Bruxelles* (1874), *La Haye* (1899 et 1907) et *Washington* (1922).

*
**

A la CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE BRUXELLES, qui tint ses assises dans cette ville en juillet et août 1874, un projet de déclaration internationale concernant les lois et les coutumes de la guerre, fut adopté. Il comportait une étude des moyens de nuire à l'ennemi et était ainsi conçu :

« ART. 12. — Les lois de la guerre ne reconnaissent
« pas aux belligérants un pouvoir illimité quant aux
« choix des moyens de nuire à l'ennemi. »

« ART. 14. — Les ruses de guerre et l'emploi des
« moyens nécessaires pour se procurer des renseigne-
« ments sur l'ennemi et sur le terrain (sauf les dispo-
« sitions de l'article 36) sont considérés comme lici-
« tes (1). »

*
**

La PREMIÈRE CONFÉRENCE DE LA PAIX, qui se tint à La Haye du 18 mai au 29 juillet 1899, reprit cet article 14 de la déclaration de Bruxelles, en y ajoutant cependant une note explicative (2) contenue dans les

(1) ARTICLE 36 : « La population d'un territoire occupé ne peut pas être forcée à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays. »

(2) *Actes et documents de la Conférence internationale de la paix, 1899* ; Ministère des Affaires Etrangères, La Haye, 1899, Imprimerie Nationale.

« *Actes et Documents* » de cette conférence, page 55, et ainsi conçue :

« La rédaction de l'article 24 (*ancien article 14*), a été critiquée. Pris à la lettre, cet article pourrait en effet être interprété en ce sens que : « toute ruse de guerre » et « tout moyen nécessaire pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain » devraient *ipso facto* être considérés comme licites.

Il s'entend que telle n'est nullement la portée de cette disposition, qui a uniquement pour objet de dire que les ruses de guerre et les moyens de se renseigner ne sont pas défendus comme tels. Mais ils cessent d'être « *licites* » en cas de contravention à une règle impérative admise d'autre part.

L'ancien article 14 citait spécialement une de ces règles impératives : celle qui défend de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays (art. 36 de la Déclaration de Bruxelles). Mais il y en a beaucoup d'autres, telles notamment que la défense d'user indûment du pavillon parlementaire (art. 231). Il y en a même qui ne sont pas expressément mentionnées dans un article du projet de déclaration. Et dans ces conditions, ne pouvant rappeler toutes ces règles à propos de l'article 24, la sous-commission a pensé qu'il valait mieux n'en rappeler aucune, et que la présente explication suffirait à indiquer le véritable sens de cet article. »

L'article 24 est donc ainsi conçu :

« Les ruses de guerre et l'emploi des moyens
« nécessaires pour se procurer des renseignements

« sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme
« licites ».

La DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, qui se tint à La Haye du 15 juin au 18 octobre 1907, reprit l'article 24 intégralement sans qu'aucune discussion intervint.

Enfin LA CONFÉRENCE SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS DE WASHINGTON, qui siégea du 12 novembre 1921 au 6 février 1922, déclara ne rien innover en la matière.

Ce sont donc les règles posées par la déclaration de Bruxelles de 1874 qui ont été reprises et conservées.

*
**

Après avoir examiné, successivement l'appréciation juridique de la ruse par les auteurs, par les conférences internationales et nationales de juristes, nous arrivons à formuler cette règle, unanimement admise, que la ruse est licite dans la guerre, en général, et dans la guerre maritime en particulier, à la condition toutefois, qu'elle ne soit pas entachée de perfidie. Les opinions des auteurs nous ont éclairé sur le sens qu'il fallait donner à cette règle. Les anciens publicistes se sont bornés, en général, à donner quelques indications de ruses précédemment employées. Nous allons essayer, dans une seconde partie, d'examiner les ruses, pratiquées réellement par les Marines des différentes Nations, et pour chacune d'entre elles, nous examinerons si son emploi en est licite ou non, et nous fournirons les raisons sur lesquelles nous fondons notre jugement.

DEUXIEME PARTIE

LES RUSES
PRATIQUÉES DANS LA GUERRE
SUR MER ET LEUR APPRÉCIATION
AU POINT DE VUE DES PRINCIPES
ETABLIS CI-DESSUS

DEUXIEME PARTIE

LES RUSES PRATIQUÉES DANS LA GUERRE SUR MER ET LEUR APPRÉCIATION AU POINT DE VUE DES PRINCIPES ÉTABLIS CI-DESSUS

CHAPITRE PREMIER

CE QUE COMPREND LA GUERRE SUR MER. DU POINT DE VUE DE CETTE ÉTUDE

L'idée que la guerre est une lutte réglée, que pour des raisons de loyauté, d'honneur, d'humanité, certains moyens de nuire doivent être proscrits, est, comme nous l'avons vu, une idée très ancienne que la coutume a consacrée, et que certains traités ont tenté de fortifier en précisant certaines prohibitions.

Mais après avoir étudié les principes, dégagés dans la première partie de cette étude, il convient d'examiner comment, dans la pratique de la guerre maritime, ils ont été appliqués. Nous savons que « l'honneur militaire n'interdit pas de se servir des différents moyens de ruser avec l'ennemi, car les interdire serait arrêter le progrès et favoriser la brutalité aux dépens de l'intelligence (1). »

« Le stratagème est le moyen qu'un commandant astucieux adopte pour minimiser les avantages tactiques ou pour minimiser les infériorités dont la fortune

(1) Ellery Stowell, *International law*, page 515.

l'a chargé. Toute tactique est plus ou moins une ruse (2). »

« Mais souvent on ne peut pas utiliser les ruses permises jusqu'au bout, et il sera nécessaire de jeter le masque à un moment donné. En fait l'indication de ce moment constitue précisément le point délicat de la question (3). » Il nous faut donc examiner les uns après les autres les nombreux cas de ruses qui, à travers les siècles, ont été utilisés dans les guerres navales.

Avant de commencer cette étude pratique et critique, il est nécessaire que nous définissions exactement quels sont les actes de guerre que nous faisons entrer dans la guerre navale, et qu'à ce titre nous aurons à examiner au point de vue de l'emploi de la ruse.

La guerre sur mer comprend tout d'abord la guerre entre navires, soit navires de guerre, soit navires marchands, armés ou non, ainsi que la guerre au commerce.

D'autre part les flottes de guerre, ont toujours à leur bord des Compagnies de débarquement qui opèrent en coopération avec les navires de guerre ; ces corps de débarquement sont régis à terre par les lois de la guerre terrestre et en mer par celles de la guerre maritime, nous serons donc dans l'obligation d'étudier leur action.

Les navires de guerre n'agissent pas seulement par leurs corps de débarquement contre la terre, mais

(2) Spaight, *War rights on land*, page 152.

(3) Capitaine Longuet, *Le droit actuel de la guerre terrestre*, p. 101.

aussi ils peuvent, directement, au moyen de leurs canons, entrer dans la bataille avec les forces terrestres. Ce point devra être étudié lui aussi.

Enfin, de nos jours, les flottes possèdent toutes une aviation autonome, embarquée, soit sur les navires porte aéronefs, soit à bord des cuirassés et des croiseurs; nous serons donc amenés à étudier la guerre aérienne dans ses rapports avec la guerre maritime.

Les ruses employées à la guerre, échappent souvent au classement, et si on veut les faire entrer dans des cadres fixes, on court le risque de voir une même ruse pouvoir être classée sous plusieurs rubriques; nous avons cependant essayé de classer les ruses utilisées dans la guerre sur mer en plusieurs chapitres, afin de mettre un peu d'ordre dans leur examen successif. Cette classification n'est pas parfaite, elle est nécessaire pour la clarté de leur examen, mais nous nous excusons auprès du lecteur s'il s'aperçoit que la classification n'est pas aussi nette qu'il ne l'avait espéré. Tous les auteurs qui ont essayé de classer les ruses de guerre y ont renoncé, et nous n'avons pas la prétention d'apporter un classement lumineux. Dans la 5^e Edition de son traité de Droit International paru en 1935, OPPENHEIM déclare qu' : « il y a tant de sortes de ruses, qu'il est impossible de les énumérer ou de les classer. » Nous nous proposons cependant d'énumérer les ruses qui ont été pratiquées dans la guerre sur mer, et après l'exposé de chacune d'entre elles, nous examinerons sa légitimité, en nous appuyant sur les opinions des juristes, et en faisant état des Notes qui ont pu être échangées entre les divers gouvernements à cette occasion.

CHAPITRE II

RUSES CONSISTANT DANS L'EMPLOI DU CAMOUFLAGE EXTÉRIEUR DU NAVIRE

SECTION I

LES BATEAUX-PIÈGES

Ce qui caractérise les bateaux-pièges, c'est qu'ils sont créés dans le but unique d'attirer, par leur apparence inoffensive, un ennemi, et qu'au moment où l'ennemi l'attaque, le bateau-piège, démasquant ses batteries cachées jusqu'alors, riposte et, supérieur en force, écrase son adversaire. Il ne faut donc pas confondre le bateau-piège avec le croiseur camouflé, ce dernier pouvant avoir pour but de passer inaperçu, et pouvant être un moyen d'éviter le combat, ou d'éviter d'être reconnu soit par l'ennemi, soit par les neutres, qui signaleraient son passage.

Le bateau-piège a pour but immédiat d'appâter l'ennemi, c'est là son unique raison d'être. Ces navires, dont la renommée provient de leur usage dans la dernière guerre, ne sont pas d'un usage exclusivement moderne.

Dans l'Antiquité, FARRER cite le cas (1) de CIMON, amiral athénien qui, ayant capturé des bateaux

(1) Farrer, *Military manners and customs*, chapitre V, page 124.

persans, fit monter ses hommes à bord et les habilla avec les costumes des Perses, et lorsque les bateaux touchèrent Chypre et que les habitants de cette île sortirent joyeusement pour accueillir leurs amis, ils furent naturellement tous facilement battus.

ARISTOMACHUS ayant pris des bateaux Cardians, y mit ses propres rameurs et remorqua ses bateaux derrière eux comme s'ils étaient conduits en triomphe. Lorsque les Cardians sortirent pour acclamer les vainqueurs présumés, ARISTOMACHUS et ses hommes tombèrent sur eux et firent un grand carnage.

De LA RONCIÈRE dans son « *Histoire de la Marine Française* » rapporte (2) qu'en 1696, d'IBERVILLE, qui vient de faire campagne en Acadie, en compagnie d'un capitaine familier comme lui aux stratagèmes de la guerre de course, nommé DENYS DE BONAVENTURE, mit son navire, « *Le Profond* », en « façon de prise » ; attiré par nos salves, les Anglais s'approchent pour le recouvrer ; dès qu'il est à portée de canon, nos deux capitaines tombent sur eux : le « *Newport* » de 24 canons s'est laissé prendre au piège.

La fameux vice-amiral CAMPBELL, dans son livre : « *Mes Navires Mystérieux* » cite quelques exemples d'emploi de pièges au temps de la marine à voile (2) :

« En 1672, on dit qu'un certain commandant, KNEVET, de l' « *Argier* », déguisa son navire « en rentrant ses canons, en ne montrant pas son pavillon national, en enlevant son mât de pavillon de poupe et en faisant manœuvrer son navire avec tant de négli-

(2) De la Roncière, *Histoire de la Marine Française*, tome VI, page 272.

(3) Vice-Amiral Campbell, *Mes Navires Mystérieux*, page 20.

gence » qu'il trompa un corsaire hollandais au large d'Aldeburgh ».

« En 1799, un corsaire de Boulogne, arriva pour attaquer ce qu'il croyait être un gros navire marchand, à cause de son aspect, de la coupe de ses voiles et de la façon négligée dont ces dernières étaient établies. Mais quand ce corsaire fut bord à bord, les batteries de canons se démasquèrent et il se trouva en présence d'une corvette déguisée portant 24 canons. »

« En 1803, un corsaire français, opérant en Mer du Nord eut son attention attirée par un navire anglais qu'il rencontra et qui lui parut suspect par ses formes et l'aspect de sa voilure. Le français agit prudemment et découvrit que le navire en question était un brick de guerre essayant de paraître un navire marchand, pour l'engager à venir de plus près ; le corsaire français fit aussitôt force de voile et s'échappa. »

« Dans la vie de l'amiral MAHAN, on trouve une lettre qu'il écrivit, étant aspirant, en 1861, et dans laquelle il proposait d'utiliser un bateau piège pour régler l'affaire du croiseur « *Sumter* » ; pour diminuer les soupçons, il proposait d'employer un navire à voile. »

DE LOMÉNIE rapporte que le 17 février 1864, pendant la guerre de Sécession, l'officier de quart à bord de la corvette fédérale « *Houstanic* », au mouillage à Charleston, remarqua une planche, une sorte d'espar flottant qui se rapprochait du bâtiment. La chaîne fut filée, la machine battit en arrière... Trop tard, quelques instants après la corvette, éventrée par une

torpille, coulait à pic ; la planche n'était que le flotteur d'un petit bateau sous-marin (4).

Dans tous ces cas, antérieurs au xx^e siècle, les navires utilisés comme bateaux-pièges, avaient été construits comme navires de guerre, puis disposés par leurs commandants pour ressembler à des navires de commerce.

Dans la grande guerre, au contraire, pour lutter contre les sous-marins, les navires « *mystérieux* » étaient des navires de commerce qu'on installa spécialement à l'intérieur en navire de guerre, ou quelquefois des navires de guerre spécialement construits pour avoir l'aspect de navires de commerce.

L'Amiral LEWIS BAYLEY, dans son Introduction au livre du Vice-Amiral CAMPBELL écrit, à ce sujet :

« Au temps passé, les navires à voile faisant de longs voyages dans les mers où ils pouvaient rencontrer des navires ennemis, étaient fréquemment peints de façon à les faire ressembler à des frégates et on leur mettait de faux canons de bois ; ce déguisement réussit plus d'une fois à conduire un navire marchand à bon port, les petits navires de guerre n'osant les attaquer. Le commodore DANCE sur un navire de commerce et trois autres navires marchands avec lui, firent une si belle contenance dans l'Océan Indien, qu'une escadre ennemie s'écarta d'eux en les apercevant, les jugeant trop forts pour être attaqués. — En 1914-1918, on utilisa une ruse inverse, et on eut des navires paraissant de paisibles navires marchands, mais munis de vrais

(4) De Loménie, *Le Correspondant*, n° du 25 février 1905, page 769: *Les stratagèmes dans la guerre navale*.

canons dissimulés jusqu'au moment précis de l'ouverture du feu ; ces navires croisaient sur les routes commerciales dans l'espoir de rencontrer un sous-marin ennemi, de l'engager à l'attaquer et puis de le couler à coups de gros canons quand ce sous-marin viendrait en surface. »

Cette idée de bateaux-pièges vint à l'esprit de plusieurs officiers de marine en décembre 1914, et les deux premiers bateaux installés furent le britannique « *Victoria* » et le navire français « *Marguerite* », mis en service en novembre 1914.

Un décret ministériel français, en date du 13 mai 1917, au préfet maritime de Lorient, chargé de la mise au point des bateaux-pièges français, donne les précisions suivantes sur leur emploi :

« BATIMENTS U » (nom donné à la série française des bateaux-pièges, correspondant à la série anglaise des Q-ships) : *Utilisation tactique* :

« Il semble qu'il y ait intérêt à ne pas employer les bâtiments U en groupe, mais à les laisser toujours isolés, même quand leurs croisières ont lieu dans les mêmes parages.

« Quand les bâtiments U naviguent près des côtes, il y a intérêt à ce qu'ils suivent de loin les convois, avec l'apparence de retardataires. Au large, les bâtiments U s'astreignent à suivre les recommandations faites aux navires de commerce (routes en zig-zag) et à ne prendre jamais un cap qui ne puisse être invraisemblable pour un cargo pacifique.

« En présence de l'ennemi (et tout sous-marin aperçu doit être, sauf avis formel contraire, présumé

ennemi), même attaqué à la torpille ; les bâtiments U manœuvrent comme le ferait un cargo pacifique et craintif (fuite, stoppage, mise à l'eau précipitée des embarcations), jusqu'au moment où ils acquièrent la certitude de réussir leur attaque ; alors seulement ils déclenchent tous leurs moyens ; il faut mieux ne pas attaquer que de le faire dans des conditions trop défectueuses qui mettraient l'ennemi en éveil et réduirait à zéro le rendement des bâtiments.

« En présence d'un cargo attaqué par un sous-marin, les bâtiments U peuvent secourir les naufragés, mais avant le naufrage, ils ne doivent soutenir le navire attaqué que si leur attaque peut être assez soudainement efficace pour garder le caractère de la surprise. »

Pour montrer la mise en application de ces quelques règles, nous allons relater, d'après le livre de CHATTERTON : « *Les Q-ships* », le plus beau combat qu'un bateau-piège n'ait jamais livré, celui que le « *Duraven* » anglais livra, le 8 août 1917, dans le golfe de Gascogne, à environ 130 milles d'Ouessant. Le « *Duraven* » marchait 8 nœuds, camouflé en vapeur britannique de commerce, armé défensivement avec un minuscule canon à l'arrière, bien visible ; il rencontra à 11 heures du matin un sous-marin allemand qui ouvrit le feu à 4.500 mètres. Pour continuer à bluffer, le commandant CAMPBELL répondit avec son canon défensif, fit le plus de fumée possible, réduisit sa vitesse à 7 nœuds et fit un zig-zag d'occasion pour donner à l'ennemi plus de chance de se rapprocher. Le bateau-piège tirait exprès trop court et envoyait des signaux de T. S. F. pour

tromper davantage l'ennemi : « Un sous-marin me poursuit et me canonne. » « Le sous-marin me gagne, venez vite à mon secours, j'abandonne le navire. » Le bluff suivant du « *Duraven* » fut de prétendre que sa machine avait été touchée ; le commandant CAMPBELL stoppa son navire et lâcha un nuage de fumée et de vapeur. L'acte suivant était l'« abandon du navire » : pour simuler une vraie panique, on laissa tomber un des canots sur un palan avant, incident qui se produisait presque toujours sur les navires torpillés. Ainsi, jusqu'alors, on avait fait avec précision tout ce qu'un sous-marin devait s'attendre à voir faire sur un navire de commerce. L'ennemi continuait à approcher en tirant ; c'est alors que le « *Duraven* » eut un dur moment à passer ; un projectile arriva dans la poupe du piège et y fit éclater une grenade sous-marine et enflamma l'arrière du navire, où se trouvaient les munitions ; mais la grande affaire était de couler le sous-marin, la perte du bateau-piège importait peu. Pendant 2 heures, CAMPBELL attendit que le sous-marin se rapprochât à une distance suffisante, quand soudain le feu fit sauter une formidable charge de poudre située sur le « *Duraven* » envoyant en l'air le canon de 102 mm. et tout son équipage et tous les obus de 102 explosant les uns après les autres. Celà gâtait toute la tactique, car l'explosion effraya le sous-marin allemand qui plongea alors qu'il arrivait à proximité du navire et qu'il allait être à bonne distance, et d'autre part, la secousse avait mis en branle les sonneries d'« ouvrez le feu » près des pièces. Seul un obus toucha le sous-marin, sans lui faire grand mal. Le pont du « *Duraven* » était porté au rouge par l'incendie. La situation était la suivante :

le navire sérieusement en feu, la soute à munitions encore intacte mais devant vraisemblablement exploser avec de terribles conséquences avant peu, une attaque à la torpille étant imminente, l'enseigne blanche de la marine de guerre montrait que le « navire de commerce » n'était qu'un bateau-piège.

La torpille attendue arriva ; l'ennemi savait que l'équipe « d'abandon du navire » n'était qu'un bluff et qu'il y avait encore des hommes à bord. Pour continuer à tromper l'Allemand, CAMPBELL ordonna d'envoyer encore quelques hommes dans une embarcation, on pourrait alors croire que le dernier homme avait quitté le navire. A 14 h. 30, alors que des charges de cordites explosaient de minute en minute, le sous-marin vint en surface et canonna le « *Duraven* » d'une place telle que ce dernier ne pouvait répondre ; le commandant CAMPBELL décida de faire usage de ses torpilles, mais ayant manqué le sous-marin, il dut, après un nouveau simulacre d'abandon de navire, demander assistance aux navires de guerre anglais du voisinage, car le sous-marin se préparait à le couler définitivement » (5).

L'amiral Jellicoe a écrit sur cette question des bateaux-pièges, et il dit notamment : « Une autre ruse consistait à changer les maquillages d'un bateau-piège pendant la nuit, de façon qu'il ne pût être reconnu par un sous-marin l'ayant déjà attaqué. Dans tous les cas où il était question de déguisement, il était essentiel que le bateau-piège prit l'identité d'une classe de navires ayant des chances d'être rencontrés dans la

(5) Keble Chatterton, *Les Q-Ships*, page 192.

zone où il opérait, et les routes suivies étaient choisies dans le même but. Si, à la fin de 1917, il devint évident que les commandants de sous-marins étaient devenus tellement soupçonneux des pièges, qu'il parut préférable de distraire du service spécial les grands cargos, qui furent employés au trafic, on n'y maintint que les petits bâtiments et les voiliers. »

Une variété de ce qu'on appelle « bateau-piège ordinaire », fut réalisé par l'emploi d'un bateau-piège avec un sous-marin, tous deux travaillant de compagnie, soit le sous-marin submergé à la remorque du navire de surface avec liaison téléphonique, soit le sous-marin en action dans le tout proche voisinage en liaison avec un système de signes visuels convenus à l'avance. Cette manière de faire fut celle qui donna le premier succès de tromperie : le 23 juin 1915, le chalutier déguisé « *Taranaki* » remorquant le sous-marin C 24, coula ainsi l'U 40. Le premier succès qu'un bateau-piège remporta par lui-même fut celui du *Prince-Charles* le 24 juillet 1915 qui coula un sous-marin au large de l'île Roma.

Les bateaux-pièges devant changer constamment d'aspect, ils étaient munis de faux montants, faux canots, fausses manches à air, mâts de hune télescopiques, vergues amovibles, fausses cheminées.

Cependant, assez vite, leurs supercheries, le débraillé de leurs équipages qui s'affublaient parfois de vêtements féminins, tout cela, ne trompa pas longtemps les officiers des sous-marins allemands. MICHELSEN, Amiral de la flotte sous-marine allemande, écrit : « La guerre sans restriction diminua encore les chances de succès. Il y eut vraisemblablement une douzaine

de sous-marins détruits (14 en réalité), mais à ma connaissance, aucun ne fut la victime d'un bateau-piège à partir de 1917. » L'utilisation de ces bateaux-pièges avait un but offensif : détruire les sous-marins ennemis qui se laissaient prendre au piège. Le procédé était pleinement licite, et les protestations des autorités allemandes n'étaient pas fondées, car le bateau-piège hissait toujours, avant le combat, son pavillon de guerre, quand il jugeait que le sous-marin ennemi s'était suffisamment rapproché. D'ailleurs, les Allemands eux-mêmes en utilisèrent, comme le déclare le commandant LAUTERBACH qui commanda en Baltique les bateaux-pièges allemands : « Il a beaucoup été parlé des bateaux-pièges anglais, mais j'ai l'impression que le pays qui les a utilisés d'abord est l'Allemagne ; nous coulâmes 3 sous-marins alliés dans la Baltique : le russe *Neva* et les anglais *E 15* et ?. La *Marie* naviguait sous différents pavillons, comme tous les autres navires de notre petite flottille » (6).

En Angleterre, 180 navires furent armés en bateaux-pièges, et livrèrent plus de 80 combats, coulant 14 sous-marins allemands.

En France, 4 vapeurs : *Marguerite*, *Meg*, *Michel* et *Renée*, *Jeanne* et *Geneviève*, furent transformés en pièges et livrèrent quelques combats (7).

(6) Commandant Lauterbach, *Mes aventures*, page 202.

(7) *Marguerite* : Combats : 16 mars 1917, 17 juin 1917, atteint les deux sous-marins allemands qui plongent (Golfe de Gascogne).

Michel et *Renée* : Combat le 2 juillet 1917 près de Goulphar.

Jeanne et *Geneviève* : 6 août 1917, Golfe de Gascogne, atteint le sous-marin au kiosque.

Meg : aucune rencontre.

SECTION II

CROISEURS ET CROISEURS AUXILIAIRES CAMOUFLÉS (8)

Par opposition au maquillage, procédé offensif pour tromper l'ennemi sur la nature des bâtiments d'attaque, on a plus généralement donné le nom de camouflage à l'ensemble des procédés adoptés, par mesure défensive, pour tromper l'ennemi sur la distance, la direction et la qualité des bâtiments à protéger contre ses attaques, ou contre les indiscretions des Neutres.

Par des procédés de contrastes de couleurs, on obtient des erreurs de la part des observateurs quant à la direction et à la vitesse du navire camouflé. On augmente le camouflage par l'emploi de fausses étraves, renversement de l'inclinaison des cheminées, fausses perspectives. Le camouflage est différemment apprécié : pour certains, il augmente la visibilité du navire, tout en trompant sur sa direction. Le rapport rédigé après-guerre en France, déclare que « la majorité des avis émis, l'importance des arguments recueillis, permettent de penser que le camouflage ne peut être nuisible, mais que dans bien des cas, il peut être utile, et gêner le sous-marin et que, à ce titre, il doit être conservé comme un des nombreux moyens, modestes, mais efficaces, mis en jeu contre l'ennemi » (8).

Grâce au camouflage, les erreurs d'optique peuvent donner un résultat très appréciable. L'Amiral

(8) *Service historique de la Marine*, et les exemples allemands de la *Moewe*, du *Seeadler*, du *Wolff*, etc.

FAROUX (8) cite l'exemple du *Milan* qui, dans les manœuvres navales de 1889 a réussi, malgré son profil singulier et caractéristique, à stationner plusieurs heures à l'ouvert de la baie d'Ajaccio où se trouvait l'escadre, en se faisant prendre pour un voilier. Au cours de la guerre, on cite des cas de méprises surprenants : le torpilleur « *Tirailleur* » a tiré la nuit du 11 octobre 1915 sur le grand croiseur auxiliaire « *Provence* », le prenant pour un sous-marin. A la tombée du jour, à 18 heures, le 20 janvier 1918, le chalutier « *Saint-Jean* » a tiré 27 coups de canon sur le ravitailleur « *Saint-Michel* » qu'il prenait pour un sous-marin, et ce dernier signalait de son côté qu'il était attaqué par un sous-marin, à telle fin que le « *Saint-Jean* » a envoyé son divisionnaire, « *Venus III* » au secours du bâtiment attaqué par lui-même.

L'Amiral FORGET (9), rapporte que le 3 août 1915 les Français armèrent le bateau l' « *Indien* » transformé en croiseur auxiliaire camouflé. « Les pièces sont cachées par une tente qui descend à toucher les bastingages. Les hommes sont débraillés. Le pavillon est tout petit, très usagé ; la flamme de guerre est, par hasard, enroulée à la tête du mât. » Tout cela est parfaitement licite, et il en est de même des cas où il ne s'agit pas d'un navire de guerre qui se camoufle en navire de commerce, mais encore quand il s'agit de navires de guerre qui prennent une allure différente de celle qu'ils ont normalement, afin d'induire en erreur les observateurs. C'est le cas du croiseur allemand « *Emden* » qui, sur les conseils de son second,

(9) Amiral Forget : *En action à la mer*, page 44.

VON MÜCKE, fut doté d'une quatrième cheminée : « Tous les croiseurs allemands légers sont à 3 cheminées, dit-il, mettons une cheminée postiche, et alors on nous prendra pour un croiseur anglais » (10) ; c'est ce qui arriva, quand à Penang, le torpilleur français « *Mousquet* » qui était en patrouille près de la passe le vit arriver ; « Les marins français prisonniers nous dirent qu'ils avaient aperçu un croiseur entrant dans la passe, mais que notre 4^e cheminée les avait induits en erreur » (11), et ils avaient cru avoir affaire à un croiseur anglais.

Une autre ruse concernant le camouflage est racontée par MÉRIGNAC et LÉMONON, dans leur livre : « *Le Droit des Gens et la Guerre de 1914-1918* » : « Quand le « *Printz Eitel Friedrich* » arriva à Newport News, on constata que sa coque était peinte d'un côté en noir et de l'autre en blanc (12). Grâce à ce subterfuge, le navire avait évité d'être capturé lors du combat des Falkland, où il accompagnait les navires de guerre allemands. Un croiseur anglais l'avait poursuivi, mais il avait distancé celui-ci, prenant soin, durant la chasse de ne lui montrer que le côté noir de la coque. Peu après, profitant de la brume, il virait de bord et revenait en arrière. Il rencontrait quelques heures plus tard le croiseur toujours à sa recherche, qui ne le reconnut

(10) Lauterbach, *op. cit.*, page 36.

(11) Hohenzollern, *l'Emden*, page 131.

(12) Nous avons vérifié que la première partie de cette citation était parfaitement exacte ; malheureusement, la seconde partie ayant trait au combat des Falkland, pour si intéressante qu'elle soit, n'en est pas moins fausse, l'« *Eitel Friedrich* », se trouvant ce jour-là à des milliers de kilomètres, sur les côtes du Chili ; il ne peut s'agir non plus de Coronel, pour la même raison. Cette ruse n'en est pas moins à retenir, il est seulement « regrettable » qu'elle n'ait pas existé.

pas, car il montrait cette fois le côté peint en blanc. Le capitaine du navire anglais ayant demandé par signaux si le pirate allemand n'avait pas été aperçu, l'« *Eitel Friedrich* » s'empessa de lui répondre l'avoir effectivement croisé à 18 miles à l'ouest... et le croiseur britannique de s'éloigner à toute vitesse dans cette direction. Le subterfuge, fort habile, employé par le bateau allemand, était évidemment licite. »

Toutes ces ruses ayant trait au camouflage des bateaux de guerre, sont parfaitement licites, car elles consistent uniquement à cacher à l'ennemi quelque chose qu'il aurait intérêt à savoir, et ce n'est évidemment pas à son ennemi de le prévenir de ces actes qui n'agissent pas directement sur lui, mais qui ont pour but de l'induire en erreur dans ses appréciations des forces et des caractères de son ennemi.

SECTION III

UTILISATION DES BATEAUX DE PÊCHE A L'ACTION MILITAIRE

Dans la guerre, une des exceptions importantes concernant la saisissabilité de la propriété ennemie, est apportée en ce qui concerne les bateaux employés dans la pêche côtière (13), aussi longtemps que ces bateaux ne sont pas engagés dans un emploi de guerre. Cette immunité était connue au Moyen-Age et FROISSART dit que « pêcheurs sur mer, quelque guerre qui soit en France et Angleterre, jamais ne se firent mal l'un à l'autre ; ainçois sont amis et s'aydent l'un à l'autre au besoin ».

(13) De la Pradelle, *La Mer*, page 466.

L'Ordonnance française de 1543, celle de 1584, confirment cet usage, que le vieil auteur français CLEIRAC rapporte dans sa « *Juridiction de la Marine* », article 80 : L'Amiral peut, en temps de guerre, accorder trêve pescheresse aux ennemis et à leurs sujets si tant que les ennemis la veuille en semblable accorder aux Français ». *La Convention de La Haye du 18 octobre 1907*, relative à certaines restrictions à l'exercice du droit de capture dans la guerre maritime, Convention XI, s'exprime comme suit : « ART. 3 : « Les bateaux exclusivement affectés à la pêche côtière ou à des services de petite navigation locale sont exempts de capture. Cette exception cesse d'être applicable dès qu'ils participent d'une façon quelconque aux hostilités. Les Puissances Contractantes s'interdisent de profiter du caractère inoffensif desdits bateaux pour les employer dans un but militaire en leur conservant leur apparence pacifique. »

Cette réglementation est reprise dans les *Instructions Françaises de 1934 aux Chefs d'Escadres, pour le temps de guerre* (page 14, articles 27 et suivants, et page 156, article 3, paragraphe 3).

Il y a donc là une ruse possible, consistant à utiliser un bateau de pêche à un but militaire, et s'il est pris il perd l'immunité qui lui était conférée. Le dernier aliéné : « Les Parties contractantes s'interdisent de profiter du caractère inoffensif des dits bateaux pour les employer dans un but militaire en leur conservant leur apparence pacifique », ne vise pas, d'après les travaux préparatoires des Instructions françaises, le cas des bateaux-pièges. Il peut y avoir discussion dans le cas où des bateaux-pièges sont pris parmi des chalutiers.

ou parmi de simples bateaux pêcheurs à voile, comme ce fut le cas en Angleterre dans la dernière guerre ; mais celà fut fait uniquement parce que les sous-marins allemands coulaient lesdits bateaux de pêche, ne respectant pas ainsi la protection dont ils étaient entourés, permettant à l'Angleterre de se servir de ces bateaux, justement comme appâts à l'avidité destructrice des sous-marins. En dehors de leur utilisation comme bateaux-pièges, les bateaux de pêche pourraient rendre des services militaires, en exerçant le service d'éclaireurs, l'échange des signaux avec les forces de leur côté, et le transport d'armes. Dans tous ces exemples, le bateau de pêche perdrait son immunité si l'ennemi s'apercevait de son action (14). Sinon, il y aurait là une ruse qui peut ne pas être admise par tout le monde, du fait que certains Etats ont signé cette Convention XI.

(14) *Instructions françaises aux Commandants des Forces Navales de la République pour le temps de guerre*, 1934, page 14, articles 27 et suivants, et page 156, article 3, paragraphe 3.

ART. 31. — « Il vous est interdit de profiter du caractère inoffensif des navires français ayant les caractères susvisés pour les employer dans un but militaire en leur conservant leur apparence pacifique. »

(Il s'agit des navires de pêche, des navires de cartel, des navires hôpitaux.)

SECTION IV

ABUS DES MARQUES DISTINCTIVES DES NAVIRES-HÔPITAUX A DES FINS DE GUERRE

Les navires-hôpitaux, d'après la Convention X de La Haye, de 1907, doivent porter des signes apparents : peints en blanc avec de larges bandes vertes s'ils sont militaires, ou rouges, s'ils sont privés, avec croix-rouge et pavillon national au grand mât. Nous ne nous occuperons ici que de la ruse consistant dans l'emploi des peintures spéciales desdits bateaux, et non de l'emploi du pavillon de Genève, ruse que nous examinerons par la suite, dans l'étude consacrée à l'usage de faux pavillons.

A la Conférence de La Haye de 1907, dans la discussion sur les navires-hôpitaux, le délégué de la Russie demanda que les bâtiments hospitaliers fussent d'un type qui ne leur permît pas d'être transformés pour servir à l'usage de la guerre, mais il retira sa proposition quand un délégué de la France, l'Amiral PÉPHAU, eut fait remarquer que le défaut d'armes et de matériel de guerre à bord de ces bâtiments, constituerait une garantie suffisante (15).

Or il est facile, en pratique, d'utiliser un navire revêtu des peintures réservées aux navires-hôpitaux, pour s'en servir dans un but de guerre, soit au transport de munitions ou de troupes, avec l'espoir qu'il ne sera pas reconnu comme tel par l'ennemi, soit en utili-

(15) Edmond Sée, *La conférence de La Haye et la guerre maritime*, page 136.

sant un véritable navire-hôpital pour donner des renseignements militaires par T. S. F. ou par d'autres signaux, ou pour transporter le Trésor de l'Armée.

D'après WESTLAKE (16), les vaisseaux-hôpitaux peuvent se servir de la T. S. F., sous réserve du droit des commandants belligérants de requérir la suppression de l'installation ou sa réduction de façon à permettre la réception, mais non l'émission de messages. Ils peuvent porter seulement les canons nécessaires aux signaux, mais leur personnel peut être armé pour leur propre défense, et celle des personnes confiées à leurs soins.

La réalisation de ces principes est, en pratique, très difficile, et comme preuve, nous citerons le cas de l'« *Ophélia* », navire-lazaret allemand, saisi par les autorités britanniques, pour s'être livré à des émissions de signaux en mer (17).

La Croix-Rouge allemande protesta au Comité International de la Croix-Rouge à Genève, par une note en date du 17 avril 1915 (17 bis), ainsi conçue :

« Le cas du bateau-lazaret allemand est le suivant : Le navire n'a malheureusement pas été notifié à temps comme bateau-hôpital allemand au gouvernement anglais, alors que le gouvernement allemand devait admettre que cette notification avait été faite,

(16) Westlake, *Traité de droit international*, page 469.

(17) « Le navire employé à un tel stratagème perd son immunité et l'Etat qui y a recours commet un manquement au droit des Gens », ainsi en a décidé la Cour des Prises britannique le 21 mai 1915, décision confirmée par le Conseil Privé, le 8 mai 1916 dans le cas de l'« *Ophélia* ».

(17 bis) *Bulletin International des Sociétés de la Croix-Rouge*, 1915, pages 307 et 453.

cela en raison d'une omission d'une puissance neutre qui avait été chargée par le gouvernement allemand de faire cette notification. La Puissance Neutre a alors réclamé de suite au gouvernement britannique la libération immédiate de ce navire, indiquant que ce ne serait pas dans l'esprit de la Convention de Genève, que de profiter à l'occasion de la prise d'un navire-hôpital, d'une omission non imputable à l'adversaire....

« Le gouvernement britannique fait un grief au navire de ce que, le 8 octobre 1914, il aurait erré, sans raison apparente, dans la Mer du Nord dans diverses directions, et que le 18 octobre il aurait reçu dans la Mer du Nord et par Norddeich, des instructions par T. S. F. l'invitant, d'après les dires de ses officiers, à se rendre en un point de stationnement déterminé, dans un but non apparent, selon l'interprétation anglaise. De plus il aurait échangé des signaux lumineux. Les allégations du gouvernement britannique sur les allures considérées comme suspectes du navire-hôpital ont été examinées par les autorités de Marine allemandes. L'« *Ophélia* » était le 8 octobre devant l'Ems, occupé à rechercher les survivants du torpilleur allemand *S. 116* coulé la veille par un sous-marin anglais. C'est ainsi que s'expliquent les mouvements du navire-hôpital qui ont paru inexplicables au sous-marin anglais que les observait. Le 18 octobre, l'« *Ophélia* » avait pour tâche de rechercher, dans le voisinage du lieu du combat, à sauver les naufragés des torpilleurs allemands anéantis la veille dans l'après-midi. Il est exact que le navire-lazaret avait à bord un livre chiffré qui, vraisem-

blement, a été détruit. Le fait de munir un bateau-hôpital de chiffres pour le langage par signaux est parfaitement admis par les accords internationaux et les coutumes de la guerre maritime ».

A cette note, les anglais répondaient le 7 août 1915 : « La preuve a été apportée que l'« *Ophélia* », en fait, n'a jamais porté aide et secours ou rendu service à aucun blessé, malade ou naufragé, qu'il n'a fait à aucune époque effort pour rendre de pareils services, que sa construction et son aménagement, quoique pouvant dans une certaine mesure se prêter à une adaptation, n'ont jamais été appropriés à un navire-hôpital, qu'il était largement outillé pour servir de navire à signaux et que des appareils de signaux ont été largement utilisés, sans qu'on sache suffisamment pourquoi, comment et quand ils l'ont été ; que ses officiers ont obéi et étaient prêts à obéir en tous temps à tous les ordres que les vaisseaux de guerre allemands pouvaient leur transmettre. Les conclusions auxquelles la procédure aboutit sont que l'« *Ophélia* » n'était ni construit, ni aménagé, ni utilisé dans le but unique et spécial de porter aide et secours aux blessés et malades et naufragés, et qu'il était approprié et utilisé pour servir de navire à signaux en vue de buts militaires..... » (Arthur STANLEY).

Les allemands, à la fin de 1917, coulèrent plusieurs navires-hôpitaux britanniques et français, sous prétexte qu'ils servaient au transport de troupes et de munitions, et cela sans aucune vérification préalable. Il est certain que le fait de se servir de ces navires-hôpitaux dans un tel but est perfide et absolument illicite, mais il semble bien que les bateaux-allemands

qui coulèrent ainsi le « *Portugal* » et les autres navires-hôpitaux alliés ont accompli des crimes en ne s'assurant pas de la véracité de leurs prétentions.

Il peut être évidemment tentant de se servir d'un navire-hôpital pour faire des observations sur les mouvements des navires ennemis, et c'est bien ce qui semble être le cas pour l'« *Ophélie* », mais cette ruse est illicite, et un abus de ce genre finirait par faire supporter par les navires-hôpitaux « honnêtes » les conséquences de cet abus ; c'est ce qui arriva à la fin de 1917 quand les Alliés dûrent supprimer les marques distinctives de leurs navires-hôpitaux pour les soustraire à l'attaque des sous-marins allemands.

Les Instructions françaises aux Commandants de nos Forces Navales pour le temps de guerre, interdisent formellement de tels procédés (18).

Ici tout dépend de la bonne foi et de la conception que les officiers responsables se font de l'honneur militaire.

SECTION V

CAMOUFLAGES SPÉCIAUX AUX SOUS-MARINS

Les sous-marins, pour opérer à leur aise, et surtout pour déjouer les recherches quand ils étaient en surface, prenaient quelquefois des déguisements assez simples, qui les faisaient passer pour de paisibles bateaux de pêche, ce qui leur permettait de n'être pas inquiétés par les patrouilles qui passaient à l'horizon,

(18) *Instructions françaises aux Commandants des Forces Navales de la République, pour le temps de guerre*; voir page 100, chapitre VIII, pages 107 et 110, page 123, article 23, paragraphe F et articles 24, 29, etc...

ou bien encore de s'approcher d'une flottille de pêcheurs sans être remarqués tout de suite.

C'est ainsi qu'au cours de la guerre de 1914-1918, le bateau-piège anglais « *Helgoland* » aperçut un jour un grand sous-marin allemand qui portait une voile, à peu près de la dimension d'un artimon de chalutier (19).

Un autre exemple est rapporté par le bateau-piège « *Probus* » qui « le 21 juin 1917 à 14 h. 15 escortait un convoi et aperçut quelque chose qui lui parut être un navire gréé en dundee, faisant la même route que lui à environ 4 milles à tribord derrière ; mais étant donné la rapidité avec laquelle variait son relèvement, il était évident que ce dundee ne marchait pas à la voile seule. A 14 h. 30 ce navire prouva qu'il était un sous-marin en tirant un coup de canon (20). »

Le sous-marin allemand *U. 44* s'était camouflé en chalutier, lors d'un de ses voyages et ne pouvait plonger de ce fait que pour de courtes périodes (21).

Ces ruses sont parfaitement licites, car c'est à l'ennemi de s'assurer que ce qu'il voit correspond bien à la réalité, et sur ce point tout le monde est d'accord.

(19) Kebble-Chatterton, *Les bateaux-pièges*, page 65.

(20) Kebble-Chatterton, *Les bateaux-pièges*, page 175.

(21) Kebble-Chatterton, *Les bateaux-pièges*, page 213.

CHAPITRE III

RUSES CONSISTANT DANS L'EMPLOI DE FAUX PAVILLONS

SECTION I

USAGE D'UN FAUX PAVILLON DE NATIONALITÉ

§ 1. — USAGE D'UN FAUX PAVILLON DE NATIONALITÉ PAR LES NAVIRES DE GUERRE

1° AVANT LE COMBAT :

Un navire de guerre peut toujours arborer, avant d'entrer en action, un autre pavillon que celui de sa Nation. « Cela est permis, toléré ou admis, du moins pourvu que l'on ne fasse pas soi-même usage de ses armes tant que l'on est couvert d'un faux pavillon national. Il y a peut-être là un abus, mais cet abus est toléré par les traditions : c'est un déguisement encore, mais point une trahison. Au surplus, c'est justement parce que l'on sait bien qu'il ne faut pas se fier au pavillon qui bat à la corne du navire qui s'approche, que l'on a imaginé les signaux secrets de reconnaissance (1). »

Voici un extrait d'un document très secret de l'Amirauté allemande, ayant pour titre (2) :

« *Opérations spéciales, guerre de mines :*

(1) De Loménie, *Les stratagèmes dans la guerre navale*. « Le Correspondant » du 25 février 1905, page 770.

(2) *Service Historique du Ministère de la Marine; Archives.*

« Section (Abschnitt) III :

Parag. 9 : *Port du Pavillon* : Le port d'un pavillon commercial étranger est une ruse de guerre permise par le droit des gens et l'honneur militaire. Il sera donc opportun d'arborer un pavillon de commerce neutre ou un ennemi pendant l'opération, mais le pavillon de guerre doit être hissé :

- a) pendant le combat ;
- b) pendant l'exécution de la guerre au commerce ;
- c) si cela est nécessaire, durant le séjour dans les eaux neutres, par exemple dans le cas où un navire de guerre ou une forteresse du pays invite à montrer son pavillon. »

Les Instructions Japonaises de 1904, article 52, comportent que : « Le commandant d'un bateau de guerre peut, dans la poursuite d'un bateau, ou bien ne pas montrer les couleurs d'un bateau de la Marine Impériale, ou bien arborer de fausses couleurs. Il doit cependant avant de lui ordonner de stopper, obligatoirement hisser les couleurs de la Marine Impériale ».

L'usage constant, fait par les croiseurs auxiliaires allemands de pavillons neutres, amena le gouvernement britannique à donner à ses représentants à l'étranger les ordres suivants en date du 7 mars 1916 (3).

« Vous informerez le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédités que, en raison de pavillons neutres dont les autorités allemandes ont eu recours pour cacher l'identité de leurs navires, il est devenu néces-

(3) Capitaine de vaisseau Laurens, *La Protection des navires de commerce* ; *Service Historique de la Marine*.

saire pour le Gouvernement de Sa Majesté, d'adopter les mesures décrites ci-dessous pour l'exercice du droit de visite : le gouvernement allemand a effectué plusieurs tentatives d'envoyer des croiseurs auxiliaires dans l'Atlantique ; ces croiseurs, comme dans le cas récent de la « *Moewe* », sont maquillés en navires marchands ordinaires, et non seulement portent des couleurs neutres, mais aussi, dans le but de ne pouvoir être distingués des navires marchands neutres, les ont peintes sur la coque ; lorsqu'ils sont rencontrés par un navire de guerre, ils stoppent au reçu de l'ordre de le faire, et lorsque le navire de guerre s'approche, ils ouvrent le feu sur lui. »

En fait cela est parfaitement licite de la part des allemands, s'ils ne tiraient pas sous pavillon neutre, comme nous allons voir bientôt.

VALIN, dans son « *Traité des Prises* (4) » écrit :

« Depuis l'Ordonnance du 17 mars 1696, il a toujours été permis aux armateurs en course d'avoir à bord tels pavillons qu'ils jugent à propos et de s'en servir au besoin, soit pour reconnaître par là plus aisément les vaisseaux qu'ils rencontrent, soit pour éviter la poursuite de ceux qu'ils jugent plus forts qu'eux ».

C'est aussi l'opinion du capitaine ORTOLAN (5). Par ailleurs il dit (6) : « Un belligérant qui découvre un navire ayant hissé un pavillon neutre, doit appréhen-

(4) Valin: *Traité des Prises*, page 41 du chapitre IV.

(5) Capitaine de vaisseau Ortolan, *Règles internationales et Diplomatie de la Mer*, tome II, page 29.

(6) *Idem*, page 129.

der tout d'abord d'apercevoir un ennemi voulant taire ou masquer sa nationalité ».

FIGORE (7) pose « qu'en ce qui concerne l'usage d'un faux pavillon, la coutume s'en est tellement généralisée, que cet usage est admis, et que ce n'est plus un signe certain de la nationalité du navire. On ne peut pas, dès lors, considérer comme contraire à l'honneur militaire, le fait, de la part d'un navire de guerre, d'arborer durant la navigation, un pavillon qui ne serait pas le sien, pour se soustraire à l'ennemi ». Voir aussi TESTA (8).

L'utilité peut aussi être d'essayer d'échapper à l'espionnage des vapeurs neutres, ou bien d'attirer dans un piège un navire ennemi qui s'avancera sans défiance.

PILLET (9) pense qu'il est même possible à un navire de forcer un blocus sous pavillon simulé ; nous ne le croyons pas, car, forcer le blocus, c'est comme nous le verrons plus loin faire acte de guerre.

L'article 82 du *Règlement Allemand de 1914* admet l'emploi des fausses couleurs par un navire de guerre : « Pendant la poursuite il n'est pas nécessaire de montrer le pavillon de guerre ». Cependant certains neutres, comme le suédois NILS SÖDERQUIST (10) prétendent que : « L'usage pour un stratagème des signes d'une puissance neutre est illicite, mais il ne fait pas perdre au navire de guerre ses droits ».

(7) Fiore, *Droit International codifié*, tome III, paragraphe 1340.

(8) Testa, Professeur à l'Ecole Navale de Lisbonne, page 143.

(9) Pillet : *Les lois actuelles de la guerre*, chapitre V, page 106.

(10) Nils Söderquist, *Droit international maritime suédois*, page 200.

Il est à remarquer que cet usage est contraire à l'article 23 f de la Convention de La Haye sur la guerre sur terre, et c'est l'un des quelques cas où les règles de la guerre sur terre et celles de la guerre sur mer ne sont pas les mêmes.

WESTLAKE écrit que : « L'emploi du pavillon national de l'ennemi, de ses insignes, n'étant en substance que la diffusion de fausses nouvelles par actes au lieu de paroles, est même autorisé jusqu'au dernier moment avant le combat ».

Puisque la ruse consistant pour un navire de guerre à arborer un pavillon simulé, avant le combat, est licite, nous allons examiner quelques uns des cas qui se sont produits et où cette ruse a été pratiquée.

Un des premiers exemples est rapporté par POLYEN (11) : « *Artémise*, commandant une galère longue, avait deux pavillons, un à la façon des Barbares, et l'autre Grec. Quand elle poursuivait un navire grec, elle mettait le pavillon des Barbares, mais quand un navire grec lui donnait la chasse, elle arborait le pavillon Grec, afin que ceux qui la poursuivaient, prenant son vaisseau pour grec, la laissâssent passer librement ».

On cite aussi le cas de NELSON (12) qui croisa au large de Barcelone en arborant le pavillon français, dans l'espoir de faire sortir les navires espagnols, alors alliés des Français, du port.

De même dans la guerre russo-turque de 1877, des navires turcs arboraient en Mer Noire le pavillon

(11) Polyen, *Les ruses de guerre*, traduites du grec par Dom Guy Lobineau, tome II, page 306.

(12) Hannis Taylor, *A treatise on international law*, page 500.

italien, et en 1898, des navires américains, dans la guerre hispano-américaine ont arboré le pavillon espagnol. Dans la guerre russo-japonaise, la traversée du Bosphore étant interdite aux navires de guerre russe, deux navires de commerce russes, le « *Petersbourg* » et le « *Smolensk* » quittèrent la mer Noire sous pavillon commercial et se transformèrent en croiseurs dans la Mer Rouge (13) ; ruse parfaitement licite, si on laisse de côté la question de la transformation des navires de commerce en navire de guerre, en haute mer.

Au début de la guerre mondiale le croiseur-cuirassé allemand « *Goeben* » alla bombarder en Algérie la ville de Philippeville, et se servit pour s'approcher de la terre du pavillon russe. L'officier télégraphiste du « *Goeben* » rapporte le fait de la manière suivante (14).

« Lentement, sous pavillon russe, le « *Goeben* » se rapprocha du port ; on distingue maintenant avec netteté la terrasse du phare. Chacun de nous est à son poste de combat. Le gardien du phare et sa femme y prennent leur café matinal. L'homme vient de nous apercevoir et dirige sur nous sa longue-vue. Un instant après il l'abaisse : « C'est un russe », pense-t-il probablement, rassuré. Sur les hauteurs qui couronnent la ville, courent des fortifications pittoresques, les canons sont encore protégés des intempéries par des capots. Le « russe » qui vient là est un excellent ami. Nous nous rapprochons de terre. Des barques chargées de fruits font force de rames vers nous. Mais qu'est-ceci ? Le pavillon russe s'amène, à sa place

(13) Bellon, *La marine auxiliaire et ses principales applications*, page 51.

(14) Georg Kopp, *A bord du Goeben*, pages 20 et 21.

monte le pavillon de guerre allemand et voici que partent déjà les premières salves de nos 150 mm. sur les casernes, les magasins du port, les hangars et les quais d'embarquement. Jamais de ma vie je ne vis nager avec plus d'énergie que les marchands de fruits, fuyant à force d'avirons vers la terre. Nous avions parfaitement réussi à tromper notre monde. »

Le gardien du phare, pour se couvrir, probablement, prétendit que le « *Goeben* » avait tiré sous pavillon russe, ce qui est démenti par les rapports officiels établis par les officiers français de Philippeville (15).

Cette ruse est parfaitement licite, ainsi que toutes celles pratiquées pendant la dernière guerre par les bateaux-pièges à sous-marins, anglais, français et allemands, toutes les fois, comme ce fut aussi le cas pour l'*Emden* arrivant à Penang avec le pavillon japonais hissé, que le combat ne fut pas engagé sous un faux pavillon car cela n'est jamais permis ainsi que nous allons le voir maintenant.

*
**

2° USAGE D'UN FAUX PAVILLON DE NATIONALITE PAR UN NAVIRE DE GUERRE, PENDANT LE COMBAT :

Lorsque deux navires de guerre se rencontrent en pleine mer et que l'un d'eux, pour s'assurer de la véritable nationalité de l'autre, hisse son propre pavillon en tirant un coup de canon à blanc, ce fait

(15) Jean Mélià, *Les bombardements de Bône et de Philippeville*, pages 70 et suivantes, avec les procès-verbaux des interrogatoires et dépositions du Gardien de phare Le Coniat et de ceux du service des phares.

équivalait à une invitation faite à l'autre navire d'arborer son véritable pavillon.

Le coup de canon, dit coup de semonce ou d'assurance, équivalait à la parole d'honneur du commandant, que le pavillon qu'il arbore est bien celui de l'Etat auquel appartient le navire. Si dans ce cas, le navire arborait un faux pavillon, en tirant un coup de canon, ce fait équivaldrait à la violation des usages internationaux et serait un manquement inqualifiable aux devoirs de l'honneur militaire. ORTOLAN déclare (16) : « Que le bâtiment de guerre, pour attester solennellement que les couleurs par lui déployées sont bien celles de sa Nation, tire un coup de canon : c'est le *coup d'assurance*, chez les Anglais: « *Affirming gun* ». Le coup d'assurance est le signe du serment d'honneur de l'officier commandant et de tous à bord ».

Après cette démonstration, le faux pavillon serait une marque de mauvaise foi, stigmatisée depuis l'Antiquité, contrairement au principe vénérable tant de fois rappelé : « *Fides etiam hosti deservanda* ». Le pavillon qui occupe une première place dans la guerre maritime, combine plusieurs éléments distinctifs de la guerre terrestre, et par exemple, rend superflus les uniformes (17). »

VALIN écrivait (18) que: « tout capitaine qui combat sous un autre pavillon que celui de l'Etat dont il a commission, commet un crime, qu'il soit armé en guerre ou en marchandises seulement. C'est en effet un

(16) Ortolan, *op. cit.*, tome II, page 129.

(17) De Louter, *Le droit public international positif*, tome II, page 334.

(18) Valin, *Traité des Prises*, chapitre V, page 52.

dol et une fausseté dont il se rend coupable ; sans compter qu'il fait injure au Prince dont il a pris commission, en méprisant son pavillon pour combattre sous un autre. »

D'ailleurs les Instructions de *tous* les pays sont unanimes, non seulement le combat sous un faux pavillon est interdit et puni de peines très sévères, mais encore il est absolument défendu de tirer le coup de semonce sous un faux pavillon.

Les anciennes *Ordonnances Françaises de 1696 et de 1704* (19) défendaient aux vaisseaux de guerre français et aux corsaires de donner le coup de semonce sous un faux pavillon ; les autres Nations acceptèrent successivement cette règle comme partie du droit des gens (20).

« Exceptionnellement dans la guerre de 1756 entre la France et la Grande-Bretagne, on regarda de part et d'autre comme permis de donner le coup de semonce sous faux pavillon, mais les français ne le firent qu'à titre de représailles. L'emploi d'un faux pavillon dans les conditions où il est illicite ne saurait donner lieu à des représailles licites ; parce que la conduite contraire à l'honneur de l'un des belligérants n'autorise jamais l'adversaire à agir de même (21). »

Les *arrêtés du 2 Prairial An XI*, art. 33, (du 22 mai 1803), la *loi du 10 avril 1825*, art. 2 et 3, l'article 121 du

(19) « La règle en France de ne tirer le coup de semonce ou d'assurance que sous le pavillon national vient de ce que, d'après nos anciennes Ordonnances, tout navire français était obligé de porter les bannières de l'Amiral : *Ordonnances de 1517*, art. 9 ; *de 1543*, art. 15 ; *de 1584*, art. 28. »

(20) L. Guérin, *tome II*, pp. 98-105. Quinci, *tome II*, pp. 268-283.

(21) Perels, *Manuel de droit maritime international*, page 214.

décret du 15 août 1851, un arrêt du Conseil d'Etat de 1815, les *Instructions françaises* de 1912, 1928 et 1934, interdisent toutes formellement de tirer le coup de semonce, ou de faire tout autre acte de guerre sous un pavillon autre que le pavillon français (22). Les règlements étrangers : allemands, autrichiens, italiens, britanniques, américains, japonais, etc... sont tous semblablement rédigés. *L'Ordonnance des prises allemandes* du 30 septembre 1909 - 3 août 1914 dispose dans son article 82 : « Si un commandant désire arrêter un navire, il ordonne de stopper au moyen de signaux et en faisant des appels de sirène. Au plus tard simultanément avec le signal, le pavillon et la flamme de guerre seront arborés. Pendant la nuit le pavillon doit être éclairé ».

Les *Instructions britanniques* d'avril 1915, trouvées par les allemands sur le steamer anglais « *Woodfield* » comportaient un article 5 où il était écrit : « Avant d'ouvrir le feu, le pavillon anglais doit être hissé. Il est essentiel de ne pas ouvrir le feu sous des couleurs neutres ».

Il en est de même dans notre *article 232 du Service à bord*, de 1928, repris dans les *Instructions de 1934* (22 bis).

Donc l'attaque et la semonce ne peuvent être effectuées que sous le pavillon réel du belligérant et non sous un faux pavillon : « Il semble qu'on peut étendre cette règle à tout acte d'hostilité, comme le fait

(22) 1° En cela ils ne font que reprendre les Ordonnances anciennes, et en particulier l'article 4 de la Déclaration du 1^{er} février 1650, confirmé par l'arrêt du Conseil d'Etat du 13 août 1662 ;

(22 bis) *Instructions de 1934*, art. 91 : « Quand vous aurez décidé de visiter

de mouiller des mines sous pavillon neutre, tel que les allemands le firent (23). »

DE CUSSY (*op. cit.*, page 257 du tome I), écrit que : « Le combat sous un pavillon étranger est un acte de félonie : il est réputé acte de piraterie ; ce serait vainement qu'on voudrait faire envisager comme une ruse permise pour surprendre l'ennemi, de s'être avancé vers lui, couvert d'un pavillon ami. Si dans certaines circonstances la ruse est licite, c'est uniquement quand elle ne blesse ni l'honneur ni la morale. Masquer son dessein d'attaque, sous un pavillon ami, afin d'écarter toute défiance du côté du bâtiment qu'il s'agit d'attaquer est une action, qu'aucun commandant de bâtiment de guerre ne voudrait se permettre. Sa dignité personnelle, la dignité de son pays, l'honneur militaire s'opposeraient non pas seulement à la mise en œuvre d'un semblable moyen, mais même à ce que la pensée pût s'en présenter à l'esprit. VALIN, en parlant du coup de semonce, tiré sous un faux pavillon, dit qu'il ne voit, dans ce fait, qu'un trait de lâcheté et de perfidie, que l'exemple donné par l'ennemi ne saurait justifier ; à plus forte raison aurait-il pu et dû lancer le même anathème à l'occasion du combat sous pavillon étranger. Le Conseil d'Etat a déclaré en 1815 que la simulation de pavillon était permise pour se soustraire à la surveillance des belligérants, mais qu'elle ne saurait jamais l'être quand il s'agit d'attaquer, de combattre et même de tirer un coup de

un navire, vous l'en avertirez en lui signalant par Code international de s'arrêter, ou en tirant un coup de canon à blanc, après avoir arboré votre pavillon. »

(23) Basdevant, *Cours de l'Ecole de guerre navale*, 1933.

semonce, nommé coup d'assurance aussi, car il est tiré réellement pour assurer le pavillon national ».

Pour PILLET (24) est également interdit le fait de déguiser sa nationalité pour tenter un débarquement, ou pour franchir une passe défendue par des batteries à l'effet de procéder à un débarquement.

Nous allons montrer par quelques exemples, que cette règle a été généralement suivie, et que les abus ont été réprimés de tout temps.

En 1798, le bâtiment anglais « *John William* » avait été capturé par le corsaire français « *Le Pourvoyeur* » ; les gens de l'équipage du bâtiment capturé déclarèrent devant le Tribunal Civil du Pas-de-Calais que la capture avait été précédée d'un coup de semonce tiré sous pavillon anglais ; cette circonstance déterminait le tribunal à déclarer la prise valable au profit de l'Etat et non au profit du capteur qui se trouvait en contravention avec le texte précis de l'*Ordonnance du 17 mars 1696* (25).

En règle générale, la règle que l'ennemi ne doit pas être attaqué sous un faux pavillon a été respectée, dans tous les temps. Quelques exemples vont nous le prouver :

« En 1288 (26) le jour même de la bataille de Las Hormigas, Roger DE LORIS, transportant son pavillon sur ses prises, bâtiments tous neufs, avait couru à la recherche des galères fugitives. Au Grau de Narbonne, il apprit qu'elles étaient en lieu sûr près des Aigues-

(24) Pillet, *op. cité*, page 106.

(25) De Cussy, *op. cit.*, livre II, page 153.

(26) De la Roncière, *Histoire de la Marine Française*, tome I, page 203..

Mortes. Virant de bord sur Rosas, il apparut en vue du Golfe sous pavillon fleurderisé. La division de garde, trompée par ce subterfuge qui laissait croire à un retour triomphal des français, approcha dans la plus grande allégresse. Soudain, quand il ne fût plus possible pour nos marins de reculer et de s'échouer, l'étendard fleurderisé s'abattit, et LORIA démasquant ses couleurs, fonda sur nous et battit la flotte de l'amiral ENGUERRAND DE BAILLEUL. Le même stratagème devait réussir le surlendemain contre une division de 12 galères et une grande nef qui apportait de Provence des vivres, la solde et les richesses du duc de BRABANT ».

On rapporte (27) qu'en 1337 les Français auraient débarqué sous le couvert de bannières anglaises près de Porthmouth, qu'ils auraient brûlé grâce à ce subterfuge illicite.

HALLECK cite le cas (28) d'un combat livré en 1783, par la frégate française « *La Sybille* » qui aurait combattu pendant une demi-heure sous pavillon anglais.

De l'examen des Archives il résulte ce qui suit : Comme l'officier français était passé à son retour en France en Conseil de guerre, ce dernier adressa une demande d'éclaircissement aux autorités navales britanniques, qui adressèrent le rapport envoyé le 6 février 1783 par Thomas RUSSEL, commandant du navire britannique le « *Hussar* », à son chef l'amiral

(27) Nicolas, *Royal Navy*, II, page 27.

(28) Halleck, *International Law*, tome I, page 623.

DIBBY et conçu comme suit (29) : « Le 22 janvier 1783 j'aperçus une voile, à mon approche, elle déploya un pavillon anglais renversé dans les grands haubans, et les couleurs anglaises au dessus des couleurs françaises au pavillon d'enseigne. Ayant découvert également qu'elle avait des mâts de fortune et qu'elle montrait quelques trous de boulets dans son arrière, et ne supposant pas que la tactique française admettait d'aussi perfides ruses de guerre, je la considérai comme étant ce que ses couleurs indiquaient, c'est-à-dire une prise de guerre en détresse, de quelque bateau de Sa Majesté. Toute idée hostile disparue, mon esprit chercha à la secourir et à la protéger et je me mis à portée de la voix pour l'interpeller ; à ce moment, par un rapide mouvement, bien concerté, il redressa sa barre, vira pour me prendre au travers de la haussière, entraîner mon beaupré et puis m'aborder. Après environ 2 heures de poursuite, le « *Hussar* » arriva à hauteur de l'ennemi... et le captura. La prise est la frégate française, « *La Sybille* », de 35 canons (dont 12 avaient été jetés par dessus bord lorsqu'elle s'enfuit pour la première fois), et 350 hommes commandés par le capitaine KERGARIOU DE LOCMARIA. En toute justice, il faut reconnaître que les évolutions du commandant de « *La Sybille* » furent exécutées de main de maître, et fit même à un moment preuve d'une noble témérité héroïque, car « *La Sybille* » ne prit la fuite que lorsque les hommes dans la soute eurent de l'eau jusqu'à la poitrine et que toute la poudre fut noyée par un coup bas qu'elle avait reçu dès le début du combat.

(29) *Archives Nationales*, campagnes de 1783, Antilles, Amérique du Nord ; cote n° 265.

C'est donc, Monsieur, avec une grande douleur et une grande répugnance que je vous informe que cet officier de noble famille et de haut rang, comblé d'honneurs militaires qui lui ont été accordés par son souverain pour d'autres brillants services, a terni sa réputation et a aux yeux de l'Europe, déshonoré le pavillon français en s'abaissant à combattre pendant plus de 30 minutes *sous pavillon anglais et sous le signal de détresse*, décrit ci-dessus ; pour cet acte de vile trahison et pour une violation flagrante de la loi des Nations, je l'ai enfermé comme prisonnier d'Etat, après lui avoir publiquement brisé son sabre ».

Signé : RUSSEL.

Si nous avons cru bon de faire cette très longue citation, c'est afin de montrer que dans les milieux maritimes, le fait de combattre sous un faux pavillon est considéré comme *très* déshonorant.

Nous allons montrer maintenant comment une ruse peut être mal comprise, alors qu'il n'était pas dans l'intention de son auteur de commettre un acte perfide : et c'est justement ce même combat qui nous en fournit l'occasion.

En effet voici un extrait du registre du Greffe de l'Amirauté de Tréguier, où le capitaine KERGARIOU et ses officiers ont fait sous serment la déclaration suivante, le 14 avril 1783 :

« ...*La Sybille* aperçut un bâtiment à 3 mâts, qui reconnu de force inférieure, et désirant être instruit de la latitude et de la distance de la côte, le capitaine fit diminuer de voile et mettre un pavillon anglais à

queue rouge renversé dans les haubans (30) et le pavillon Jack à poupe et au dessous un pavillon blanc; n'ayant pas réussi à attirer deux corsaires qui passaient, ce bâtiment anglais s'étant approché de la poupe à portée de la voix, le capitaine KERGARIOU le fit hélér en anglais, mais loin de répondre, ce bâtiment mit en panne et se laissa culer, un plus gros bâtiment apparut à l'horizon venant vers nous de l'avant. Il n'y avait pas un moment à perdre, le capitaine se prépara à manœuvrer pour aborder ce bâtiment pour lui rompre son beaupré et le démâter, afin de se débarrasser de cet importun. Mais ce bâtiment, très court, ayant évité l'abordage, le capitaine fit amener le pavillon Jack qui était à poupe, hisser le pavillon blanc et fit faire feu de la batterie. Le pavillon renversé dans les grands haubans, qui ne pouvait être considéré que comme un signal sans signification, se trouva tellement engagé dans les manœuvres qu'il ne fut pas possible de l'amener à l'instant... L'eau gagnant toujours, malgré le jeu des pompes, le capitaine se décida à amener au vaisseau « *Le Centurion* ». Le capitaine de « *La Sybille* » fut transféré sur le « *Hussar* » où il reçut du capitaine l'outrage le plus cruel : il lui rompit son épée, disant qu'il avait enfreint le droit des Nations en combattant sous de faux pavillons. Certifiant que le pavillon de beaupré avait été amené avant de faire feu, de plus, que le signal que nous avions dans les grands haubans et de l'expression duquel je ne dois compte qu'au Roi, était un pavillon anglais à queue

(30) Ce qui était pour les Anglais le signal de détresse, signal secret que les officiers français ne connaissaient pas, et qu'ils hissèrent innocemment, croyant hisser un signal sans signification aucune.

rouge, le Jack d'Union renversé, que ledit signal qui nous embarrassait beaucoup à cet instant, ne put être amené sans être déchiré parce qu'il s'était engagé dans les manœuvres, et que par notre ordre il y resta jusqu'à ce qu'on put le parer, vu que ce signal ne pouvait induire en erreur le bâtiment que nous cherchions à démâter et qu'il pouvait être important pour les bâtiments à vue s'ils avaient été amis, et que la preuve évidente que le « *Hussar* » ne s'est pas mépris sur ce signal, qu'on ne peut prendre pour une couleur, ainsi placé et renversé, surtout ayant des pavillons au bâton d'enseigne, était la promptitude avec laquelle il avait riposté de toute sa bordée ».

Signé : Tous les Officiers et survivants de « *La Sybille* », fait à bord du « *Hussar* » à la Nouvelle York, le 14 février 1783 et certifié à Tréguier.

Aussi le Conseil de Guerre français acquitta-t-il le capitaine KERGARIOU DE LOCMARIA : « ...Le capitaine RUSSEL prétend que M. DE KERGARIOU a employé une ruse contraire au droit des Nations et qu'il a combattu sous pavillon anglais. On ne pourrait approuver M. DE KERGARIOU d'avoir fait des signaux de détresse pour tromper son ennemi ; or ces signaux sont secrets, comment M. DE KERGARIOU les aurait-il connus ? D'autre part c'est à tort que M. RUSSEL accuse M. DE KERGARIOU d'avoir combattu sous pavillon anglais : quel fruit pouvait-il en retirer ? Le pavillon Jack resté dans les haubans de misaine, doit être regardé comme un signal particulier, le pavillon blanc à poupe, caractérise un bâtiment français. Les plaintes portées par le capitaine RUSSEL sont donc sans fondement ».

Cette longue citation prouve que dans l'application des ruses de guerre, il n'est pas toujours facile de faire prendre une ruse licite comme telle par son adversaire, qui, revenu de sa surprise, voit facilement dans son ressentiment, une perfidie.

Dans une des guerres civiles du Brésil, le Président PEIXOTO a expédié, sous pavillon anglais, un torpilleur pour faire sauter un des vaisseaux insurgés, et a fait arborer à l'un de ses bâtiments le pavillon argentin, pour aller dans le sud sous le couvert de ce pavillon, porter des armes et du matériel de guerre aux troupes qui défendaient sa cause (31).

La légitimité d'une telle ruse est contestée faiblement par SPIROPOULOS (32).

Dans un article anonyme paru dans la *Revue de Droit International Public* en 1898, l'auteur écrit : « que l'emploi de faux pavillons pour forcer un blocus, par un navire de guerre, est réprouvé par l'honneur militaire » (33) ; cependant, le 22 mai 1898, deux navires de guerre américains arborant le pavillon espagnol, avaient pénétré dans la baie de Guantanamo (34). Ils furent facilement repoussés, mais le Gouvernement espagnol protesta énergiquement auprès des autres puissances.

Pendant la dernière guerre, quelques exemples de combats ou d'actes de guerre, furent commis sous faux pavillons.

Les Allemands, en contradiction avec les règles de

(31) Pradier-Fodéré, *op. cit.*, p. 256.

(32) Spiropoulos, *Traité de droit international public*, page 367.

(33) *Revue de D. I. P.* ; 1918, tome V, page 753.

(34) *Le Temps*, 23 mai 1898.

leur Code de Prises, attaquèrent plusieurs fois sous de tels pavillons ; C'est ainsi que : (35)

« Le 17 février 1915, un marin français embarqué sur le navire norvégien « *Rovska* » déclare que le sous-marin « *U 16* », après avoir coulé la « *Ville-de-Lille* » avait hissé le pavillon anglais pour arraisonner la « *Rovska* », et qu'il ne hissa le pavillon allemand qu'après s'être éloigné de ce vapeur, qu'il avait accosté. Le 19 avril 1916, le vapeur anglais « *Sydney Reid* » est attaqué en Manche par un sous-marin battant pavillon français ».

« L'Angleterre fut aussi accusée par l'Allemagne d'avoir violé le droit international au sujet de l'affaire du bateau-piège « *Baralong* », qui avait les couleurs des Etats-Unis peintes sur des planches fixées sur ses flancs, et d'avoir ainsi coulé l'« *U 27* » en combattant sous pavillon américain. Les avis sur ce point sont partagés. M. CHATTERTON affirme que le sous-marin ne vit pas le changement de pavillon, mais qu'il n'en eut pas moins lieu ; des marins américains du « *Nicosian* », témoins du combat, ont semblé confirmer les déclarations allemandes » (36).

Il semble que ces navires héroïques que furent les bateaux-pièges, respectèrent scrupuleusement les règles du droit des gens ; M. CHATTERTON rapporte qu'au cours d'un combat livré par le « *Wonganella* », le 11 mars 1917, les drisses du pavillon de la Marine de Guerre ayant été coupées, on le porta à la main dans le gréement où on l'attacha.

(35) Capitaine de vaisseau Laurens, *op. cit.* (Service Hist. Marine).

(36) Bellon, *La marine auxiliaire et ses principales applications*, page 130.

D'ailleurs, le bateau allemand « *Greif* » battant pavillon norvégien avec les couleurs norvégiennes peintes sur la coque et le nom de « *Rena* », tomba dans une embuscade que les Anglais tendaient à un autre bateau-piège allemand. Il démasqua ses canons, « mais sans que les pavillons peints sur la coque soient complètement cachés. Le combat s'engagea donc sous les pavillons norvégiens et allemands. Cela importait peu, l'essentiel était que les couleurs allemandes soient visibles » (37). Le « *Greif* » fut coulé, mais auparavant il avait torpillé l'un des croiseurs auxiliaires anglais, l'« *Alcantara* ».

Il y a d'ailleurs une catégorie de bateaux de guerre, qui ne peuvent pas se soumettre aux mêmes règles que les autres, c'est-à-dire de hisser leurs couleurs avant d'attaquer, ce sont les sous-marins attaquant, en plongée, à la torpille.

A part cette catégorie de bateaux, tous les autres navires de guerre, et cela dans tous les pays, d'après les Instructions de leurs gouvernements respectifs, ne se battent jamais que sous leur propre pavillon. Toute autre attaque, sous un faux pavillon serait une perfidie, que tout le monde interdit strictement. Les quelques exemples que nous en avons donné, nous montrent combien ils sont rares dans la guerre navale.

§ 2. — USAGE D'UN FAUX PAVILLON DE NATIONALITÉ PAR LES NAVIRES DE COMMERCE

Alors que l'usage d'un faux pavillon par les navires de guerre peut être employé dans un double

(37) Bellon, *op. cité*, page 161.

but, soit offensif, pour se rapprocher d'un ennemi sans attirer son attention, soit défensif, pour passer inaperçu d'un ennemi plus fort en nombre et que l'on désire éviter, ainsi que pour déjouer l'espionnage, l'utilisation d'un faux pavillon, par les navires de commerce n'a généralement qu'une fin, qui est d'éviter la capture ou la destruction. D'ailleurs l'usage de faux pavillons en temps de guerre est dans la plupart des cas, employé par des navires de commerce belligérants et c'est assez peu souvent que les navires de guerre l'ont employé, comme nous l'avons vu plus haut.

Déjà lorsque les Anglais étaient maîtres de la mer, dans les guerres de la fin du XVIII^e siècle, l'usage de naviguer sous un faux pavillon était reproché à ceux qui les employaient pour déjouer la surveillance anglaise. James STEPHEN, écrivait en 1805 (38) : « La prospérité de la France, en dépit de tous nos succès et de notre maîtrise de la mer, avait sa source dans une ruse de guerre : l'abus du pavillon neutre, qui avait pour but de protéger la propriété ennemie et non pas les marchands neutres, dont les pavillons servaient ainsi de protection ».

A la suite de l'abolition de la traite des noirs, et de l'instauration d'un contrôle international, les *Instructions françaises de 1845* rappellent au Commandant de la croisière : « que la loi du 12 avril 1825 ne considère pas comme un acte de piraterie le simple fait d'arborer un pavillon qu'on n'a pas le droit de porter ; mais que ce fait étant néanmoins un acte

(38) James Stephen, *War in disguise*, page 9.

frauduleux, contraire au Droit des Gens, ne saurait être toléré sans rendre impossible toute police de la mer, toute surveillance des bâtiments de guerre sur les bâtiments marchands, et particulièrement celle que la croisière sur la côte d'Afrique est appelée à exercer ; en conséquence tout bâtiment soupçonné de simulation devra être mis en demeure de faire connaître sa nationalité. »

FIGE, écrivait à la fin du siècle dernier (39), que : « en ce qui concerne le pavillon, on admet généralement l'usage du faux pavillon, et cette coutume s'est tellement généralisée, que ce n'est plus un signe certain de la nationalité du navire ».

M. BASDEVANT, dans son Cours à l'Ecole de Guerre Navale, professé en 1933, écrit que : « la coutume autorise les navires de commerce à se servir d'un pavillon étranger pour échapper à la capture ; ce fait ne change pas la qualité du navire ».

Mais c'est surtout dans la dernière guerre, que l'emploi des faux pavillons s'est généralisé et qu'à cette occasion une grande controverse, se traduisant par une série de notes échangées entre les divers gouvernements, mit aux prises les belligérants et les neutres.

Dès le début de la guerre sous-marine au commerce, les diverses Amirautés, chargées de la protection des navires de commerce à la mer, ont recherché cette sécurité dans l'emploi de procédés divers destinés à tromper l'ennemi sur la qualité des navires, en parti-

(39) Fiore, *op. cité*, paragraphe 1340.

culier par l'usage de faux pavillons et de fausses marques de nationalité (40).

Le 31 janvier 1915, les Instructions suivantes étaient données confidentiellement par l'Amirauté à la Marine Marchande Britannique :

« Il est recommandé de faire une veille attentive pour les sous-marins et d'arborer les couleurs d'un pays neutre ou de ne pas montrer de couleurs lorsqu'on se trouve dans le voisinage des Iles Britanniques. Le pavillon britannique doit toujours être hissé lorsqu'on rencontre des navires de guerre britanniques ou alliés. Les pavillons des Compagnies ne doivent pas être montrés, et toutes marques d'identification telles que le nom et le port d'enregistrement, doivent être obscurcies. »

Une déclaration ultérieure précise que ces Instructions ne sont pas applicables aux bateaux de pêche, qui doivent au contraire garder leurs noms et marques apparentes.

Le 2 février 1915, le Ministre français de la Marine, transmet les Instructions anglaises à la Marine marchande, en ajoutant : « J'estime qu'il y a le plus grand intérêt à ce que les navires de commerce français prennent les mêmes précautions dans la Manche, la Mer du Nord et la Mer d'Irlande ».

Dans les Instructions aux propriétaires et aux capitaines des navires marchands en cas d'attaque dirigée contre le commerce par les sous-marins allemands, délivrées à la Marine Marchande par *décret*

(40) Voir Laurens, *op. cité*.

ministériel du 9 mars 1915, la question est traitée de la façon suivante :

« P 4 - *Feux, couleurs, etc.* :

« A. — De nuit, il est important que les navires français ressemblent autant que possible aux navires neutres... »

« Si les navires neutres venaient à adopter un système particulier d'éclairage, les navires français auraient à les imiter.

« B. — L'emploi de fausses couleurs et de maquillage par les navires marchands cherchant à éviter d'être capturés, constitue une coutume bien établie dans l'histoire de la guerre maritime. Il n'est en rien déshonorant. Les propriétaires et les capitaines seront par conséquent dans leur droit en usant de tous les artifices susceptibles de tromper l'ennemi et de l'amener à confondre les navires français avec les neutres. Les peintures extraordinaires et les marques trop voyantes sur les cheminées ne ressemblant pas à celles des navires neutres doivent être évitées.

« Dans le cas où le type de construction d'un navire ou la nature du service auquel il est affecté ne permettent pas de tromper l'ennemi sur sa nationalité, on ne devra pas essayer de la maquiller, ni arborer un pavillon étranger.

« Le personnel des douanes et les autres fonctionnaires, recevront des Instructions pour laisser les capitaines et les propriétaires entièrement libres de modifier l'apparence de leur navire, de la manière qu'ils jugeront la meilleure pour tromper un ennemi sans scrupules.

« Lorsque l'ordre de stopper est donné par un navire de guerre français ou allié, il faut hisser le pavillon national. Il en sera de même à l'entrée et à la sortie des ports neutres. »

Une déclaration officielle du Gouvernement Allemand ayant fait état des recommandations confidentielles faites par l'Amirauté aux navires marchands britanniques, d'user d'un pavillon neutre dans les régions menacées par les sous-marins ennemis, le Foreign Office « fait connaître sa doctrine sur le port d'un pavillon étranger par les navires marchands », par le communiqué suivant du 12 février 1915 :

« L'usage d'un pavillon neutre est dans certaines limites, bien admis en pratique comme ruse de guerre.

« Le seul effet, dans les cas d'un navire marchand, de l'usage d'un pavillon autre que son pavillon national est d'imposer à l'ennemi l'obligation de suivre les règles ordinaires de la guerre sur mer et de vérifier la nationalité du navire et la nature de sa cargaison, par une visite à bord avant de le capturer et de l'envoyer pour jugement devant une Cour de Prises.

« Le Gouvernement britannique a toujours considéré l'usage des couleurs britanniques par un navire étranger, dans le but d'échapper à la capture, comme légitime. Non seulement cette pratique n'est pas contraire au droit international, mais elle est spécifiquement reconnue par la Loi Britannique : le « *Merchant Shipping Act* » de 1894, section 69, III, qui statue ainsi :

« Si une personne use du pavillon britannique et assume le caractère national britannique appartenant en totalité ou en partie à une personne n'ayant pas

qualité pour posséder un navire britannique, ce navire sera sujet à forfaiture contre la présente loi, à moins que le caractère britannique n'ait été assumé dans le but d'échapper à la capture par l'ennemi, ou par un navire de guerre étranger dans l'exercice d'un droit de belligérant. »

Et dans les « *Instructions aux Consuls Britanniques de 1914* », il est dit :

« Comme dans la pratique nous n'avons pas fait d'objections à l'emploi par les navires marchands étrangers du pavillon britannique comme ruse, dans le but d'échapper à la capture à la mer par un belligérant, de même nous devons maintenir dans le cas inverse, qu'un navire britannique n'outrage pas la loi internationale en arborant des couleurs neutres dans un but similaire, s'il juge utile de le faire. Selon les règles du droit international : les usages de la guerre et les préceptes d'humanité, il est obligatoire pour le belligérant de vérifier le caractère d'un navire marchand et de sa cargaison, avant de le capturer.

« L'Allemagne n'a aucun droit de s'affranchir de cette obligation, ou de détruire navires marchands, équipages non combattants et cargaisons, comme elle a annoncé l'intention de le faire. Ce n'est rien moins qu'un acte de piraterie en haute mer. »

Mais les gouvernements neutres ne voyaient pas avec plaisir cet usage généralisé de leur pavillon ; et le 10 février 1915, les Etats-Unis d'Amérique envoyèrent à Londres, pour être remise au Gouvernement anglais, la note suivante :

« *Département d'Etat, Washington, 10 février 1915:*

« Le Département a été avisé de la déclaration de l'Amirauté allemande du 4 février, indiquant que le Gouvernement britannique avait, le 31 janvier, explicitement autorisé l'usage de pavillons neutres sur les navires de commerce britanniques, probablement dans le but d'éviter qu'ils ne soient reconnus par les forces navales allemandes. L'attention du Département a aussi été attirée sur les articles de presse, qui rapportent que le capitaine du « *Lusitania* », agissant conformément à des ordres ou à des instructions reçues des autorités britanniques, afin d'échapper aux attaques éventuelles des sous-marins allemands, avait hissé le pavillon américain au moment où le navire approchait des côtes britanniques. Les informations de presse d'aujourd'hui contiennent une soi-disante déclaration officielle du Foreign Office, plaidant en faveur de l'usage du pavillon d'un pays neutre par un navire belligérant pour éviter d'être pris et attaqué par l'ennemi.

« Admettant que les informations ci-dessus sont exactes, le Gouvernement des U. S. A., qui se réserve d'examiner ultérieurement la légalité et l'opportunité de l'usage trompeur fait du pavillon d'une puissance neutre dans le but d'éviter d'être capturé, désire faire ressortir très respectueusement au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, les graves conséquences qui peuvent en résulter pour les navires et pour les citoyens américains si cette pratique continue.

« L'usage occasionnel du pavillon d'un neutre ou d'un ennemi sous la pression d'une poursuite immé-

diatè et pour tromper un ennemi qui approche (ce qui semble, d'après les informations de presse, être le précédent invoqué pour la justification de cet acte), semble à ce gouvernement chose très différente de la sanction explicite donnée par un gouvernement belligérant, à savoir que les navires marchands arborent d'une façon générale le pavillon d'une puissance neutre dans les limites de certaines zones de la haute mer, qui, on le présume, seront fréquentées par des navires ennemis. Une déclaration formelle d'une pareille politique pour l'abus généralisé d'un pavillon neutre expose à des risques particuliers les navires d'un neutre visitant ces eaux, en faisant naître la présomption qu'ils sont d'une nationalité belligérante, sans qu'il soit tenu compte du pavillon qu'ils peuvent battre.

« Au sujet du but annoncé par l'Amirauté allemande, de s'engager dans des opérations navales actives, en certaines régions maritimes avoisinant les côtes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, le Gouvernement des U. S. A. verrait avec inquiétude tout emploi généralisé du pavillon des U. S. A. par les navires britanniques traversant ces eaux. Une politique telle que celle que le Gouvernement anglais aurait l'intention, dit-on, d'adopter, dans le cas où une déclaration de l'Amirauté allemande serait mise en vigueur, ne protégerait évidemment pas les navires britanniques, tandis qu'elle constituerait une menace permanente et sérieuse pour les vies et les navires des citoyens américains. »

Le 19 février, Sir Edward GREY répond à l'Ambassadeur des U. S. A. par la note suivante :

« Le Gouvernement allemand ayant annoncé son intention de couler les navires marchands britanniques, au moyen de torpilles, à simple vue, sans donner la possibilité pour sauver les vies des équipages et passagers non combattants, ce fut pour cette raison que le « *Lusitania* » arbora le pavillon américain à son voyage de retour. A son voyage d'aller suivant, les passagers américains qui embarquaient à bord, demandèrent que le pavillon des U. S. A. fut hissé, probablement pour assurer leur sécurité.

« En ce qui concerne l'emploi des pavillons étrangers par les navires marchands, le « *British Merchant Shipping Act* » montre clairement que l'emploi du pavillon britannique par les navires marchands étrangers est permis en temps de guerre, lorsqu'il s'agit pour eux d'échapper à la capture. On croit que dans le cas de quelques autres nations, la même pratique concernant leurs pavillons est reconnue d'une façon analogue et qu'aucune ne l'a interdit. On ne peut, en conséquence, s'attendre logiquement à ce que le Gouvernement britannique fasse une loi interdisant l'emploi des pavillons étrangers aux navires britanniques désirant éviter d'être capturés par l'ennemi. Maintenant que le Gouvernement allemand a annoncé son intention de couler les navires marchands sur leur simple vue, avec leurs équipages non combattants, leurs cargaisons et leurs papiers, procédés considérés jusqu'ici par l'opinion du monde, non pas comme une coutume de guerre, mais comme

un acte de piraterie, on estime que le Gouvernement des U. S. A. ne pourrait vraiment pas demander au Gouvernement britannique d'ordonner aux navires marchands anglais de renoncer aux moyens, jusqu'ici toujours permis, d'échapper non seulement à la capture, mais au sort bien pis d'être coulés et détruits. La Grande-Bretagne a toujours accordé, lorsqu'elle était neutre, aux navires des autres pays en guerre, la liberté d'employer le pavillon britannique comme moyen de protection contre la capture, et il y a eu des cas où des navires américains usèrent de cette facilité, pendant la guerre civile américaine. Il serait maintenant contraire à la logique, alors que les conditions sont renversées, que les U. S. A. et les nations neutres interdisent aux navires britanniques d'agir de la même façon.

« On a reconnu universellement que tout navire de guerre belligérant devait s'assurer d'une façon précise de la nationalité et du caractère d'un navire marchand avant de le capturer, et *a fortiori*, avant de le couler et de le détruire ; si on ne se dérobe pas à cette obligation, le fait de hisser un pavillon neutre à bord d'un navire britannique ne peut pas faire courir de risques au commerce neutre ; et le Gouvernement britannique maintient que : si des pertes sont causées aux neutres par ce fait en question que l'obligation en question n'a pas été remplie, la responsabilité entière en devra retomber uniquement sur le navire ennemi qui s'y sera dérobé et sur le Gouvernement qui aura donné des ordres pour qu'on néglige ladite obligation. »

Toutefois, les *Instructions confidentielles adressées le 20 Octobre 1915 par l'Amirauté britannique aux navires marchands armés défensivement*, contiennent la restriction suivante :

« L'on doit se souvenir que le pavillon n'est pas une preuve de la nationalité ; les sous-marins et les navires marchands de l'Allemagne ont fréquemment fait usage des couleurs britanniques, alliées ou neutres, pour s'approcher sans éveiller les soupçons. Bien que l'usage d'un déguisement et de fausses couleurs pour éviter la capture soit une ruse de guerre légitime, leur adoption pour les navires marchands armés défensivement peut facilement conduire à des malentendus. En conséquence, il est interdit à ces navires d'adopter aucune forme de déguisement qui puisse les faire prendre pour des navires neutres. »

Le 5 avril 1916, le Ministre de la Marine de France adressait au Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine Marchande, la copie d'une lettre de l'attaché naval à Londres, exposant les recommandations faites par l'Amirauté britannique à ce sujet, avec les pavillons neutres à adopter de préférence suivant la route suivie, et ajoutait :

« Je vous serais obligé de faire, à titre confidentiel, des recommandations analogues à vos armateurs en leur rappelant que l'usage des pavillons neutres est licite, et que le Département ne s'opposera pas à ce qu'ils prennent toute disposition convenable pour modifier l'aspect de leurs bâtiments, sous réserve des prescriptions suivantes :

« 1° On évitera de reproduire les peintures caractéristiques et marques distinctives sur les cheminées adoptées par les compagnies de navigation neutres.

« 2° En aucun cas il ne sera fait usage de l'emblème de la Croix-Rouge et on n'adoptera jamais des peintures et dispositions de peintures extérieures spécialement réservées aux navires-hôpitaux par l'article 5 de la Convention de La Haye.

« 3° Le pavillon national doit être hissé lorsque le navire est semoncé par un bâtiment de guerre français ou allié. »

Après la déclaration allemande du 4 février 1915 déclarant zone de guerre les eaux baignant les Iles Britanniques, et l'avertissement donné aux neutres que tous les bâtiments qui y seraient rencontrés seraient coulés ; les armateurs des diverses nations neutres font peindre sur leurs flancs d'une façon très apparente le nom du navire, sa nationalité et un pavillon national ou des couleurs le rappelant.

Des notes officielles publiées dans la presse des pays neutres, rappelèrent périodiquement ces prescriptions, y ajoutant parfois des commentaires pour rejeter toutes les méprises possibles sur l'Angleterre : « en raison des abus du pavillon neutre prescrits par le Gouvernement anglais, on ne saurait trop éviter que les attaques destinées aux bateaux ennemis n'atteignent les bateaux neutres ».

Ces commentaires, inspirés par la propagande allemande, seront en 1917 amplement mis à profit par certains sous-marins allemands pour canonner, sans le moindre avertissement, les navires neutres

aussi bien qu'ennemis : les neutres de préférence, parce que, ceux-ci n'étant pas armés, les risques seraient moins grands. A telle enseigne que les Neutres durent, à la demande des compagnies d'assurance, effacer bientôt leurs marques qui en faisaient des cibles de prédilection offertes aux coups des sous-marins.

Le point de vue des Neutres est exposé dans un article paru dans la « *Rivista Marittima* » de mars 1915 et intitulé : « Les lois de la guerre navale dans le conflit anglo-allemand » :

« La Convention de La Haye ne dit rien pour interdire l'usage de faux pavillons ; la règle générale, c'est qu'un navire ne doit pas se livrer à un acte d'hostilité sous couvert d'un pavillon autre que le sien. En France, le Conseil d'Etat a reconnu, en 1815, le port d'un faux pavillon pour éviter la capture.

« Les navires peuvent arborer tous les pavillons, sauf celui du capteur, quand ils essaient de se soustraire à la capture (Perels, ancien membre du Conseil de l'Amirauté Germanique) ; un navire de guerre poursuivant un navire de commerce n'est pas tenu d'arborer son drapeau ; il peut, s'il le veut, hisser un pavillon marchand quelconque (*Manuel des prises allemand*, VI, 6), ce qui autorise évidemment sa victime à en faire de même. En hissant un faux pavillon, on force l'ennemi à s'assurer de la véritable identité du navire, et à suivre la procédure régulière relative à la visite du navire avant de le couler ; comme on ne peut s'assurer de cette identité qu'en accostant le navire, il s'ensuit que l'Allemagne, en protestant

contre l'usage de pavillons neutres, veut abolir l'antique droit de visite, universellement reconnu. »

En 1906, *l'Ecole de guerre des Etats-Unis* étudie la même question: « Un neutre pourrait très légitimement exiger que son pavillon national ne fût pas arboré par un belligérant pour couvrir tout acte dommageable à l'adversaire, qui, pour le neutre, est un ami. Si le navire qui fait usage du faux pavillon est un vaisseau de commerce, il est admis que, si on lui interdit l'usage d'un pavillon ennemi ou neutre, pour échapper, si possible à son adversaire et éviter d'être capturé, cela revient à le priver d'un stratagème légitime qui n'implique aucune fraude, et qui ne cause aucun dommage au neutre dont il a pris le pavillon.

« Les prétentions allemandes n'ont aucune base légale ; nous ne pouvons admettre, au surplus, qu'un navire puisse être détruit sans preuves, sur simple soupçon, sous prétexte qu'il n'est pas possible d'empêcher un vaisseau neutre d'être victime d'une attaque dirigée, dans la pensée de l'assaillant, contre un navire ennemi. Il n'est pas de termes assez forts pour condamner un principe si barbare, et il faut espérer que les nations civilisées ne consentiront jamais à admettre le lynchage dans leur Code International ».

Le gouvernement hollandais envoya lui aussi une note au gouvernement britannique en date du 15 février 1915, en réponse à la note britannique du 7 février 1915, réponse concernant :

« *L'usage du pavillon néerlandais par les navires marchands britanniques* » et ainsi conçue (41) :

« Le Gouvernement de la Reine partage l'opinion du gouvernement britannique que les bâtiments de guerre disposent de moyens que leur accorde le droit de visite pour s'assurer de la nationalité du navire de commerce qu'ils suspectent.

« Toutefois le fait de se servir du pavillon d'un Etat sans le consentement de celui-ci est toujours un abus. En temps de guerre, cet abus prend un caractère dont la gravité ne saurait être méconnue par les Puissances signataires de la Déclaration de Paris : il compromet le pavillon neutre, il jette un doute sur les navires neutres battant leur propre pavillon ; il les expose à être pris eux-mêmes pour des navires ennemis et à en subir les périlleuses conséquences.

« Votre Excellence a bien voulu me rappeler la disposition du « *Merchant Shipping Act* » portant que l'abus de pavillon britannique est punissable sauf dans le cas où un vaisseau de commerce belligérant se sert de ce pavillon pour éviter la capture de l'ennemi.

« Le Gouvernement de la Reine ne saurait admettre que cette disposition puisse être invoquée pour établir le droit qu'auraient de leur côté les vaisseaux de commerce britannique d'employer le pavillon néerlandais dans le même but. La loi néerlandaise défend de même l'abus du pavillon néerlandais, mais elle ne contient pas d'exception analogue à celle du « *Mer-*

(41) Fauchille, *Recueil de documents intéressant le Droit International*, tome II, page 98.

chant Shipping Act » pour le cas où le pavillon aurait été utilisé aux fins d'échapper à l'ennemi. A défaut de prescriptions internationales réglant cette matière, chaque Etat est seul compétent pour établir les conditions dans lesquelles son pavillon national peut être employé.

Il est évident que le gouvernement britannique ne sera pas toujours à même d'empêcher l'emploi du pavillon neutre par les navires de commerce britanniques, mais le Gouvernement de la Reine croit pouvoir s'attendre à ce que le Gouvernement britannique ne sanctionne pas un abus qui peut exposer la navigation néerlandaise aux périls de la guerre ».

Le 13 mars 1915, le gouvernement néerlandais par une *nouvelle note*, interdisait aux navires étrangers de se servir du pavillon néerlandais et des marques de nationalité hollandaises, qui était ainsi conçue :

« Tous les navires marchands étrangers qui, dans les ports hollandais, arboreront le drapeau hollandais ou employeront les marques d'identité internationales appartenant aux navires hollandais ou peindront sur une partie quelconque de leurs bâtiments des marques distinctives de nature à leur donner l'apparence de la nationalité hollandaise ou qui laisseront croire qu'ils appartiennent à la nation hollandaise, seront l'objet de mesures qui empêcheront leur départ du territoire hollandais ou leur passage dans les eaux territoriales hollandaises ».

Le point de vue allemand est différent suivant qu'il s'agit de l'Angleterre ou de l'Allemagne. Tandis que la propagande allemande s'efforce de montrer la

perfidie de l'Angleterre dans l'utilisation des faux pavillons, l'Amirauté allemande ne cesse de la recommander à ses navires, devançant même les Alliés : dès le 18 août 1914, le Consul de France aux Canaries, dit qu'il a appris que les navires allemands changeaient la couleur de leurs cheminées et arboraient le pavillon anglais lorsqu'ils étaient requis de montrer leurs couleurs.

Le journal suédois « *Goteborgs Handels Och Sjöefarts Tidnig* » du 5 mars signale d'après une dépêche reçue de Norvège par l'« *Altonbladet* », que le navire allemand « *Anne-Lise* », chargé de rails pour Skien, a utilisé le pavillon norvégien jusqu'à son arrivée dans les eaux norvégiennes, un autre navire allemand venant d'Odda aurait également utilisé le pavillon norvégien.

Le « *Morgenblatt* » de Christinia, écrit le 7 mars qu'un navire allemand est arrivé à Gothembourg muni d'un pavillon hollandais et d'une cheminée supplémentaire portant les signes distinctifs hollandais. Le 15 février 1915, le Ministre de France à Oslo adressait le télégramme suivant : « Les journaux norvégiens ont, il y a quelques semaines, publié l'histoire non démentie du vapeur allemand « *Gracia* » qui, étant de même tonnage que le vapeur norvégien « *Bjorgvind* » de Bergen, prit son nom, son pavillon, son apparence et courut ainsi quelque temps les mers. Il aurait été capturé à Gibraltar » (42).

Le Gouvernement allemand répondit le 16 février

(42) En effet, ce bâtiment fut capturé le 10 novembre 1914, par l'*Argonaut*.

1915 à la note américaine du 10 février, de la façon suivante (43) :

« ...Le gouvernement allemand est prêt à accorder, conjointement avec le gouvernement américain, la plus sérieuse attention à toutes mesures qui seraient propres à sauvegarder la navigation légitime des neutres, dans la zone de guerre. Mais deux circonstances rendent les efforts en ce sens assez difficiles : c'est d'abord, l'abus que font les vaisseaux anglais marchands, de pavillons neutres... »

« ...De plus le gouvernement anglais a armé des navires marchands anglais et leur a donné pour instructions, de résister par la force aux sous-marins allemands. Dans ces conditions il est très difficile aux sous-marins allemands de reconnaître les navires marchands neutres comme tels, car une recherche n'est pas même possible dans la majorité des cas ; les attaques à prévoir dans le cas d'un navire marchand anglais déguisé, exposeraient les commandants conduisant cette recherche et le bateau lui-même au danger de la destruction.

« Dans la conjoncture où elle se trouve illégalement placée, l'Allemagne doit rendre ses mesures effectives à tout événement pour, par là, contraindre son adversaire à conduire la guerre maritime conformément à la guerre internationale, et ainsi rétablir la liberté des mers, qu'elle a toujours défendue et pour laquelle elle combat encore aujourd'hui » (?).

(43) Fauchille, *Recueil de documents intéressant le droit international*, tome II, page 29.

Les Etats-Unis, essayèrent de faire adhérer les belligérants, en vain, au texte suivant :

« L'Allemagne et l'Angleterre tomberont d'accord sur :

« ...Chacun des deux gouvernements exigera de leurs navires marchands respectifs qu'ils n'utiliseront pas des pavillons neutres comme ruse de guerre, ou pour se rendre méconnaissables (44). »

*
**

En définitive, on peut dire que l'usage, en temps de guerre, par les navires marchands des belligérants, des pavillons des neutres, pour éviter la capture, est une ruse pleinement licite.

Ses effets sont différents, suivant que les belligérants appartiennent à de petits Etats, luttant dans un cadre local, cas où tout le monde admettra l'emploi d'une telle ruse, parce que les Marines de ces petits Etats seront insuffisantes pour causer un dommage aux flottes de commerce des grands pays maritimes, (et aussi elles auront peur de les mécontenter) ; si d'autre part il s'agit d'une guerre mondiale où de grands Etats maritimes sont en conflit, ceux-ci n'hésiteront pas, comme dans la dernière guerre, à couler tous les navires de commerce rencontrés, et alors les petits Etats, qui cette fois sont neutres, protesteront de toutes leurs forces contre l'abus de leur pavillon, car cette fois, cet abus, sera pour eux

(44) *Note adressée à l'Allemagne et à l'Angleterre par les U. S. A., sur le traitement des navires et du commerce des neutres par les belligérants, en date du 20 février 1915.*

préjudiciable et ils ne seront pas assez forts pour faire respecter leurs droits, les grands Etats belligérants ayant la maîtrise de la haute mer, et s'y comportant comme en domaine conquis.

Tout est donc question de mesure dans l'application de la règle, car l'emploi de celle-ci est licite.

**§ 3. — ACTES DE FORCE CONTRE UN NEUTRE,
QUI SERT AINSI DIRECTEMENT UN BELLIGÉRANT
MALGRÉ SOI**

Il est absolument illicite de se servir de Neutres, en les obligeant par la force à accomplir, malgré eux, un acte de belligérance. Les exemples d'une telle perfidie sont assez rares ; pourtant DE Cussy (45), en cite un cas :

« Le 4 septembre 1800, la galiote suédoise « *Die Höffnung* », se trouvant en mer, à la hauteur de Barcelone, fut abordée par divers bâtiments de la marine royale anglaise ; les commandants anglais contraignirent le capitaine suédois à recevoir à son bord des officiers et des marins anglais, dans le but de surprendre, à l'abri du pavillon suédois, deux frégates espagnoles ancrées à l'entrée de la rade de Barcelone.

« Les détails de ce guet-apens (qui resta impuni, bien qu'il eût soulevé l'opinion publique dans toute l'Europe, et dont les auteurs ne reçurent aucune espèce de punition), ont été fournis par le rapport du Consul suédois à Barcelone, à la suite des dépositions du capitaine RUDHART, patron de la « *Höffnung* ». Il en résulte que le 4 septembre 1800, deux vaisseaux et une frégate anglaise ont forcé le capitaine, après avoir

(45) De Cussy, *op. cit.*, livre II, chap. XXIV, page 210.

examiné ses papiers et les avoir trouvés en règle, de prendre à son bord des officiers anglais et un nombre considérable de marins, et de se laisser remorquer, à l'entrée de la nuit, par plusieurs barques anglaises jusque sur la rade de Barcelone ; que les Anglais ayant réduit ledit capitaine et son équipage au silence, en lui tenant le pistolet sur la poitrine, se sont emparés du gouvernail et à 9 heures du soir, ont fait une attaque au moyen du bâtiment suédois et des chaloupes l'environnant, sur deux frégates espagnoles qui s'y trouvaient à l'ancre, lesquelles, n'ayant pas pu soupçonner que ce bâtiment ami et neutre recelait à son bord des ennemis, et servait ainsi à l'attaque la plus perfide, ont été presque surpris et forcés de se rendre, celà par suite de l'emploi d'une ruse contraire au droit des Gens et au droit de la guerre... »

Harold MARTIN (46) juge ce procédé de la façon suivante : « Quant à l'histoire des frégates anglaises à Barcelone, cet acte peut être considéré à plusieurs points de vue : dans la mesure où il s'agit de la surprise des Espagnols, c'était un stratagème licite, leur devoir était de se préparer à une telle attaque, et ils furent punis à bon droit d'avoir négligé de prendre les précautions nécessaires et habituelles pour l'empêcher. Dans la mesure où il s'agit de la capture et de l'emploi du bâtiment suédois et le traitement reçu par le capitaine et son équipage aux mains des Anglais, ce fut une violation grossière des droits de la neutralité, qui aurait justifié une déclaration de guerre de la

(46) Harold Martin, *Laws of maritime warfare as existing in august 1914*, page 486.

Suède si satisfaction lui avait été refusée. Quant à l'attaque réelle faite par les Anglais sous un faux drapeau, ce fut une violation directe de leurs propres lois maritimes et des usages établis des Nations. »

L'utilisation des neutres, malgré eux, dans la guerre, est formellement interdite par les Instructions françaises de 1934.

**§ 4. — UTILISATION DES PRISES,
GARDANT LEUR PAVILLON PRIMITIF**

Une autre ruse consiste, une fois une prise effectuée, à garder le pavillon que cette prise portait avant le combat, et à mettre à bord une équipe de prise, et ainsi d'attirer l'ennemi qui croit toujours avoir affaire à un de ses navires.

Cette ruse est licite, à la condition qu'une fois l'effet de surprise désiré obtenu, le combat ne soit engagé que sous le pavillon véritable de l'Etat capteur.

Quelques exemples en sont donnés, en particulier dans l'Antiquité et au Moyen-Age :

« La reine de Carlie, ayant battu la flotte des Rhodiens, arbora leurs pavillons et fit couronner les poupes de ses vaisseaux en signe de victoire ; les Rhodiens croyant que c'étaient leurs gens, les reçurent dans leur port avec des acclamations de joie qui firent bientôt place à la douleur et à la honte d'avoir été surpris » (47).

De même, voir la ruse employée à la bataille de Las Hormigas en 1288 par Roger DE LORIA (48).

(47) Mézeroy, page 10, *op. cité*.

(48) Voir *supra*, page 93.

SECTION II

RUSE CONSISTANT DANS LE TRANSFERT DE PAVILLON DEPUIS LA DÉCLARATION DE GUERRE

Lorsque la guerre est déclarée, les commerçants belligérants, pour mettre leurs navires à l'abri de toute saisie par les bâtiments ennemis, peuvent avoir l'idée de transférer leur pavillon à une société neutre, assurant ainsi l'insaisissabilité de leurs navires.

Cette ruse était d'un emploi courant autrefois, et dans un livre paru en 1805, James STEPHEN écrivait :

« La prospérité de la France, en dépit de tous nos succès et de notre maîtrise continuelle de la mer, avait sa source dans une ruse de guerre, l'abus de pavillon neutre, qui avait pour but de protéger la propriété ennemie et non pas les marchands neutres, dont les pavillons servaient ainsi de protection » (49).

« Par exemple : un homme qui au début de la guerre était un pauvre cordonnier d'une petite ville de la Frise Orientale, était à la fin propriétaire de 150 navires naviguant sous pavillon prussien » (50).

« En 1805, le public britannique était surpris d'entendre qu'aucun navire marchand ne naviguait dans le Sud sous pavillon français, tous les navires français de commerce naviguant pour plus de sûreté sous pavillon neutre » (51).

Les Instructions françaises de 1934 comportent que tout navire dont la propriété aura été transférée

(49) James Stephen, *op. cité*, page 9.

(50) James Stephen, *op. cité*, page 80.

(51) James Stephen, *op. cité*, page 138.

depuis la déclaration de guerre de la nationalité ennemie à une nationalité neutre, sera sujet à capture, le transfert devant être considéré comme non valable par suite de fraude.

SECTION III

ABUS DU PAVILLON BLANC

1° *Abus du pavillon de parlementaire :*

L'abus du pavillon de parlementaires est absolument illicite, car c'est un acte perfide, comportant violation de la parole, expressément ou tacitement, et tout navire transport de munitions ou allant aux renseignements, qui emploierait une telle manœuvre, perdrait son immunité, et l'Etat qui utiliserait un tel stratagème commettrait un manquement au droit des Gens.

HALLECK formule correctement ce principe en posant que « chaque fois qu'un belligérant s'est engagé expressément ou tacitement à dire la vérité à ses ennemis, et est par conséquent lié par une obligation morale, ce serait une perfidie de trahir sa confiance parce que cela constitue la violation de la bonne foi » (52).

De même que les Instructions françaises (53), les Instructions étrangères interdisent nettement l'emploi d'une telle ruse ; c'est ainsi que les *Instructions de*

(52) Voir dans le même sens : Basdevant, *op. cité* ; De Louter, *op. cité*, tome II, page 279 ; Testa, *op. cité*, page 143 ; Bordwell, *op. cit.*, page 286 ; Colonel Guelle, *op. cit.*, page 102 ; Fauchille, *op. cit.*, tome II, page 125, etc...

(53) Art. 34, p. 125.

1863 pour les Armées en Campagne des U. S. A., dans leur article 114, posent que : « S'il est reconnu et bien prouvé qu'il n'a été fait usage du pavillon parlementaire que pour obtenir subrepticement des renseignements militaires, le porteur de ce drapeau sera considéré comme espion ».

Les *Instructions aux troupes italiennes en campagne* citées par FIORE (54), sont ainsi conçues : « Que tout militaire se souvienne que les lois de la guerre ne reconnaissent pas aux belligérants un pouvoir illimité dans le choix des moyens propres à nuire à l'ennemi. Conformément à ce principe, on doit proscrire absolument l'usage du drapeau parlementaire ».

Dans les *Instructions allemandes de 1914*, (KRIEGSBRAUCH) on trouve à la page 23 que : « l'emploi illégal du drapeau de parlementaire pour gagner un endroit défilé, ou pour gagner une base de départ pour l'attaque, est contraire aux plus élémentaires notions de chevalerie et d'honneur ».

Les exemples d'une telle perfidie sont heureusement assez rares : cependant c'est ainsi que « l'Amiral anglais Hood en 1793, à Toulon, ouvrit une négociation, sous prétexte d'un échange de prisonniers, et au moment où CARTEAUX venait d'entrer dans Marseille, les contre-révolutionnaires toulonnais et marseillais, le 29 août, donnèrent le signal aux Anglais qui, sous prétexte de cette négociation, étaient ancrés dans la rade » (55).

(54) Fiore, *op. cit.*, tome III, page 151, note 3.

(55) Thiers, *La Révolution française*, tome I, page 631.

2° *Abus consistant en simulation de reddition :*

Une ruse similaire consiste à user du drapeau blanc pour faire croire à une reddition, et au moment où l'ennemi approche, à reprendre le combat. Les usages internationaux fixent une période de deux heures pour reprendre le combat, après que le pavillon blanc a été amené (voir le combat du « *Dresden* » dans les eaux chiliennes où les Anglais le bombardèrent malgré ses pavillons blancs hissés ; il était dans les eaux neutres).

Lorsque les Anglais en 1914 débarquèrent à Dar es Salam, ils remarquèrent de grands étendards blancs hissés sur tous les édifices publics ; quand leurs compagnies de débarquement arrivèrent dans les canots, dans la première partie du port, elles furent accueillies par une fusillade nourrie qui tua quelques Anglais, et cela malgré les pavillons blancs qui n'avaient pas été amenés. Il y a là une ruse illicite, en violation flagrante des Instructions allemandes qui comportent (voir sup.) que : « le fait de se rendre faussement dans le but de tuer l'ennemi qui s'avance sans crainte, est en contradiction avec les plus élémentaires notions de chevalerie et d'honneur ».

Toutes les Instructions militaires de tous les pays sont unanimes à rejeter une telle pratique, qui, en fait, est tout à fait exceptionnelle (56).

(56) *Instructions françaises de 1934*, page 126, art. 40 et 41.

SECTION IV

ABUS DE LA CROIX DE GENÈVE

1° Navires munis du pavillon de la Croix-Rouge et allant aux renseignements :

En dehors du cas où un navire-hôpital régulier sert à un but militaire, cas que nous avons étudié plus haut, il peut arriver qu'au cours d'un combat, un navire, muni seulement d'un drapeau blanc à croix de Genève, destiné à tromper l'ennemi sur ses intentions, croise dans le but de recueillir des renseignements militaires.

Ici encore tous les auteurs de droit international sont d'accord pour interdire l'usage d'une telle perfidie ;

C'est ainsi que FIORE (57), écrit que : « par application de ces principes, il est clair que l'usage des signes tutélaires, prescrits par la Convention de Genève pour distinguer les ambulances et hôpitaux militaires ne peut jamais être un stratagème permis pour les Etats qui, après avoir signé cette Convention, voudraient ensuite se servir de ces emblèmes de neutralité, pour faire des actes hostiles, ou toute opération de guerre quelconque. Un tel usage ne pourrait pas être qualifié de stratagème, mais d'artifice déloyal et frauduleux, et de violation d'un traité conclu, et comme tel, serait toujours condamnable et illicite ».

(57) Fiore, *op. cit.*, parag. 1337.

2° Navires munis d'un pavillon de la Croix Rouge et utilisés comme transports de troupes ou de munitions :

Cette ruse est absolument condamnée par tous auteurs, et stratèges militaires, ainsi que par les Instructions militaires des divers pays. Les Allemands nous l'ont reprochée à tort, ainsi qu'aux Anglais, pendant la bataille des Dardanelles et pendant les opérations en Orient ; il faut voir là pour eux, une pseudo-justification de leurs torpillages des navires-hôpitaux Alliés en Méditerranée, par leurs sous-marins.

MORIN (*op cité*) écrit que : « la ruse perfide a quelques fois profité de la Croix de Genève pour protéger tantôt les convois de vivres et de munitions, tantôt pour faire passer des troupes clandestinement. Cela s'est vu trop souvent ; c'est de la déloyauté au plus haut degré. Non seulement il est illicite pour le belligérant rusé, qui augmente ainsi abusivement ses forces et moyens d'attaque ou de défense ; mais de plus cela crée un danger considérable pour l'humanité en général. Le moyen de fraude étant connu et la suspicion devenant légitime on pourra désormais confondre les dépôts de blessés avec ceux qui n'en ont que l'apparence, les blessés et les malades seront exposés de plus en plus, aux projectiles des troupes soupçonnant la ruse ».

Cette question est très importante, car, même sans que cette ruse soit pratiquée, le seul fait de redouter qu'elle le soit, peut conduire l'ennemi, sur de simples présomptions, souvent non fondées, basées

sur le simple doute que cette ruse est praticable, et dans l'impossibilité d'en vérifier la véracité, à bombarder sur cette simple présomption, un bâtiment arborant la Croix de Genève.

Il y a là une grave question qui suppose l'application de sanctions très graves pour ceux qui utiliseraient une telle ruse ; nous y reviendrons dans la dernière partie de cet ouvrage.

CHAPITRE IV

EMPLOI DE FAUX PAPIERS

SECTION I

EMPLOI DE FAUX PAPIERS D'IDENTITÉ

L'emploi de faux papiers est surtout nécessaire aux navires de commerce ennemis, qui veulent se soustraire à la capture, mais il est aussi utilisé par les croiseurs camouflés en bateaux marchands.

Une telle pratique est parfaitement licite, puisque c'est aux navires de guerre en croisière à s'assurer, par la visite, que tous les papiers du bord sont en règle, faute de quoi ils doivent les conduire dans un de leurs ports pour être jugés par une Cour de Prise et saisis s'il y a lieu.

La question est prévue dans les *Instructions françaises de 1934* à la page 27.

Un des plus beaux exemples de falsification de papiers, a été donné dans la dernière guerre par le comte DE LÜCKNER qui subit victorieusement l'examen des papiers de son croiseur auxiliaire camouflé, par les officiers d'un croiseur britannique. Dans son livre, « *Le dernier corsaire* » il nous donne les détails suivants (1) :

« Quand le « *See-Adler* » fut aménagé pour la guerre navale on rechercha un voilier du même type

(1) Comte de Lückner, *Le dernier corsaire*, page 125.

et les Allemands découvrirent le « double » désiré : le trois-mâts carré norvégien « *Maletta* » qui se trouvait à Copenhague, en partance pour Melbourne ; non seulement nos papiers, mais l'aménagement du navire fut conçu en conséquence. Le baromètre et le thermomètre furent achetés en Norvège ainsi que des photographies d'hommes et de femmes que nous collâmes au-dessus des couchettes des matelots. Notre modèle, la « *Maletta* » venant de recevoir à Copenhague certaines modifications, nous les fîmes de façon très apparentes sur le « *See-Adler* ».

Sur les 64 hommes d'équipage, on en choisit 23 parlant norvégien et qui figuraient l'équipage norvégien du bateau, pendant que l'équipage militaire se trouvait dans un double fond où l'on accédait par une trappe secrète et où se trouvaient armes et munitions.

Le 25 décembre, le « *See-Adler* » rencontre le croiseur anglais « *Avenge* », dont l'équipage de visite ne s'aperçoit pas de la ruse, un des matelots allemands étant même déguisé en femme pour la circonstance.

SECTION II

NAVIRE MUNI D'UN FAUX SAUF-CONDUIT

Le 27 avril 1918, l'Allemagne décide d'aggraver la guerre sous-marine au commerce, en ordonnant

de couler tout navire de commerce neutre qui ne pourra pas justifier d'un sauf-conduit délivré par les consuls allemands. Le 27 août 1918, un décret français ordonne que : « Tout navire qui se place sous le contrôle de l'ennemi, recevant un sauf-conduit non reconnu par les Alliés, est sujet à capture ».

Ces sauf-conduits donnèrent naissance à la fabrication de faux sauf-conduits destinés à être présentés suivant le cas, à l'un ou l'autre belligérant. Aussi le cas est-il prévu par les *Instructions françaises de 1934* (page 11, art. 17 et page 12, art. 21).

CHAPITRE V

RUSES CONSISTANT DANS L'EMPLOI DE FAUSSES INDICATIONS DONNÉES A L'ENNEMI

SECTION I

UTILISATION DES SIGNAUX DE L'ENNEMI

Il arrive fréquemment, qu'ayant eu connaissance des signaux de l'ennemi, l'un des belligérants les utilise pour l'attirer dans un piège. Cette ruse est-elle licite ?

Les opinions des auteurs sont partagées : DE LOUTER pense qu'à l'interdiction de se servir pour une ruse des pavillons de Genève, de parlementaire et nationaux de l'ennemi, il faut ajouter les signaux militaires et les mots d'ordre militaire, qui sont, d'après lui, sous-entendus. De même DUDLEY FIELD et MORIN se prononcent pour la négative.

D'autres auteurs, se prononçant pour l'affirmative, raisonnent en disant que l'adversaire n'ayant pas confié ce mot d'ordre ou ces sonneries, il n'y a pas abus de confiance et par suite perfidie à en faire usage. Le Colonel GUELLE critique ce raisonnement, tout en l'admettant d'ailleurs, en faisant remarquer qu'il est subtil, parce que la plupart du temps on n'arrivera à se procurer les sonneries et signaux de l'ennemi qu'en forçant un prisonnier à les révéler. FAUCHILLE dit qu'en agissant ainsi, on oblige des soldats à nuire à leurs propres nationaux, ce qui est

contraire à l'honneur, et BLUNTSCHLI déclare que le droit international condamne toute provocation à un acte criminel quelconque, même lorsqu'il serait utile à la cause pour laquelle on combat.

En réalité les règlements de La Haye de 1899 et de 1907 ne prohibent pas l'usage des sonneries et du mot d'ordre de l'ennemi, et la plupart des auteurs l'admettent de nos jours (1).

Le Manuel de droit international à l'usage des officiers de l'Armée de Terre, de 1884, admettait l'emploi de cette ruse (page 11).

Les Instructions françaises de 1934, prévoyant l'emploi de cette ruse, consacrent l'article 72, page 24 à la question.

Cette ruse est tellement courante, qu'elle explique l'institution des Codes secrets de signaux.

SECTION II

EMISSION DE FAUSSES NOUVELLES

Ces fausses nouvelles peuvent être soit écrites, soit orales, soit enfin radiodiffusées. Elles peuvent avoir pour but de tromper l'ennemi et de l'envoyer sur une fausse piste, ou dans une embuscade qu'on lui prépare, ou bien avoir pour but de ranimer le courage défaillant parmi ses propres troupes.

Tous les auteurs admettent l'emploi d'une telle ruse, ruse qui peut devenir d'un très grand usage par suite de la multiplication des moyens de transmissions actuels : journaux, télégraphes, T. S. F. etc.

(1) Oppenheim, *International law*, tome II, page 340 ; Fiore, *op. cit.*, parag. 1337 ; Nys, *Le droit international*, tome III, page 207 ; Möller, *International law in peace and war*, tome II.

FRÉDÉRIC LE GRAND (2), écrivait que : « Les ruses de guerre que l'on emploie sont infinies, les unes sont en discours que l'on publie à dessein, auxquels on ne pense pas, pour cacher ceux que l'on médite... ».

Pour ROLIN (3) « l'emploi de fausses nouvelles est un moyen peu noble, peu chevaleresque incontestablement, mais il n'est certainement pas interdit par le droit de la guerre actuelle ». Il se rapprochait de l'opinion de PRADIER-FODÉRE (4) qui avait écrit que : « quoique la propagation de fausses nouvelles et la fabrication de journaux simulés ne soient pas des actes bien glorieux, ils ne constituent cependant pas par eux-mêmes une perfidie, et sont conséquemment des moyens considérés comme licites de nuire à l'ennemi ».

Ce sont les deux seuls auteurs qui font une petite réserve quant à l'emploi de cette ruse.

Cependant il faut convenir, avec le colonel GUELLE (5), que « la position changerait du tout au tout, si, en les faisant parvenir à l'ennemi, on en garantissait l'authenticité sur l'honneur ; ici la ruse se compliquerait d'une déloyauté, elle cesserait d'appartenir à la catégorie des stratagèmes permis ».

Quelquefois les chefs donnent un faux compte rendu du nombre et de la position de leurs troupes et de leurs projets d'opérations militaires, dans le but de le laisser tomber aux mains de l'ennemi et de le

(2) Frédéric le Grand, *Œuvres*, tome XXVIII, page 129.

(3) Rolin, *Le droit moderne de la guerre*, tome I, page 346.

(4) Pradier-Fodéré, *op. cité*, tome VII, page 942.

(5) Guelle, *op. cit.*, page 102.

tromper ; ceci est non seulement autorisé, mais est considéré comme « une ruse de guerre recommandable » (6). Cela fut pratiqué par ALLENBY dans sa campagne contre les Turcs (7).

Si délibérément, un officier se met en rapport avec l'ennemi, offrant de trahir son propre parti, et puis trompe l'ennemi par une fausse information, son procédé est considéré comme infâme. Cependant l'ennemi n'a aucun droit à se plaindre de la ruse, car il n'aurait pas dû s'attendre à de la bonne foi chez un traître.

Mais si l'officier a été suborné par des offres ou des tentatives de corruption, il peut légitimement feindre d'accepter ces propositions avec l'intention de tromper les suborneurs. La tentative faite pour acheter sa fidélité est une insulte et il est justifié en se vengeant en attirant le tentateur dans un piège.

DE LOUTER (8), admet que « non seulement la divulgation de fausses nouvelles est pleinement licite, mais encore, un chef intelligent n'y veillera pas moins qu'à l'application de la force physique ».

Le *Manuel de Droit International à l'usage des officiers de l'armée de terre*, de 1884, autorise « la publication de fausses nouvelles, soit directement, par des dépêches supposées ou par des journaux fabriqués, soit au moyen d'intelligences doubles, c'est-à-dire en s'assurant par la contrainte ou par la corruption le service des espions mêmes de l'ennemi » (9).

(6) Halleck, *op. cit.*, page 624.

(7) Aston, *Secret Service*, pages 206 et ss.

(8) De Louter, *op. cité*, page 279 du tome II.

(9) *Op. cité*, page 10.

HYDE (10), dit que « c'est à l'ennemi à s'en prémunir par des mesures intérieures ».

RISLEY (11) écrit que les renseignements que l'ennemi acquiert, « il doit avant tout les examiner, et il ne peut agir d'après eux, qu'à ses risques et périls ».

Le capitaine LONGUET (12), annonce en 1900 que « l'emploi des fausses nouvelles est un moyen qui paraît devoir prendre dans les guerres modernes, une très grande importance ». C'est ce que nous allons voir en effet, après avoir cité quelques exemples pris au hasard dans les siècles passés.

POLYEN rapporte (13) que : « THÉMISTOCLE tenait Salamine bloquée par mer. Les Grecs étaient d'avis de se retirer, et THÉMISTOCLE voulait que le combat se donnât dans un lieu où la mer était fort resserrée. Comme on ne se rendait pas à ses raisons, il fit partir secrètement l'eunuque SYCINNE, précepteur de ses deux fils, qui allant trouver la nuit le roi des Perses, lui dit, comme en confidence, que les Grecs se disposaient à prendre la fuite, et que l'occasion était favorable pour attaquer leur flotte. Le roi le crut légèrement et attaqua les Grecs dans le Détroit. La disposition du lieu contraignit les Grecs à tenir leurs galères ferrées entre elles et la sagesse de leur général leur procura leur victoire malgré eux. »

Un exemple plus récent est rapporté par l'Amiral CASTEX (14) : « Quand le Directoire a monté sa

(10) Hyde, *National law applied by the U. S. A.*, tome II, page 311.

(11) Risley, *The law of war*, page 119.

(12) Longuet, *op. cit.*, page 103.

(13) Polyen, tome I, *op. cit.*, page 40.

(14) Amiral Castex, *Théories stratégiques*, tome IV, page 64.

manœuvre de 1799 en Méditerranée, il a cherché par-dessus tout à porter au maximum la puissance de la masse confiée à BRUIX pour opérer sur ce théâtre principal, si bien qu'il ne lui est resté à peu près rien pour assurer sa sûreté, pour retenir sur le théâtre secondaire du Nord, les forces anglaises qui s'y trouvaient. N'ayant pas la force, le Directoire a joué de la ruse. Il a bluffé à outrance pour tromper l'ennemi. Il a conservé à l'égard de la destination de la flotte de BRUIX un secret rigoureux, aussi bien vis-à-vis des chefs français que du gouvernement espagnol. Il a répandu partout, par des moyens de tous ordres et par la presse, de fausses nouvelles tendant à faire croire à une expédition en Irlande. Il a ordonné aux Hollandais de montrer de l'activité au Texel et de faire effectuer des mouvements de troupes françaises dans les environs du port. Il a fait saisir de faux ordres sur un de nos bâtiments légers (*Le Rebecca*), comme TOURVILLE en avait eu l'idée en 1693. Ces stratagèmes ont réussi. Ils ont abusé à la fois le gouvernement anglais et BRIDPORT. Le premier a vécu vingt jours dans l'incertitude et le désarroi ; le second s'est lancé sur une fausse piste sur les côtes d'Irlande, où il est resté égaré pendant un mois. Pendant ce temps, BRUIX acquérait vers la Méditerranée une avance de 38 jours, largement suffisante pour la manœuvre prévue. »

DE LOMÉNIE (15), cite de son côté, l'exemple suivant : « Dans la guerre sur terre, l'emploi de faux

(15) De Loménie, *Les stratagèmes dans la guerre navale* ; *Le Correspondant* du 25 février 1905.

renseignements, de faux avis, est de pratique courante, mais, par là même, d'une efficacité relativement médiocre. On peut dire aussi que la multiplication des sources d'informations fournit aujourd'hui des moyens de contrôle dont la sagacité d'un général en chef sait faire son profit pour démêler la vérité. — Mais à la mer, où les sources d'informations sont en nombre restreint et d'un contrôle malaisé, les faux renseignements fournissent d'excellents moyens d'abuser l'adversaire.

« Ainsi, au milieu d'août 1805, un brick danois descendait du nord au sud, dans le Golfe de Gascogne, et il rencontre le 13 au soir une flotte franco-espagnole qui l'arrête, l'arraisonne et lui demande s'il n'a pas vu des bâtiments anglais depuis son passage à Ouessant. Il en a vu beaucoup certes, 25 voiles au moins, qui semblaient faire route au sud..... VILLENEUVE croit voir se confirmer ses appréhensions par cet avis funeste : c'est NELSON, évidemment, qui s'est remis à sa poursuite et qui va l'atteindre ; l'entreprise de VILLENEUVE consistant à allant débloquer GANTEAUME de Brest est manquée ; à quoi bon continuer, il n'y a plus qu'à aller s'enfermer dans Cadix, pense-t-il. Virant de bord, c'est ce qu'il fait, et il ne sortira de Cadix que le 26 octobre, pour aller à Trafalgar. — Qu'y avait-il de vrai dans ce renseignement ? Rien, ou peu de chose ; à la vérité, CORNWALLIS avait détaché de l'escadre qui bloquait GANTEAUME à Brest, une quinzaine de voiles pour se porter au sud, à la rencontre des Alliés, et c'était une faute, car il donnait à ceux-ci, très supérieurs en nombre, l'occasion d'une victoire. Mais le plus curieux de l'affaire, c'est que

ce détachement ne pouvait plus rencontrer VILLENEUVE, obligé par les vents du nord-est persistants, de s'élever au nord-ouest, très loin du cap Finistère. Le malheureux amiral français n'avait donc qu'à continuer tranquillement sa bordée pendant quelques jours encore pour revenir ensuite sur CORNWALLIS et débloquer GANTEAUME, ou bien pour rentrer sans coup férir dans la Manche. On ne saura jamais quelles furent les intentions du Danois, mais les choses se sont passées « *comme si* » l'Amirauté anglaise, ou CORNWALLIS, avait payé l'officieux donneur d'avis. »

Dans son récit de la guerre hispano-américaine de 1898, l'amiral MAHON fait mention du trouble jeté dans le dispositif de combat de la flotte américaine par l'absurde rumeur que la poignée de petits croiseurs mal armés du malheureux amiral CERVERA était en route à travers l'Atlantique pour attaquer la côte Est, hérissée de défenses, des Etats-Unis. Il s'ensuivit une panique dans les hôtels et sur les plages, et la pression exercée sur les autorités pour faire venir des navires de guerre dans les parages ainsi menacés fut qu'il en résulta un retard dans la manœuvre qui devait amener l'enveloppement des vaisseaux de CERVERA, qui purent atteindre le port fortifié de Santiago de Cuba et le détruire. Il fallut en conséquence envoyer à Cuba un corps expéditionnaire qui eut beaucoup à souffrir du climat insalubre.

Voici un autre exemple, qui a trait lui aussi à la guerre maritime, puisqu'il s'agit d'un débarquement de troupes par mer.

« Le 28 août 1914 (16), le colonel Aston est chargé par l'Etat-Major anglais, de débarquer à Ostende une brigade d'Infanterie de Marine hâtivement rassemblée, le but étant de bluffer l'ennemi et d'attirer le plus de troupes allemandes possible dans la direction d'Ostende, afin de soulager d'autant la situation de Sir John FRENCH. Ses instructions portaient notamment : « 3° L'objet de la mission sera pleinement atteint si l'ennemi est attiré en nombre considérable. Vous serez réembarqués aussitôt que ceci sera un fait accompli. »

« Les circonstances se présentèrent favorablement : il y avait d'une part la rumeur de « troupes russes », répandue par le correspondant du *Times*. L'Infanterie de Marine anglaise était habillée d'uniformes bleus et coiffée de casquettes rondes sans pointe. Des espions allemands pouvaient les confondre avec des troupes russes. J'arborai sur la gare de chemin de fer d'Ostende mon immense drapeau bien en vue et je pris soin que la rumeur des troupes russes fût confiée comme un « *secret absolu* » au plus grand nombre de personnes possible. D'autre part, de nombreux messages me furent envoyés par radio annonçant l'arrivée de nombreux renforts belges fictifs amenés par mer. D'ailleurs, voici ce que le général allemand TAPPEN a écrit à ce sujet : « A cette époque, il ne manquait pas de rapports alarmants arrivant au G. Q. G. allemand : Ostende et Anvers y tenaient une place considérable. Un jour, on racon-

taît que d'innombrables troupes anglaises avaient débarqué à Ostende et étaient en marche sur Anvers ; on mentionnait même que 80.000 hommes de troupe russes avaient pris terre à Ostende. La sécurité des arrières et du flanc droit de l'armée réclamait une attention toujours en éveil ».

« LIDDEL HART, dans son *Histoire critique de la Guerre Mondiale* rapporte que le colonel HENTSCH, lors de sa visite au Quartier Général de Von KLÜCK, durant la période critique de la bataille de la Marne, avait dit : « Les Anglais débarquent sans arrêt de nouvelles troupes sur la côte belge ; on signale également un corps expéditionnaire russe dans les mêmes parages. Une retraite paraît s'imposer ». Les 3.000 hommes d'Infanterie de Marine débarqués, étaient comptés pour 40.000 auxquels on ajoutait 80.000 russes. »

Un exemple de fausse nouvelle, dont l'emploi était plus direct dans les rapports entre belligérants est rapporté par DENEYS REITZ (17), lors du débarquement du Corps Expéditionnaire des troupes de l'Afrique du Sud, en 1915, dans l'Est-Africain allemand :

« Un soldat nommé CARLYON pénétrant à l'intérieur des terres, rencontra brusquement à un détour du sentier, un officier allemand accompagné de quatre askaris, en sentinelles. Il était seul, et avant qu'ils eussent tiré sur lui, il eut juste le temps de crier à l'officier allemand que la guerre était finie en Europe, que l'Allemagne était battue, retenant ainsi

(17) Deney's Reitz, *Trekking on*, page 142.

l'attention de l'Allemand quelques secondes, jusqu'à ce que ses camarades arrivèrent à leur tour, et sachant qu'il était seul, l'entendant parler de la sorte, ils firent prisonnier l'officier allemand trop crédule ainsi que ses quatre askaris ».

Le grand moyen de communication à la mer, est devenu la T.S.F., dont l'emploi peut donner lieu à des ruses d'un important effet : C'est ainsi que « Von SCHEER, fit lancer le 30 mai 1916 un ordre d'opération, capté à 5 heures par les services d'écoute de l'Amirauté anglaise. Comme il aurait été trop long de le déchiffrer avant de donner des ordres, l'Amirauté donna immédiatement à JELICOE et à BEATTY l'ordre de prendre immédiatement le large. Mais alors, pour induire en erreur l'Amirauté anglaise, Von SCHEER transfère son signal d'appel (indicatif) de son vaisseau de la Jade aux stations émettrices de Wilhelmshafen. La ruse eut plein succès. Ni l'Amirauté, ni JELICOE, n'eurent vent du départ de Von SCHEER à la suite d'HIPPER, au lever du soleil, le 31 mai (18). »

Le comte de LÜCKNER avait fait disposer de puissants mégaphones sur son croiseur auxiliaire à voile le « *See-Adler* » et en donnant des ordres dans ces mégaphones géants, de tirer des torpilles (qu'il n'avait pas), un vapeur anglais armé, se rendit purement et simplement sans combattre au voilier allemand (19). »

Il rapporte d'autre part (20), « qu'un matin notre radiotélégraphiste, m'apporte le message suivant en

(18) Aston, *op. cité*, page 120.

(19) De Lückner, *op. cité*, page 162.

(20) De Lückner, *op. cité*, page 172.

anglais : « *See-Adler* coulé, pavillon battant, commandant et une partie de l'équipage prisonniers en route vers Montévidéo ». L'Anglais ne ment pas sans motif. L'intérêt national lui a toujours été plus cher que la vérité. Mais à canaille, canaille et demi. Nous envoyâmes, nous aussi, un radio : « Au secours, au secours, sous-marin allemand nous attaque ». Le bruit se répandit alors que des sous-marins allemands croisaient dans le Pacifique et l'ennemi inscrivit au compte de ces sous-marins les navires coulés par le « *See-Adler* » et ceci concourut à dissimuler l'existence de celui-ci. »

Voici enfin, un exemple tout récent, de l'utilisation de la T. S. F. comme moyen de ruser :

Au cours de la guerre civile d'Espagne, un cargo espagnol gouvernemental, avait quitté New-York avec une cargaison de matériel de guerre à destination de l'Espagne. Ce bateau, le « *Mar Cantabrico* », fut attaqué le 7 mars 1937 par le croiseur nationaliste « *Canarias* » au large des côtes d'Espagne.

Voici d'ailleurs le récit que fit l'unique survivant à son arrivée à Hendaye (21) : « Soudain le « *Mar Cantabrico* » se trouva nez à nez dans la brume avec le croiseur nationaliste « *Canarias* » qui, pour le faire stopper, envoya deux obus sur le pont. C'est alors que le « *Mar Cantabrico* » a recours à une ruse : « Il envoya immédiatement par radio un signal S.O.S., disant qu'il était le vapeur britannique « *Adda* » attaqué par un navire de guerre de nationalité

(21) *Le Journal*, 9 mars 1937.

inconnue, il dit avoir le feu à bord, il coule et des passagers sont en danger de périr, et il signe son message : G. J. P. R. qui est l'indicatif du navire britannique « *Adda* », d'un tonnage quelque peu égal. Pourquoi agit-il ainsi ? La raison est que s'il s'avouait espagnol, attaqué par un espagnol, personne ne serait venu à son secours. Mais ainsi l'émotion est grande à Saint-Jean-de-Luz, d'où quatre torpilleurs britanniques se portent sur les lieux du sinistre ainsi que des cargos français ».

Cette affaire est relatée par le « *Times* » (22), de la façon suivante :

« L'Amirauté anglaise, déclare que le message suivant a été reçu par le vaisseau de Sa Majesté « *Echo* », un des destroyers britanniques qui a répondu à l' S. O. S. du steamer : « Avons été en communication optique avec le croiseur insurgé espagnol « *Canarias* » qui déclare que le bateau qui se prétend être l' « *Adda* » est un navire espagnol portant le nom de « *Mar Cantabrico* ». Ce bateau, un navire de 6632 tonnes appartenait à la Compagnie « *Maritima del Nervion* » de Bilbao, et avait quitté New-York le 6 janvier avec un chargement de matériel de guerre comprenant en particulier six avions, etc... On avait alors effacé le vrai nom du bateau, pour le remplacer pendant le voyage par celui d' « *Adda* », « *Newcastle* ».

Comme de nos jours tous les navires marchands sont munis de la T. S. F., en cas de guerre, l'emploi

de celle-ci pourrait donner lieu à l'exercice de nombreuses ruses de guerre.

SECTION III

ABUS DES SIGNAUX DE DÉTRESSE

Une ruse de guerre, qui a parfois été utilisée, consiste dans l'emploi d'un signal de détresse pour attirer l'ennemi et le prendre ainsi dans un piège.

Tout le monde est d'accord pour déclarer qu'une telle ruse est une perfidie monstrueuse, car l'envoi de signaux de détresse est la garantie tacite de sécurité pour celui qui apporte du secours, qu'il soit ami ou ennemi, et l'abus frauduleux de tels signaux paraît un acte de trahison particulière (23).

Les *Instructions françaises de 1934* sont catégoriques :

« *Chapitre VI, article 17* : « Vous n'employerez pas les signaux de détresse et les messages de détresse radiotélégraphiques prescrits par les Conventions Internationales, dans un autre dessein que celui que définissent lesdites Conventions ».

Article 72 : « Vous capturerez le navire neutre qui aurait émis un signal de détresse non justifié à vos yeux par les circonstances ».

Les exemples en sont heureusement rares. A part celui de la « *Sybille* » dont nous avons rectifié le sens,

(23) Voir dans ce sens : Ortolan, *op. cité*, page 30 du tome II ; Pradier-Fodéré, tome VIII, p. 493, *op. cité* ; Risley, *op. cité*, page 119 ; Moore, *op. cité*, tome VI ; Testa, *op. cit.*, page 143 ; Pillet, *op. cité* ; Martin Harold, p. 487, *op. cit.*

et qui n'était pas un signal de détresse, on ne rencontre guère de tel exemple que dans les méthodes des flibustiers (24).

« En 1672, un flibustier de Dieppe, nommé Pierre, naviguait à la hauteur du cap Tibron, sur la pointe occidentale de Saint-Domingue, montant une voile pontée, qui était dans un état lamentable et n'avait pour toute défense que quatre petits canons et vingt-huit hommes affamés, quand il rencontra le navire vice-amiral des galions d'Espagne monté par 460 hommes, armé de 52 canons ; Pierre s'en rapprocha et saborda son navire, le faisant couler devant le bateau espagnol, et alors que ce dernier s'apprêtait à le secourir sans penser à une attaque possible, Pierre et ses 28 hommes montent à l'abordage et se dirigent vers la Sainte-Barbe, où se trouve le dépôt des poudres et somme les Espagnols de se rendre sous peine de sauter avec eux. Ceux-ci, affolés, mettent bas les armes sans combat, et Pierre et ses compagnons les enferment sous clé. Pierre ramena sa prise en France où cette aventure fit grand bruit, Pierre de Dieppe y apparut en précurseur ; sa manière d'attaquer les galions d'Espagne devint classique parmi les flibustiers et on peut dire que presque tous leurs combats maritimes se réglèrent sur le modèle qu'il avait ainsi donné ».

Cependant cette ruse ne fut pas pratiquée uniquement par les bandits qu'étaient les flibustiers. Vattel (25) écrit que « dans l'usage des stratagèmes

(24) Exmelin, *op. cité*, page 138.

(25) Vattel, *Le Droit des Gens*, tome III, page 54.

il faut respecter, non seulement la foi qui est due à l'ennemi, mais encore les droits de l'humanité, et prendre garde de ne point faire des choses dont l'introduction serait préjudiciable au genre humain. Depuis que les hostilités ont commencé entre la France et l'Angleterre, en 1758, on rapporte qu'une frégate anglaise, s'étant approchée à vue de Calais, fit des signaux de détresse pour attirer quelque bâtiment, et se saisit d'une chaloupe et des matelots qui venaient généreusement à son secours. Si le fait est tel, cet indigne stratagème mérite une punition sévère : il tend à empêcher l'effet d'une charité secourable, et sacrée au genre humain, et si recommandable, même entre ennemis. D'ailleurs faire les signaux de détresse, c'est demander du secours et promettre par cela même toute sûreté à ceux qui le donneront. Il y a donc une odieuse perfidie dans l'action attribuée à la frégate anglaise. »

SECTION IV

ATTIRER L'ENNEMI DANS UN PIÈGE EN LE FORÇANT

A VOUS SUIVRE DANS UNE POURSUITE

Il est souvent assez facile, dans la guerre navale, de faire prendre en chasse un navire assez rapide par des navires ennemis, dans le but de les amener soit sur des bas-fonds où ils se déchireront, soit sous le feu de batteries cachées et postées à cet effet.

Cela est tout à fait licite et c'est à l'ennemi à s'en garder par la prudence qu'il doit avoir dans la poursuite.

Tout comme l'on maquille les navires, on peut maquiller les côtes, ou tout au moins ses amers, ses feux, ses principaux points de reconnaissance artificiels, pour attirer l'ennemi sur des dangers, roches ou bancs de sable.

C'est ainsi qu'en 1914, grâce au lieutenant de vaisseau DESTREMAU, les alignements et amers qui marquaient l'entrée de la passe de Tahiti purent être détruits, et obligèrent les Allemands, d'après leurs propres dires, à renoncer à leurs opérations de débarquement, par peur de se mettre au sec (26).

Le raid sur Ostende des 22-23 avril 1918 échoua parce que les Allemands, avertis par une carte trouvée dans un canot automobile coulé, avaient habilement déplacé la bouée indiquant l'entrée du chenal et l'avaient transportée à plus de deux milles marins à l'est de sa position normale (27).

Une ruse de même genre peut être employée en plein jour et en plein combat dans les parages relativement peu connus ou que l'un des belligérants seul connaît. C'est ainsi qu'en 1879 pendant la guerre chilo-péruvienne, le petit cuirassé péruvien « *Independencia* » fut attiré sur un banc des environs d'Iquique par la corvette chilienne « *Cavadonga* » qu'il poursuivait imprudemment. Le Péruvien ne put se dégager et fut détruit par son équipage.

Les Anglais perdirent de la même manière quelques frégates le long de nos côtes, à l'époque où la flottille de canonnières de Napoléon se rassemblait

(26) Voir Raeder, *Der Kreuzerkrieg in den ausländischen Gewässern*, tome I ; et Paul Chack, *La guerre des Croiseurs*.

(27) Aston, *op. cit.*, page 252.

à Boulogne. Malgré la connaissance approfondie qu'ils avaient acquise des accidents de notre littoral, les croiseurs ennemis se laissaient souvent entraîner trop loin par l'ardeur de la poursuite, ruse renouvelée des Phéniciens qui entraînaient ainsi leurs rivaux en commerce sur des bancs qu'ils connaissaient bien et où ces derniers restaient.

D'ailleurs ce n'est pas seulement sur un écueil que l'on peut attirer un adversaire audacieux, c'est aussi sous le feu d'une batterie nouvelle, dont il ne connaît pas encore le gisement, ni le champ de battage ; ou bien derrière un repli de côte où brusquement tombera sur lui une escadrille de torpilleurs. Ce sont là de véritables embuscades, opérations tactiques.

SECTION V

UTILISATION DE FAUX NAVIRES DE GUERRE (28)

S. C. Squadron, Special Coastal Squadron, mais aussi *Scare Crow Squadron*, autrement dit : « *Escadre des Epouvantails* », telle était l'appellation humoristique donnée par la Marine anglaise à cette escadre fantôme qui apparut, fin 1914, dans les eaux d'Ecosse et d'Irlande. L'idée était née dans le cerveau de Winston CHURCHILL, alors Premier Lord de l'Amirauté : « Il est indispensable de construire sans délai, écrivait-il en octobre 1914, une flotte de faux bâtiments de ligne ; il faut choisir immédiatement 10 navires marchands, et leur donner la silhouette

(28) *La Revue Maritime*, Octobre 1937, H. Le Masson, *L'escadre des Epouvantails*, page 487.

d'unité des 1^{re} et 2^e escadres ». C'est ainsi que 13 bateaux furent transformés extérieurement en 13 cuirassés bis, et cela pour contrebalancer les cuirassés anglais véritables qui étaient, soit en refonte, soit à la poursuite de Von SPEE, soit comme l'« *Audacious* », qui avait été coulé. On pensait que les cuirassés fantômes tromperaient les espions allemands qui ne pourraient jamais les apercevoir que de loin. Accessoirement on espérait qu'ils pourraient jouer le rôle d'appâts et faciliteraient l'exécution de projets d'embuscades dans lesquelles on essaierait d'attirer la « *Hoch See Flotte* ».

De fait, l'amiral JELlicoe a raconté dans ses souvenirs, comment en août 1915, l'un des pseudo-cuirassés appareilla de Scapa Flow pour Rosyth, donnant de la bande, visiblement désespéré, dans l'espoir qu'un U-boat tenterait de l'attaquer et deviendrait, à son tour, une proie facile pour les deux torpilleurs d'escorte.

Au printemps 1915, le n° 12, qui avait emprunté la silhouette du croiseur de bataille « *Queen Mary* » fut envoyé croiser au large de New-York. Le lendemain de son arrivée dans les eaux américaines, le commandant du croiseur auxiliaire allemand « *Kronprinz Wilhelm* », entré quelques jours plus tôt à Newport News, après une croisière de 9 mois, prit la décision de laisser interner son bâtiment, alors que la veille il s'apprêtait à appareiller pour rejoindre au large un charbonnier allemand.

Quatre autres furent envoyés en Méditerranée : c'étaient les pseudo « *Tiger* », « *Inflexible* », « *Orion* » « *Collingwood* ». Le « *Tiger* », approché de trop près

en Mer Egée, par un cargo neutre et qu'il n'arrivait pas à semer, par suite de son manque de vitesse, dut menacer ce curieux d'ouvrir le feu sur lui pour l'obliger à s'éloigner, et effectivement, lui envoya quelques obus de son unique vrai canon : une redoutable pièce de 47 mm.

Plusieurs fois, la Division fantôme des Dardanelles se montra à l'horizon pour décourager les Turcs, alors que les vrais bâtiments de guerre opéraient ailleurs. C'est au cours de l'une de ces « opérations », que disparut le n° 14, réplique du « *Tiger* », qui fut torpillé le 30 mai à 20 h. 10, par le sous-marin allemand qui venait de couler les vieux cuirassés « *Majestic* » et « *Triumph* ». Ce n'est que grâce à la nuit que le sous-marin crut avoir coulé un véritable cuirassé, car sans cela il aurait vu flotter sur les flots, comme des fétus de paille, les grosses pièces de 386 mm.

SECTION VI

RUSE CONSISTANT A DRESSER DEUX NAVIRES DE MÊME NATIONALITÉ L'UN CONTRE L'AUTRE

L'emploi d'une telle ruse est assez discutable, elle a été néanmoins plusieurs fois employée, en particulier dans les combats de nuit, par l'imitation des signaux de l'ennemi.

C'est ainsi que le 6 juillet 1801, l'amiral anglais SAUMAREZ, pour venger sa récente défaite d'Algésiras, suivait l'escadre franco-espagnole, l'obscurité était profonde et quelque désordre se mit alors dans les navires espagnols ; des signaux de reconnaissance

furent échangés et sans doute gardés trop longtemps en haut des mâts. Un éclaireur ennemi, la frégate « *Thames* » qui observait d'assez près les Alliés, sut distinguer la disposition, le nombre, la couleur des fanaux, et en rendit compte à son amiral, qui enjoignit au « *Superbe* », excellent marcheur, de forcer ses voiles et d'attaquer notre arrière-garde après avoir allumé des feux semblables et en même nombre, tous ses autres feux éteints ; le « *Superbe* » put ainsi approcher et passant entre deux vaisseaux espagnols à trois ponts : le « *Real-Carlos* » et la « *Sainte-Herménégilde* », leur lâcha brusquement ses deux bordées, de telle façon qu'il fit croire à la « *Sainte-Herménégilde* » en l'attaquant, que le « *Real-Carlos* » était la tête de la colonne anglaise, entraînant ainsi une erreur des deux équipages espagnols qui se prirent mutuellement pour ennemis et se combattirent à outrance jusqu'à ce qu'enfin, incendiés, ils sautèrent tous les deux. L'amiral anglais SAUMAREZ s'était cruellement vengé (29).

SECTION VII

RUSE CONSISTANT A SIMULER UN COMBAT ENTRE DEUX NAVIRES AMIS

Cette ruse, pleinement licite, est d'un emploi peu courant. DE LA RONCIÈRE, dans son *Histoire de la Marine Française* (30), en cite un exemple :

(29) De Loménie, *Le Correspondant*, op. cité. Thiers, *Histoire de l'Empire*, tome II, page 311.

(30) Op. cité, page 272 du tome VI.

« En 1696, d'IBERVILLE qui venait de faire campagne en Acadie, en compagnie d'un capitaine familier comme lui aux stratagèmes de la guerre de course, nommé DENYS DE BONNAVENTURE, mit son navire « *Le Profond* », en « façon de prise » ; attirés par nos salves, les Anglais s'approchent pour le recouvrer. Dès qu'ils sont à portée, nos deux capitaines tombent sur eux, et le « *Newport* » de 24 canons, se rend, s'étant laissé prendre au piège ».

CHAPITRE VI

APPLICATION DE MAUVAISE FOI DES INSTRUCTIONS REÇUES

Nous avons vu au cours de cet ouvrage, que les divers pays, donnent à leurs Commandants de forces navales, des Instructions pour le temps de guerre, Instructions qui tiennent compte des accords internationaux intervenus.

Nous nous proposons de montrer dans ce chapitre, comment, dans quelques cas, ces Instructions ont été tournées, avec astuce, dans leurs applications par les Commandants des Unités.

Cette astuce dans la ruse, n'est pas toujours empreinte de la bonne foi désirable, comme on peut s'en rendre compte.

« Lorsque les croiseurs cuirassés allemands (1), entrèrent le 21 septembre 1914 dans le port de Travanui, dans l'île française de Bora-Bora, située au nord-ouest de Tahiti, où ils complétèrent leur charbon le long du vapeur « *O. J. D. Ahlers* », ils étaient entrés sans pavillon. Lorsque le brigadier de gendarmerie, représentant local de la France monta à bord, deux officiers simulèrent une querelle en anglais ; croyant avoir affaire à des Alliés, le gendarme les ravitailla en nourriture fraîche ; ce n'est qu'au départ des îles,

(1) Raeder, *Der Kreuzerkrieg*, page 177, tome I.

que les navires allemands hissèrent leurs couleurs ». Ce qui était contraire aux Instructions allemandes.

LAUTERBACH, officier de prises de l'*Emden*, rapporte de son côté (2) : « Nous rencontrâmes le « *SS Indus* », il lui fut ordonné de stopper, l'*Emden* n'avait pas ses couleurs, et quand mon embarcation approcha du bord, je pus voir, à la façon de se comporter de l'équipage, qu'on nous avait pris pour des Anglais, notre fausse cheminée faisant son effet. »

Or d'après le *Code des Prises de 1914, part. VI, art. 82* : « Si le commandant désire arrêter un navire, il doit ordonner à celui-ci de s'arrêter, au moyen des signaux et en actionnant la sirène ; au plus tard simultanément avec ce signal, le pavillon et la flamme doivent être hissés. La nuit le pavillon doit être éclairé ».

Plus tard, comme commandant des bateaux-pièges de la Baltique, LAUTERBACH raconte que (page 215) : « Nous hissâmes notre pavillon de guerre en tête du mât. Il était si sale que les Anglais ne pouvaient le reconnaître : en temps de guerre, propre ou sale, un pavillon est un pavillon ».

D'autres fois les Anglais mettaient une pierre, pour empêcher que le vent ne le déploie.

Lorsque le bateau-hôpital « *Vperiod* » fut coulé par un sous-marin ennemi, on répondit qu'on n'avait pas vu ses insignes, alors que ce bateau-hôpital était peint entièrement, suivant les prescriptions de Genève (3).

(2) Lauterbach, *Mes aventures*, page 41.

(3) Barbier, *Les navires hôpitaux et la guerre de 1914-1918*, p. 88.

L'Amiral français FORGET, rapporte que le croiseur auxiliaire français « *Indien* », qui était camouflé arborait « un pavillon tout petit et tout décoloré, et que la flamme de guerre était enroulée, par hasard, à la tête du mât (4). »

« Un vapeur anglais ayant demandé par signaux à l'« *Ayesha* » (5) « Qui êtes-vous ? », nous n'avions aucun signal distinctif, aussi nous prîmes quatre pavillons quelconques, nous les amarrâmes l'un au dessous de l'autre, fîmes un nœud dans les deux supérieurs pour qu'on ne put reconnaître ce qu'ils voulaient dire, et hissâmes le tout de façon à ce que le signal fut à moitié caché par la voile ».

Ces ruses sont licites quand elles ne sont pas accomplies dans le combat, mais dans la période préparatoire au combat, sinon, elles ne le sont pas, et c'est le cas de celle-ci, rapportée par son auteur même, le lieutenant de vaisseau SPIESS (6) : « L'*U. 9* s'avança au milieu du groupe de bateaux de pêche comme un sous-marin anglais assurant un service de contrôle, nous n'avions pas arboré de pavillon ; nous tirions un coup de semonce pour faire partir l'équipage ; les mouvements de canots qui se produisaient ensuite n'attiraient pas spécialement l'attention, on pouvait en effet croire que nous achetions du poisson,

(4) Forget (Amiral), *En action à la mer*, page 44.

(5) Mücke, *L'équipage de l'Ayesha*, page 72.

(6) Spiess, *op. cit.*, page 83.

le bateau s'enfonçait si lentement que déjà nous faisions une autre victime quand la précédente s'abîmait dans les flots. Ce procédé s'avéra excellent »

On trouvera d'autres exemples de la non-application des règles posées par les Instructions officielles allemandes, par les officiers allemands, dans le livre de W. GARNER (7).

Mais ces perfidies ne furent pas toujours de règle, et c'est ainsi que le comte DE LÜCKNER qui s'était échappé, avec quelques hommes rescapés de son bateau, montait avec eux, en civil (leurs uniformes et armes dans des sacs) sur un voilier dans le Pacifique (8), quand ils rencontrèrent une patrouille de quatre hommes non armés et d'un officier anglais porteur d'un pistolet, qui arrivait incidemment, et ils n'eurent pas le temps de revêtir leurs uniformes pour combattre : « Officiers et marins de la Marine Impériale, surpris en civil, que pouvions-nous faire ? L'honneur est là qui nous empêche de nous conduire en franc tireurs. Un homme civil ne peut s'attaquer à un uniforme. Et pourtant nous avions fusils et mitrailleuse ».

Cela montre que l'honneur peut être suffisant parfois, pour empêcher des combattants de franchir le fossé qui sépare la ruse licite, de la perfidie interdite.

(7) W. Garner, *The german war code*, pages 30 et ss.

(8) Lückner, *op. cité*, page 200.

CHAPITRE VII

QUELQUES RUSES DIVERSES

Il a toujours été difficile, pour ne pas dire impossible, de classer les ruses d'une façon simple et logique, nous avons expliqué pourquoi plus haut. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas pu faire rentrer certaines d'entre elles dans la classification des chapitres précédents ; ce sont ces dernières que nous allons étudier maintenant.

Lors d'un combat livré le 17 août 1555 (1) près de Douvres, et où vaincus par le nombre, une partie des brugeois durent se rendre aux dieppois, afin d'amener les vainqueurs et de donner aux hourques qui suivaient le temps d'arriver à leur secours, les prisonniers avaient répandu sur les tillacs des sacs de réales et de perles. Le stratagème réussit : nombre de matelots s'attardaient à butiner sur les prises au moment où la réserve ennemie arriva.

Au combat d'Ouessant (2), livré le 22 février 1640, un terreneuvier, la « *Sainte-Hélène* », est déjà amariné, quand une soudaine voie d'eau fait quitter le bord aux vainqueurs, dupes d'une ruse de guerre : eux partis, l'équipage malouin pansa sa fausse blessure.

Isolé par l'ouragan, le Chevalier PAUL (3), sur

(1) De la Roncière, *op. cité*, tome III, page 499.

(2) De la Roncière, *op. cité*, tome V, page 57.

(3) De la Roncière, *op. cité*, tome V, page 257.

l' « *Hercule* », fut soudain cerné par 25 navires du capoudan de Tunis, en 1660. Résolu de mourir plutôt que de se rendre, PAUL lutta un jour entier en virant bord sur bord, pour dérouter ses adversaires. La nuit venue, il laissa aller à vau-le-vent une mauvaise chaloupe avec un fanal allumé, que les Barbaresques pourchassèrent, tandis qu'il s'éloignait tranquillement à contre bord.

Une ruse d'un tout autre genre est rapportée par Thiers, dans son *Histoire de la Révolution Française* (4) :

« En 1799, lors de l'expédition d'Egypte, BONAPARTE s'avança sur Saint-Jean-d'Acre qui était la seule place qui pouvait encore l'arrêter. Il comptait sur l'appui de l'artillerie de siège venant par mer d'Alexandrie pour ouvrir la tranchée d'assaut, mais l'amiral anglais SYDNEY SMITH l'avait enlevée en mer. BONAPARTE n'avait pour toute artillerie de siège et de campagne qu'une caronade de 32, quatre pièces de 12, huit obusiers et une trentaine de pièces de 4 ; mais il manquait de boulets, et il imagina le stratagème suivant pour s'en procurer : on faisait paraître sur la plage quelques cavaliers ; à cette vue SYDNEY-SMITH faisait un feu roulant de toutes ses batteries et les soldats, auxquels on donnait cinq sous par boulet, allaient les ramasser au milieu de la canonade et des rires universels ».

Dans la guerre moderne on pouvait prévoir, comme l'avait fait DE LOMÉNIE en 1905, que lors des

(4) Thiers, *op. cité*, tome II, page 760.

ravitaillements dans les eaux neutres, ou même dans les ports de son propre pays, des bombes à retardement soient cachées dans l'approvisionnement. C'est ce qui se passa aux Etats-Unis, quand dans la guerre mondiale les Allemands introduisirent à bord des navires allant ravitailler l'Europe, des machines infernales qui explosaient en pleine mer.

L'emploi de tels moyens est à condamner, car ils font des victimes innocentes à bord des navires de commerce. Une telle ruse serait licite contre un navire de guerre et l'exemple suivant montrera les possibilités que l'on peut tirer d'une telle ruse :

« Le commandant de l'*U. 151* coule un navire chargé de 1.000 tonnes de dynamite. S'il avait été suffisamment près, comme c'était l'habitude, il aurait coulé alors qu'il lançait de près deux obus pour faire couler ledit navire (le bateau italien « *Caprera* »).

Il y aurait là un piège possible contre les sous-marins.

CHAPITRE VIII

L'ESPIONNAGE ET SES RAPPORTS AVEC LA RUSE

L'espionnage ne rentre pas dans le cadre de cette étude. C'est un des moyens de guerre qui sont employés, comme la ruse, pour arriver à vaincre l'ennemi. Mais il n'y a pas une barrière infranchissable entre ces deux procédés, et si l'espionnage n'est pas une ruse, la ruse concourt souvent à l'exécution de l'espionnage, et c'est précisément ce point que nous allons examiner.

L'espionnage consiste à se procurer des renseignements sur l'ennemi, et souvent la ruse est nécessaire pour arriver à ce résultat. DUDLEY FIELD (1), dans son « *Projet de Code International* » définit ainsi l'espion : — 768 — : « On appelle espions, les personnes qui, sous un déguisement, ou au moyen de quelque autre ruse, circulent pacifiquement parmi les ennemis pour découvrir leur situation ».

M. BASDEVANT rappelle (2) qu'à la veille de la bataille de Lissa, un officier italien circula à petite distance des défenses autrichiennes sur un navire portant pavillon anglais. La défense aurait dû visiter ce navire et traiter cet officier comme espion.

De même en 1854, le « *Fury* », devant Sébastopol, avait pris le pavillon autrichien pour observer de plus près les abords de ce port de guerre ennemi (3).

(1) Dudley Field, *Projet de Code International*, page 576, art. 767.

(2) *Op. cité.*

(3) Pistoye et Duverdy, *Traité des Prises Maritimes*, tome I, page 232.

Le *Journal de Saint-Pétersbourg* des 15-27 juin 1855, rapporte le fait suivant qui s'est passé, au moment de l'expédition franco-anglaise contre KERTCH :

« La Marine Anglaise paraît avoir adopté pour principe que tout moyen est bon pour arriver au but qu'elle se propose d'atteindre. Nos lecteurs pourront en juger par l'article suivant que nous tirons du *Times* du 29 mai 1855 :

« Il est difficile de s'expliquer pourquoi cette expédition contre KERTCH et IÉNIKALÉ n'a pas été entreprise plus tôt par l'amiral LYONS et l'amiral BRUAT. Il est vrai que les sondages n'avaient pas été faits encore, et la manière dont on s'y est pris pour les effectuer est assez curieuse : Un de nos croiseurs captura, il y a quelque temps, un bâtiment russe, qui avait à bord une voiture appartenant au gouverneur de KERTCH. Fort de cette garantie matérielle, notre commandant expédia au Gouverneur russe un message pour lui dire en termes polis que le croiseur anglais ne voulait pas le dépouiller de sa propriété privée et qu'il serait charmé de pouvoir lui restituer la voiture. Cette proposition fut acceptée, et les bateaux du croiseur anglais entrèrent dans la baie de KERTCH, ayant à bord la voiture, et faisant des sondages le long de la route. Par ce moyen, il fut reconnu qu'il y avait un passage pour de petits bateaux à vapeur, jusqu'à une petite distance de la côte et c'est ainsi que la voiture du gouverneur anglais a servi de sillon à la flotte britannique ».

Cette ruse n'est pas une de celles que l'on doit donner en exemple, car les Anglais ont profité du pavillon blanc pour faire des sondages, ce qui n'était pas directement un acte de guerre, mais ce qui est d'une honorabilité contestable.

Lors de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, les Japonais saisirent plusieurs navires neutres munis de la T. S. F., pour la raison qu'ils faisaient de l'espionnage au profit des Russes, et se servaient ainsi d'une ruse illicite, puisqu'ils profitaient de leur caractère de Neutres, pour faire un acte d'assistance hostile.

Voici d'ailleurs comment les faits se sont passés, tels qu'ils sont rapportés par M. LEROUX (4) :

« Un américain, MACDEMIDT, directeur du « *Che Foo Daily News* », affréta au début de février 1905, le vapeur allemand « *Industrie* », dans le but avoué de collectionner pour son journal les nouvelles relatives à la guerre maritime. Le 12 mars, il faisait route pour reconnaître au mouillage de Chin-Haï les forces japonaises, lorsqu'il fut arrêté à la hauteur de l'île Kadock, par le « *Kasuga* ». Pour prononcer la condamnation de l'« *Industrie* », les Cours japonaises s'appuyèrent sur le fait que les escadres japonaises, maîtresses des eaux en Extrême-Orient, tenaient seules la mer en ce moment, et que dès lors, les reportages ne pouvaient révéler que leurs seuls mouvements ; de plus, disaient-elles, le « *Che Foo Daily News* » est un petit journal, créé au début de la guerre et ne possédant pas des fonds suffisants

(4) Charles Leroux, *Le droit international pendant la guerre russo-japonaise*, page XXX.

pour fréter un vapeur : du fait que cette publication n'enregistre que des nouvelles nuisibles aux japonais, et contient des articles injurieux pour eux, on peut conclure que le journal est à la solde de la Russie ».

Perfectionnant ses moyens d'information, le reportage fit en 1904, usage d'un procédé nouveau pour la transmission des dépêches et l'« *Haïmun* » par exemple possédait un poste de T. S. F. Les Russes songèrent aussitôt à se prémunir contre ce nouveau danger, et le 15 avril, l'amiral ALEXEIEFF publiait l'ordre suivant :

« Les navires neutres ayant à bord des correspondants, pouvant communiquer à l'ennemi les nouvelles, au moyen d'appareils perfectionnés... seront arrêtés s'ils se trouvent au large du Kouang-Toung ou dans la zone d'opération de la flotte russe. Les correspondants seront traités en espions, et les navires munis desdits appareils seront saisis comme prises légales ».

Tels sont les rapports de la ruse et de l'espionnage ; il était nécessaire qu'ils fussent mentionnés.

CHAPITRE IX

LA RUSE DANS L'AVIATION MARITIME

L'embarquement à bord des navires de ligne, des croiseurs, des porte-avions et aussi parfois des sous-marins, d'aéronefs, ouvre une possibilité nouvelle dans l'emploi de la ruse dans la guerre sur mer. L'aviation est une chose toute nouvelle, mais la ruse, là comme ailleurs, y a déjà profondément marqué sa place.

L'aviation maritime comprend donc, l'aviation embarquée, ainsi que les saucisses remorquées par les navires de guerre. Il faut y joindre l'aviation de coopération, stationnée à terre (hydravions et appareils terrestres), mais qui se bat en mer.

Il convient tout d'abord de rappeler que certaines règles, applicables à la guerre sur mer, ne le sont pas dans la guerre aérienne. C'est ainsi que l'emploi de faux pavillons, qui est licite, avant le combat, dans la guerre sur mer, est formellement interdit dans la guerre aérienne (1).

SPAIGHT l'explique de la façon suivante (2) : « L'interdiction de l'usage de fausses cocardes fut établi d'abord, par les accusations que chaque belligérant faisait contre son adversaire contre un tel usage de la part de ce dernier, et deuxièmement par

(1) Guichard, *Cours de Droit international public de la mer ; professé aux Sc. Po. en 1937*. Fauchille, *op. cité*, page 614.

(2) Spaight, *Air power and war rights*, page 68.

les démentis formels et indignés d'avoir fait usage eux-mêmes d'un tel procédé. Il n'y a pas, dans aucun texte officiel, quoi que ce soit contre l'emploi d'un tel stratagème, si ce n'est que, d'après les usages maritimes, les fausses marques et couleurs sont permises avant que soit tiré le premier coup, et non plus après. L'aviation française, aux dires d'un officier américain, s'est toujours inspirée des lois navales suivant lesquelles les avions pouvaient porter de fausses couleurs tant qu'ils croisaient, mais jamais lorsqu'ils attaquaient l'ennemi. Cette pratique trouve son fondement et sa corroboration dans les écrits des autres aviateurs et experts. Cependant il est difficile de réaliser comment cette pratique maritime peut s'employer dans l'aviation, car changer les cocardes de nationalité d'un avion, peintes sur les deux faces des ailes, et cela en plein vol, semble bien irréalisable ».

Donc, à part, l'emploi de fausses cocardes, qui est interdit (nous étudions dans la troisième partie les projets de réforme des lois de la guerre aérienne), les ruses sont licites dans la guerre aérienne, et nous allons examiner quelques unes d'entre elles, pratiquées dans la dernière guerre, soit au-dessus de la mer, soit aussi au-dessus de la terre, car dans ces derniers cas, une ruse similaire de l'aviation maritime est toujours possible.

La ruse la plus pratiquée en avion lors des combats aériens est celle qui consiste à faire le mort et à tomber en feuille morte, lorsque le pilote a des ennemis en trop grand nombre ; ou que ses mitrailleuses

ne fonctionnent plus, ou enfin lorsque sa machine ne lui obéit plus.

« Non seulement le fait de simuler une chute est licite, mais même c'est une ruse licite que de simuler le feu dans son appareil au moyen de fumée produite par un appareil fumigène installé à bord » (3).

La ruse consistant à tomber en feuille morte fut aussi employée quelques fois au moyen d'un avion-appât qui, en tombant de la sorte, incitait un appareil ennemi à le suivre dans sa chute et à conduire ce dernier à une patrouille de chasse, et que l'ennemi, poursuivant l'avion-appât n'a pas vu du fait que son attention était concentrée sur l'avion qu'il poursuivait. « De telles ruses sont parfaitement licites, surtout si elles ont pour but d'attaquer ou de reprendre le combat interrompu » (4).

Il n'en est pas de même des trahisures qui consistent à tomber en feuille morte et à simuler la mort pour profiter ensuite, de ce que votre ennemi s'approche, croyant tout danger écarté, et là, de le fusiller à bout portant. L'aviateur ne doit pas, en effet, feindre la mort : il peut simuler le fait que sa machine n'est plus en son contrôle, ce qui est autre chose. Mais, en aucun cas, même s'il fait le mort, il est très difficile de dire si la ruse est illicite, parce que dans un combat aérien il n'existe aucune convention ou obligation morale, d'après laquelle l'attaquant doit cesser le feu sur un adversaire désarmé, comme cela est prévu dans un combat terrestre.

(3) Spaight, *op. cité*, page 121.

(4) Spaight, *op. cité*, chapitre XVI.

Voici un exemple d'une ruse illicite : si l'on croit une version de l'histoire, « un aviateur français, fut obligé d'atterrir pendant un combat avec un avion allemand. L'aviateur allemand se posa aussi à côté de lui. Le pilote français simula la mort, et quand le pilote allemand s'approcha, il le tua, et courant jusqu'à l'aviatik tua l'observateur. Le pilote français et son observateur, s'envolèrent ensuite alors jusqu'à leur camp, chacun dans un des deux avions » (4).

Voici, par contre, une ruse racontée par le Major BIDDLE, de l'aviation américaine, et qui semble être licite, parce que, bien que l'aviateur ait simulé la mort, il ne profita pas de la ruse pour attaquer ensuite: « Quand il atterrit, il laissa son moteur tourner lentement et le pilote se pencha en dehors de sa carlingue comme s'il avait été tué ; l'aviateur allemand, après avoir longuement tourné en rond autour de l'appareil, persuadé qu'il avait tué son adversaire, s'en retourna à son champ d'aviation atterrir ; mais dès qu'il eut disparu, le pilote allié reprit son vol et rentra dans ses lignes » (4).

Une autre ruse licite est le simulacre de combat que se livrent deux avions amis dans le but d'attirer un avion ennemi pensant venir assister un de ses camarades.

Une ruse des canonnières contre avion consistait, pour les Allemands, à tirer sur leurs propres avions, en prenant garde de ne pas les toucher, afin de persuader aux pilotes alliés, que les avions sous le feu allemand étaient des leurs, et qu'aucune machine allemande n'était dans le ciel ; ceci est parfaitement

licite, et rappelle la ruse de POLYCRATE DE SAMOS, qui, courant les mers de Grèce, regardait comme une ruse utile à ses desseins, de piller et ravager les amis aussi bien que les ennemis, le pis-aller étant de rendre ensuite ce qu'il avait pris à ses amis (5).

Un autre stratagème licite est celui employé par le lieutenant HAWKER (6) qui, poursuivi par un avion allemand, se servit d'un ballon captif allemand comme écran entre lui et son ennemi, pendant qu'il lâchait tranquillement ses bombes. Un tel stratagème est tout différent de celui qui consiste à tirer en se couvrant derrière un blessé ennemi. Les Allemands employèrent de faux ballons captifs pour amorcer les avions alliés et les attirer dans un barrage anti-aérien, préalablement réglé.

Une ruse qui peut servir de point de départ à d'autres du même genre, fut pratiquée par les anglais dans la vallée de la Struma, en Macédoine, en novembre 1917. L'as allemand VON ESCHEWEGE, exerçait sa grande activité contre les ballons captifs ; afin de le mettre hors de combat, un faux observateur, rempli de mélinite, fut placé à bord d'un ballon d'observation, et quand VON ESCHEWEGE l'attaqua, comme à l'ordinaire, la charge prit feu, et VON ESCHEWEGE et son appareil sautèrent ; cette ruse est licite (6).

Un autre stratagème, allemand, qui fut utilisé plusieurs fois, est ainsi raconté par un aviateur français : « Quand l'une de nos escadrilles rentrait de bombarder un point quelconque du territoire ennemi,

(5) Polyen, *Les ruses de guerre*, op. cité, tome I, page 29.

(6) Spaight, op. cité, chap. id.

un ou deux appareils, allemands, les attendaient, et quand ils passaient, les suivaient comme une ombre à faible distance. Une ou deux machines de plus ou de moins ne sont pas toujours remarquées et c'est ainsi que la ligne des postes d'écoute pouvait être traversée. Ce stratagème est parfaitement licite (6).

Souvent des ruses, qui prenaient la forme d'un carrousel aérien, furent faites simplement « pour distraire l'allemand », qui guettait les coups de sa propre artillerie antiaérienne, et l'on raconte qu'un pilote anglais, en retenant ainsi l'attention de l'infanterie ennemie (il pourrait en être de même pour les marins), permit à ses camarades de l'infanterie, de prendre une tranchée allemande dont les défenseurs ne voyaient pas l'attaque terrestre (6).

Le lieutenant allemand SIEGERT décrit une ruse des Alliés, qu'il dénonce comme illicite, bien que les Allemands semblent l'avoir aussi pratiquée: il raconte que le 15 février 1918, un avion français apparut au-dessus d'un aérodrome allemand et envoya le signal en morse pour l'atterrissage, signal habituel de l'escadrille allemande. Les troupes à terre, pensant que c'était un avion allemand, allumèrent toutes les lumières d'atterrissage, alors le pilote allié tira sur le terrain et jeta 6 bombes, tuant un officier et blessant plusieurs hommes (6). Est-ce qu'une telle ruse est légitime ? Nous pensons que oui, car ce n'est que l'utilisation des signaux ennemis de reconnaissance, et là, comme dans la guerre sur mer, cela doit être considéré comme licite, car l'avion ennemi considéré était un avion militaire, et comme l'aérodrome était uniquement militaire, les troupes de ce camp auraient

dû avant d'allumer, s'informer plus amplement ; rien ne pouvait affirmer que la machine était une des leurs ; et ils auraient dû penser, qu'avec la guerre, il était possible que le signal d'atterrissage fût découvert ; c'est donc une ruse licite.

On peut, par des proclamations lancées du haut des aéronefs faire parvenir de fausses nouvelles parmi les forces et sur le territoire de l'ennemi. Il a été fait fréquemment usage de ce moyen de guerre lors du conflit de 1914-1918. En 1918, en vue de dissiper les mensonges accumulés par les gouvernements ennemis, les Alliés lancèrent nombre de tracts et de brochures par avions : inquiets du résultat de cette propagande, l'Allemagne et l'Autriche Hongrie annoncèrent qu'elles considéraient ce fait comme « un crime contre l'Etat » et que tout aviateur ennemi qui jetterait de semblables manifestes, ou les porterait seulement avec lui, serait mis hors du droit international et puni de la mort par pendaison. Le gouvernement français répondit à ces menaces que, par mesure de représailles, il appliquerait dans la proportion du double, la même peine aux officiers allemands tombés entre ses mains, ce qui amena l'annulation des ordres donnés par les Empires Centraux (7).

Les Allemands placèrent de faux sous-marins dans la Mer du Nord, qui consistaient en mines flottantes, auxquelles on avait attaché un périscope en bois, ce qui devait faire croire aux aviateurs britanniques qu'ils avaient affaire à des sous-marins allemands et les inciter à jeter des bombes dessus (8).

(7) Fauchille, *op. cité*, page 614.

(8) Spaight, *op. cité*, *id.*

L'emploi de la ruse dans l'aviation maritime offre un champ d'action nouveau aux stratagèmes, et il est certain que dans les guerres futures, les ruses aériennes entraîneront un élargissement de l'emploi des ruses dans la guerre sur mer, ou plus exactement dans la guerre aéro-maritime.

CHAPITRE X

RUSES UTILISÉES PAR LES COMPAGNIES DE DÉBARQUEMENT

Les navires de guerre, transportent presque tous, ce qu'il est convenu d'appeler, une Compagnie de Débarquement, à effectif variable, suivant l'importance du bâtiment. Ces compagnies de débarquement ont pour objectif de gagner un point précis de la côte, en chaloupes, et débarquées là, d'occuper et de défendre un point déterminé de la terre.

Tant qu'elles sont embarquées dans les chaloupes les conduisant de leur bord à terre, elles sont régies par les lois de la guerre sur mer, mais dès qu'elles ont posé pied à terre, en vertu de l' « article 18 » du « chapitre 6 » des *Instructions françaises du 8 mars 1934*, sur l'application du droit international en temps de guerre : « *Si vous êtes conduit à opérer un débarquement et à poursuivre vos opérations à terre, vous observerez les prescriptions de la Convention IV de la Haye, concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre* ».

Nous n'étudierons pas les ruses pratiquées dans la guerre sur terre par les compagnies de débarquement, car cette étude nous entraînerait trop loin de notre sujet ; nous ferons remarquer seulement, qu'alors que l'utilisation d'un faux pavillon jusqu'à l'ouverture du combat est licite à la mer, à terre cela est absolument interdit, et condamné comme perfide,

même pour couvrir l'approche des troupes se rendant à une position de départ. En conséquence les Compagnies de débarquement n'auront pas le droit d'utiliser, dès qu'elles auront touché terre, une telle ruse.

TROISIÈME PARTIE

L'AVENIR DE LA RUSE
DANS LA GUERRE SUR MER
ET LES SANCTIONS POSSIBLES
CONTRE L'EMPLOI DES RUSES
RECONNUES ILLICITES

TROISIEME PARTIE

L'AVENIR DE LA RUSE DANS LA GUERRE SUR MER ET LES SANCTIONS POSSIBLES CONTRE L'EMPLOI DES RUSES RECONNUES ILLICITES

CHAPITRE PREMIER

L'AVENIR DE LA RUSE DANS LA GUERRE SUR MER

Tendance actuelle à la réglementation précise des lois de la guerre

Le droit des gens et la civilisation progressive ont posé des règles, faisant loi pour la plupart, pour tempérer la force ou réprimer ses excès ; il en faudrait aussi contre la ruse, du moins pour limiter les moyens admissibles dans un duel entre Nations, puisque se joignant à la force, elle lui assure presque toujours le succès qu'aurait pu obtenir l'adversaire. Mais ce sujet délicat présente de grandes difficultés pour les règles à poser, et pour leur observation ; car la ruse est un moyen habile et déguisé, souvent insaisissable, qui échappe facilement aux renseignements limitatifs des publicistes et aux prohibitions vaguement formulées, car ces conceptions sont variables, selon les temps, elles tiennent aussi au caractère du peuple qui les imagine et, pour différentes raisons, elles n'ont pas fixé l'attention de ceux

qui voulaient imposer des limites aux facultés des belligérants. Cependant il ne se peut pas que le Droit des Gens moderne, qui n'admet comme licite que la guerre civilisée, tolère n'importe quelles ruses, sans distinctions, ni exceptions ; qu'il soit indifférent à l'égard des moyens dolosifs et immoraux, quand même ils iраient jusqu'à la fraude caractérisée.

Aussi peut-on constater actuellement, une tendance très prononcée à la réglementation de plus en plus précise des lois de la guerre, chez les auteurs, dans les Conférences Internationales, et même dans les Instructions militaires des divers pays, qui comme les Instructions françaises de 1934, sont conçues d'une façon de plus en plus précise, prévoyant tous les cas possibles pouvant se présenter lors d'une guerre maritime.

Nous nous proposons d'examiner successivement les divers projets de réforme des lois de la guerre maritime quant à l'emploi de certaines ruses, et cela, par ordre chronologique.

*
**

DUDLEY FIELD publia, vers 1875, un « *projet de Code international* » (1) où il distinguait les stratagèmes licites et illicites, avec énumération de chacune des deux catégories :

« 763 : Les stratagèmes sont des pièges tendus à l'ennemi, ou des moyens employés pour le tromper.

(1) *Op. cité*, pages 575 et ss.

« 764 : *Stratagèmes illicites* :

« 1° Toute fausse communication, en parole, par signaux ou autrement, directement faite à l'ennemi » (ce projet de règle est plus rigoureux que celui en vigueur actuellement).

« 2° L'emploi de fausses couleurs ou de faux pavillons, de faux uniformes et de faux signaux de détresse..... de faux signaux, non adressés directement à l'ennemi, pourraient, peut-être, être considérés comme licites.

« 3° Le déguisement ou l'usage d'indices de neutralité ou d'inaction, dans le but de commettre des actes d'hostilité, en feignant des intentions pacifiques.

« 4° Tous autres actes de perfidie et de trahison.

« 765 : *Stratagèmes licites* :

« 1° Les fausses indications adressées à tout autre qu'à l'ennemi, bien qu'elles soient destinées à arriver à sa connaissance.

« 2° L'acceptation simulée d'une proposition infâme, et les fausses communications faites en réponse à une proposition de ce genre.

« 3° Les surprises opérées sans recourir à des déguisements ou à la trahison.

« 766 : *Usage de fausses couleurs, à la manière des pirates, etc.* :

« Les actes d'hostilités commis par un navire sous

un faux pavillon et ceux que l'on commet en se servant d'un navire neutre, de fausses couleurs, ou de faux signaux adressés à l'ennemi, sont des actes de piraterie.

« 767: *Définition de l'espion* :

« On appelle espions toutes les personnes qui, sous un déguisement ou au moyen de quelque autre ruse, circulent pacifiquement parmi les ennemis pour découvrir leur situation.

« 768 : *Emploi et châtiment des espions* :

« Il est légitime d'employer des espions, sans corrompre les fonctionnaires publics ou militaires, mais un espion peut être puni de mort, s'il est saisi au moment où il agit de cette manière, soit à l'aller, soit au retour ».

Ce projet de Code, prévoyait déjà des restrictions dans l'emploi des ruses pratiquées alors, ruses qui sont encore licites aujourd'hui.



En 1898, PILLET écrivit un long article, sur la nécessité de réforme du libre usage du pavillon en temps de guerre maritime (2).

Il disait notamment :

« Tout navire a une nationalité et un pavillon national. Il a le droit d'arborer ce pavillon, signe de reconnaissance et garantie de protection pour les

(2) Pillet, *Le libre usage du pavillon en temps de guerre maritime, nécessité de réforme*; Revue de droit international public, 1898, tome V, page 444.

marins qui le dirigent, mais aucun navire n'est obligé de naviguer sous ses véritables couleurs, même en temps de guerre. La pratique est ici très libérale, beaucoup trop libérale, comme nous le montrerons. Le navire de commerce fait ce qu'il veut : il n'est obligé d'arborer ses couleurs que lorsqu'il a intérêt à se faire connaître ou lorsqu'il demande à entrer dans un port étranger. Le vaisseau de guerre ne jouit pas d'une liberté moins grande. Il peut naviguer sous un pavillon qui n'est pas le sien, ou même sans pavillon, portant seulement la flamme de guerre, sans courir le risque d'être pour ce fait traité de pirate. Une seule règle lui est imposée, absolue, mais limitée : le navire de guerre doit se couvrir de son pavillon avant d'engager aucun acte d'hostilité, et il faut entendre par là tout acte ayant pour objet de causer à l'ennemi un dommage matériel et direct.

« Pendant longtemps cette coutume a pu être maintenue sans grands inconvénients ; tant que la vitesse des vaisseaux de ligne et des frégates a été faible, et leur tir à courte portée, aucune surprise fatale n'a été à craindre : un navire suspect était en vue bien longtemps avant qu'il pût être nuisible, on pouvait lui échapper , on avait le temps de se préparer au combat, et si à la faveur d'un faux pavillon un ennemi parvenait à lâcher sa première bordée au moment même où il se faisait connaître, on en était quitte, au pis aller pour quelques trous aussitôt réparés qu'aperçus et qui ne décidaient nullement de l'issue du combat (3).

(3) Pas toujours, voir l'affaire de la Sybille, page 96.

« Il en va autrement aujourd'hui et cette tolérance est devenue le principe d'un grave danger. Qu'arrive-t-il en effet ? Un navire belligérant aperçoit à quelques milles de distance un vaisseau armé naviguant sous pavillon neutre ou qui arbore ce pavillon sur la sommation qui lui est faite de montrer ses couleurs. La distance diminue entre les deux navires, puis lorsqu'elle est devenue celle d'une courte portée, le navire rencontré hisse son pavillon ennemi et envoie immédiatement une décharge qui peut, d'un seul coup, mettre hors de combat l'adversaire. Si au lieu d'un cuirassé ou d'un croiseur, il s'agit d'un torpilleur, le péril est plus grave encore, car ce dernier, sûr de pouvoir s'échapper grâce à sa vitesse, à toute tentative de poursuite, attendra pour montrer ses couleurs d'être à bonne distance de lancement d'une torpille. Le navire menacé n'aura peut-être pas même le temps d'échapper par la fuite à l'effet destructeur de cet engin. (4).

« Ainsi la latitude laissée quant à l'usage du pavillon peut aboutir à causer la perte d'un navire au moment même où il s'aperçoit qu'il est en présence d'un ennemi. Cette surprise n'est pas de celles que l'usage de la guerre peut autoriser. Sur un champ également ouvert aux belligérants et aux neutres comme l'est la pleine mer, il ne faut pas qu'une équivoque habilement entretenue, puisse aboutir à la perte d'un navire qui n'a eu d'autre tort que de respecter la valeur conventionnelle du signe sous lequel son adversaire s'est abrité. DE CUSSY dit à la vérité

(4) Les sous-marins n'étaient pas encore en service au moment où fut écrit cet article.

que ce stratagème n'est pas d'une guerre loyale et qu'un officier soucieux de son honneur (5) ne l'emploiera pas pour aborder impunément l'ennemi. Il n'est pas moins vrai cependant que la loi maritime internationale n'en interdit pas l'emploi, et que l'officier qui doit essayer de vaincre par tous les moyens licites, pourra se croire tenu d'y avoir recours dans une nécessité pressante ; son action sera correcte, et on ne pourra pas y répondre en usant de représailles.

« La règle est donc mauvaise, et on ne s'en étonne pas, si l'on songe à tous les changements qui se sont opérés dans l'art de la navigation depuis l'époque où elle a été reçue. On ne prévoyait alors ni sûreté de mouvements dus à l'emploi de la vapeur, ni les grandes vitesses qu'atteignent de nos jours croiseurs et torpilleurs, ni surtout que l'armement d'un vaisseau de guerre aurait toute la complication et toute la délicatesse d'un système d'horlogerie et qu'il suffirait d'un seul projectile placé à bonne distance pour mettre le plus gros navire hors de combat.

« Que ce fait se produise dans un combat ouvert entre deux marines inégales, cela n'a rien que de conforme à la loi de la guerre ; qu'il puisse résulter de la seule application des lois de la guerre, c'est ce que la raison se refuse à admettre. La loi de la guerre doit respecter les nécessités de la guerre, elle ne peut pas livrer un combattant à la discrétion d'un ennemi.

(5) Cet article a été écrit en 1898, et il est à remarquer que c'est dans la guerre de 1914-1918 que l'emploi du faux pavillon a atteint son apogée, comme ruse de guerre.

Il faut donc modifier la loi, mais comment ? Il est impossible d'exiger des navires de guerre belligérants qu'ils se présentent toujours et partout sous leur propre pavillon, et si l'impossibilité admettait des degrés, on pourrait dire que cela est plus impossible actuellement que jamais. Un navire de guerre marchant sous son propre pavillon sera toujours suivi à la trace. Il ne rencontrera pas un vaisseau quelconque sans que celui-ci ne signale immédiatement son passage, et il ne passera pas en vue d'un sémaphore ou d'un phare sans que celui-ci l'annonce à l'instant même à l'adversaire. Que deviendra alors la liberté du combattant, que deviendra l'art de la guerre maritime, cette ressource d'autant plus précieuse à l'humanité qu'elle est souvent la seule arme du faible contre le plus fort ?

« Les belligérants doivent observer leur liberté ancienne, mais les choses doivent être arrangées de telle façon que l'on mette un terme aux graves inconvénients que nous venons de signaler. Il semble qu'il serait assez facile de concilier ces deux nécessités. Il n'est pas besoin pour cela de bouleverser de fond en comble les usages maritimes, il suffirait d'adopter une règle nouvelle limitée dans ses effets aux circonstances par nous prévues. Les belligérants, comme les neutres, peuvent garder la liberté qu'ils ont eue jusqu'ici, de naviguer sous un pavillon quelconque, et même sans pavillon. Rien ne serait changé à la condition des navires de commerce ; seuls les bâtiments de guerre devraient subir une certaine diminution de leurs prérogatives. Il faudrait faire prévaloir ce principe qu'un navire de guerre belligérant

possède sur les eaux adjacentes une certaine zone de juridiction dans laquelle un autre navire de guerre ne peut entrer sans être obligé de se faire connaître.

« L'idée de concéder à un navire de guerre un certain empire sur les eaux qui l'entourent n'est pas une idée nouvelle. On la trouve dans HAUTEFEUILLE, dans DE CUSSY, dans PHILLIMORE, dans BLUNTSCHLI. Ces auteurs ne l'ont point imaginée en vue de l'objet que nous poursuivons ici, mais pour d'autres motifs qui varient avec leurs doctrines.

« C'est ainsi que DE CUSSY étendait autour du navire de guerre une sorte de zone pacifique allant jusqu'à la limite de la portée de ses canons, et admettait qu'un navire belligérant se réfugiant dans ce rayon y était à l'abri de la poursuite de son adversaire, comme s'il s'était réfugié dans les eaux territoriales du neutre dont ce navire portait le pavillon.

« Il faudrait reconnaître au navire de guerre belligérant une zone de mer adjacente suffisant à sa sauvegarde et dans laquelle aucun navire de guerre non reconnu ne pourrait pénétrer sans être considéré et traité comme ennemi. Le belligérant échapperait ainsi à la dure alternative de couler un neutre innocent de toute intention hostile, ou de voir un adversaire masqué s'approcher à une distance telle qu'au moment où il révélerait sa véritable identité, il serait impossible d'échapper à ses coups. La situation serait ainsi nettement déterminée et tout navire armé pénétrant, sans avoir justifié de sa nationalité neutre, dans cette zone de protection et de sécurité assumerait par là même les droits et les risques attachés

à la qualité de belligérant. Les combattants y gagneraient à combattre à visage découvert, les neutres vigilants y gagneraient aussi à ne pas être exposés à être pris par erreur pour des ennemis (6).

« Tels seraient les avantages de cette simple réforme. Aurait-elle des inconvénients ? Le seul que nous puissions apercevoir est dans l'obligation qui s'imposerait aux neutres de s'écarter quelque peu de leurs routes pour éviter de se trouver dans les limites de ce champ que nous réservons aux seuls combattants (7).

« Ajoutons qu'on ne pourrait même pas objecter à cette proposition d'établissement d'une zone de sécurité sa nouveauté. On se rappelle en effet que la Convention signée le 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins garantit au bâtiment occupé à la réparation du câble, une zone d'un mille de rayon dans laquelle il est interdit à tout autre navire de s'introduire (art. 5, parag. 2). Cette dérogation à la liberté des mers, adoptée dans un pur intérêt commercial ne justifie-t-elle pas l'extension de sa disposition à la protection des intérêts majeurs des belligérants dans une guerre maritime ?

« En supposant que cette idée puisse être acceptée, de quelle façon conviendrait-il d'en opérer la mise en œuvre ? Il faut d'abord déterminer l'étendue de cette

(6) C'est une application de cette idée qui a été faite, pendant le contrôle sur les côtes d'Espagne, en 1937, lorsqu'il a été interdit à tout aéronef de survoler les navires de guerre des patrouilles, sous peine d'être abattu sans avertissement.

(7) Cette règle serait difficilement applicable pour les sous-marins, dont toute la tactique consiste à s'approcher sans être aperçu.

zone de sécurité, et à ce point de vue, il est évident que deux mesures différentes devront être prises pour la nuit et le jour. Pendant le jour, un rayon de 3 milles marins pourrait être choisi ; il correspond à l'étendue généralement reconnue à la mer territoriale, et procure une sécurité bien suffisante. Chaque navire, marchant seul ou en escadre, serait ainsi le centre d'un cercle de neuf milles carrés environ, dans lequel aucun navire étranger ne pourrait pénétrer sans être réputé ennemi, à moins d'avoir été préalablement reconnu. La nuit, un espace moindre serait requis, l'espace d'un rayon d'un mille par exemple, et tout navire de guerre s'apercevant qu'il est plus proche devrait rétrograder jusqu'à la circonférence déterminée par ce rayon.

« Mais cela ne suffirait point encore, il faut de plus que le navire rencontré ne puisse se méprendre, ni sur la qualité du belligérant qu'il aperçoit, ni sur les intentions de celui-ci. De là, la nécessité de certains signaux : le premier devoir du belligérant sera d'affirmer sa qualité. Il le fera en hissant son pavillon, de même qu'il le hisse lorsqu'il arrête un navire de commerce. Puis il devra tirer le coup de semonce. Le coup de canon de semonce a jusqu'ici pour signification l'ordre donné au navire aperçu de s'arrêter pour attendre l'officier chargé de la visite ; dans notre cas on fait injonction au navire rencontré de s'éloigner et non pas de s'arrêter ; pour éviter toute méprise, il serait bon d'adopter un signal particulier et d'une signification précise.

« Le navire, objet de cette simple démonstration,

devrait tout d'abord gagner au plus vite la zone de sécurité ; une fois sorti de l'espace qui lui serait ainsi interdit, il aurait le choix de s'éloigner librement, ou de se faire connaître au cas où un motif quelconque l'obligerait à se rapprocher du navire de guerre belligérant. Faute de prendre sans délai l'un ou l'autre parti, il serait traité en combattant.

« Il est à peine besoin d'observer que ce nouveau régime ne concernerait que les seuls navires de guerre, et qu'il ne changerait rien aux rapports respectifs des navires belligérants et des bateaux de commerce.

« Une innovation de ce genre ne peut guère être attendue de l'action isolée des puissances maritimes.

« Il faut du temps à une coutume pour se former, et le danger que nous signalons est des plus pressants. Il faudrait réunir un Congrès International, comme celui de Paris de 1856... »

Et pourtant l'année suivante, en 1899, se réunissait à La Haye la Première Conférence de la Paix, suivie de nombreuses autres conférences sur les lois de la guerre, mais jamais ce projet ne fut même discuté, bien qu'il contienne une idée très intéressante sur la réglementation de l'emploi du faux pavillon par les bateaux de guerre. Peut-être qu'un jour ce projet ressortira de l'oubli...

*
**

Lors des discussions sur le *Code Naval des Etats-Unis de 1900* qui se déroulèrent à Washington en 1903,

il fut décidé que la suppression de l'article 7 : « interdisant l'utilisation du faux pavillon en cas de guerre sur mer » devait être retardée, jusqu'à ce qu'une entente internationale ou autre soit intervenue (8).

Au début de la guerre de 1914, l'utilisation des faux pavillons, sur une grande échelle, montra l'inconvénient de la règle qui tient pour licite la ruse de navigation sous faux pavillon. Aussi un mouvement d'idées hostiles à cette pratique s'est-elle manifestée et on proposa d'appliquer ici, comme sur terre, l'interdiction d'employer de faux pavillons. Cette tendance nouvelle est en progrès dans la Doctrine ; le *Manuel d'Oxford de l'Institut de Droit International Public*, de 1913 considère comme perfide l'usage du faux pavillon.

En Angleterre, en 1917, la Société GROTIUS a voté des recommandations sur le statut des sous-marins, portant notamment qu'un navire de guerre ne doit, en aucune circonstance, arborer un faux pavillon (9). La Société GROTIUS ajoute, dans ses recommandations, qu'il est défendu aux sous-marins et aux autres navires de guerre de se déguiser en navires de commerce. Sur ce point encore, sa recommandation dépasse le droit positif qui ne prohibe pas l'usage des bateaux-pièges. Le désir de la Société GROTIUS est de différencier très nettement à l'extérieur les navires de guerre des navires de commerce, afin de limiter l'action des sous-marins à l'attaque des premiers :

« *Recommandations du 18 Décembre 1917, 308, III^e Section :*

⁸ *Naval War College*, année 1904, pages 37 et 38.

⁹ *Revue Générale de Droit International Public*, 1919, page 169.

« 1° Un navire de guerre ne doit dans aucun cas arborer un faux pavillon ou de fausses couleurs. Le fait de ne pas arborer de pavillon ou les couleurs nationales, sera regardé comme un crime de guerre.

« 2° Il est défendu aux sous-marins et aux autres navires de guerre de se déguiser en navires de commerce. Les couleurs des navires de guerre de chaque nation devront être différentes et se distinguer nettement de celles de leurs navires de commerce. »

Les Etats-Unis, dans une note identique adressée à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne, sur le traitement des navires et du commerce des neutres par les belligérants, en date du 20 février 1915, proposaient que : « l'Allemagne et l'Angleterre tomberont d'accord sur :

« Chacun des deux gouvernements exigera de leurs navires marchands respectifs qu'ils n'utiliseront pas des pavillons neutres comme ruse de guerre ou pour se rendre méconnaissables. »

Cette note resta sans effet.

On aurait pu croire qu'immédiatement après guerre, à la *Conférence de Washington de 1921-1922*, sur la limitation des armements, on envisagerait de modifier les lois de la guerre ; il n'en fut rien, puisque le 3 février 1922 (10), la résolution suivante a été votée :

« Il n'entre pas dans les intentions des Puissances, en accord avec les conclusions de la Commission désignée pour étudier et faire un rapport sur les règles du

(10) *Naval War College*, 1921, *op. cité*, page 254.

droit international par rapport aux nouveaux moyens de guerre, que la commission doive reviser les règles de la guerre. »

Seules les fameuses résolutions Root furent votées, mais comme elles sont caduques maintenant, il n'est pas nécessaire d'en faire état.

Cependant, la Sous-Commission pour la réforme des lois de la guerre avait voté que (11) :

« ... 4° L'emploi par un aéronef belligérant des marques d'identité spéciales à un aéronef neutre est strictement interdit et prive l'aéronef et son personnel de la protection de la loi. »

La même année, en 1922, se réunit à La Haye une *Conférence pour la révision des lois de la guerre aérienne* (12), qui prit quelques décisions intéressantes pour montrer l'évolution actuelle des droits de la guerre aérienne et aéro-navale :

Les Etats-Unis proposèrent pour l'utilisation de la radio-télégraphie l'article suivant :

« ART. 8. — Il est défendu de pervertir les signaux
« de radio-télégraphie et les messages de détresse
« prescrits par les arrangements internationaux, à
« d'autres qu'à leurs normales et légitimes fins. Une
« violation de cette règle constitue un acte de per-
« fidie. »

Le rapport général de cette conférence est ainsi conçu, quant aux articles intéressant la ruse :

(11) *Conférence sur la limitation des armements de Washington, de 1922.*
page 317.

(12) *La guerre aérienne*, page 157.

« ART. 10 (13). — Le fait de détourner de leur
« usage normal et légitime les signaux de détresse et
« les messages de détresse radio-télégraphiques, pres-
« crits par les conventions internationales constitue
« une violation des lois de la guerre, qui engage la
« responsabilité personnelle de son auteur suivant le
« droit international.

« L'insertion de cet article est destinée à éviter que
« les signaux et messages de détresse ne puissent être
« employés comme ruse de guerre. Elle se justifie
« par des considérations d'honneur et d'humanité.
« Les personnes violant cette règle pourront être
« punies. »

Dans son rapport (14), la Sous-Commission sur les révisions des lois de la guerre aérienne, a voté que :

« L'usage des fausses marques extérieures est interdit, la violation de cette règle constitue un crime de guerre et sera punissable par un belligérant selon la gravité du fait et dans la mesure où il aura été porté atteinte aux droits et intérêts dudit belligérant. »

Les Etats-Unis avaient proposé l'article suivant (15) :

« L'emploi de fausses marques extérieures de
« nationalité est interdit ; les personnes appartenant
« aux forces belligérantes qui seront reconnues coupables d'avoir violé cette règle, seront passibles de
« la peine de mort. »

(13) *La guerre aérienne*, page 240.

(14) *La guerre aérienne*, page 37.

(15) *La guerre aérienne*, page 152.

Les Anglais avaient déposé le projet d'article suivant (16) :

« ART. 6. — Le fait d'usurper la qualité de neutre
« ou d'employer abusivement des insignes distinctifs
« dans le dessein de dissimuler le caractère d'un
« aéronef militaire belligérant, ou le fait de dissi-
« muler intentionnellement les insignes distinctifs
« d'un aéronef, dans le même dessein, ne sont pas
« considérés comme des ruses de guerre admises, et
« les équipages de ces aéronefs peuvent être traités
« comme des criminels de guerre. »

Une discussion s'engage dans le sein de la sous-commission sur le point de savoir s'il faut faire rentrer cette phrase dans l'article 19 (17) : « L'usage
« de fausses marques extérieures est interdit, la vio-
« lation de cette règle constituera *un crime de*
« *guerre.....* ». L'opinion s'étant manifestée en faveur de la suppression de toute référence aux mots « crime de guerre », la sous-commission passe outre, mais dans la délibération définitive, ces mots sont supprimés en séance plénière, l'article 19 étant définitivement conçu ainsi : « L'emploi de fausses marques est interdit » ; avec en note : « est ici visée la
« falsification des marques de nationalité ; mais non
« pas celle des simples signes distinctifs d'escadrilles
« ou autres qui servent à l'intérieur d'une force belli-
« gérante ».

On assiste donc à une sorte de levée de boucliers contre l'emploi d'un faux pavillon dans la guerre

(16) *La guerre aérienne*, page 159.

(17) *La guerre aérienne*, page 168.

navale et aéro-navale ; et jusqu'en Allemagne, un courant très net se dessine en faveur de l'interdiction d'une telle ruse. Le professeur allemand MARTINI a consacré à la question toute une étude (18) :

Pour lui, le navire de commerce armé est une conception bâtarde et juridiquement impossible. Mais l'Angleterre et les Etats-Unis ne sont pas près d'y renoncer, car la résistance armée du navire de commerce au sous-marin, au croiseur auxiliaire et à l'avion, a des chances de succès. MARTINI admet donc le navire marchand armé, mais il l'assimile aussitôt entièrement au navire de guerre, et du fait de cette assimilation complète, tous les problèmes soulevés par l'existence des bateaux-pièges sont résolus. Le sous-marin, par exemple, torpillera sans avertissement. On objectera sans doute que le bateau-piège arborera un pavillon neutre. Mais la réglementation nouvelle prévoit que le pavillon, en temps de guerre, perd toute valeur juridique : il ne constituera plus une présomption de nationalité à vérifier comme dans l'ancien droit. Le pavillon est remplacé par une couche de peinture qui couvre entièrement le navire de ses couleurs nationales. Une couche de peinture exige au moins quelques heures pour être grattée, et cette peinture devra être aussi apparente que possible, recouvrir non seulement le bord, mais encore tout le pont du navire, pour être visible aux avions. Les navires neutres devront être donc eux-mêmes de

(18) Dkt Martini, *Reformvorschläge zum Seekriegsrecht*, dans les *Völkerrechtsfragen*, cahier 39, pages 13 et ss.

véritables « *pavillons flottants* » (19). Le faux usage de cette peinture, l'usurpation d'autres couleurs que les siennes véritables exposent le délinquant à être traité comme pirate, c'est-à-dire à être traîné par n'importe quel Etat devant ses tribunaux. L'Etat dont les couleurs auraient été employées à tort, aurait un droit d'extradition vis-à-vis des autres Neutres. Neutres et belligérants exerceraient un contrôle rigoureux sur l'emploi de ces peintures ; des peines très sévères seraient prévues contre les délinquants appartenant à l'un des belligérants (peine de mort pour les officiers, réclusion pour les équipages et les passagers). La sévérité de la répression est nécessaire, car « *l'abolition de la fraude du pavillon est la base de toute protection future des neutres sur mer* ». Il serait même à souhaiter que les Neutres, pour empêcher le faux usage de leurs marques de souveraineté, formassent à nouveau une Ligue de Neutralité Armée.

Quiconque hisse le pavillon blanc se rend. S'il l'amène après l'avoir hissé, il ne peut rouvrir les hostilités que deux heures après l'avoir amené. L'abus du pavillon blanc, son usage pour attirer l'ennemi dans un piège, doivent être réprimés par des peines suffisamment sévères pour que leur crainte l'emporte même sur une assez grande probabilité de réussir par cet abus, à tromper l'ennemi. Le besoin de réglementation nouvelle se fait sentir, non seulement pour le sous-marin et pour l'avion, mais aussi pour le navire de guerre de surface ; en effet il y a, dans la guerre moderne, un très grand danger, pour tout navire, à

(19) En 1937, les navires de guerre assurant le contrôle en Espagne, et les bateaux de commerce, non espagnols, portent tous leurs couleurs peintes visiblement à l'avant et à l'arrière.

stopper. La visite d'un autre bâtiment, exigée par l'ancien droit, est devenue, de ce fait, impossible. La simple approche d'un navire de commerce peut être dangereuse pour un navire de guerre, s'il a affaire à un croiseur auxiliaire camouflé. Il faut donc qu'il ait le droit d'admettre de suite qu'il a affaire à un navire de guerre. Il n'aura à visiter la prise, que si celle-ci a hissé le pavillon blanc ou s'est révélée être un navire à but scientifique ou humanitaire.

Telle est, succinctement exposée, la théorie du Dk MARTINI.

D'ailleurs, si on assiste actuellement à un essai d'interdiction de l'emploi d'un faux pavillon pendant la guerre par les navires de guerre et même aussi par les navires de commerce, il n'en reste pas moins de nombreuses autres ruses de guerre dont il n'est pas question d'interdire l'usage.

C'est ainsi que le grand stratège français actuel, l'Amiral CASTEX, écrit dans ses *Théories Stratégiques*:

« Nos forces secondaires devront mener une offensive d'un caractère particulier, en agissant par diversions, elles pratiqueront le « *bluff à outrance* ». Dans le même ordre d'idées, à défaut de l'action des forces secondaires, on peut user de fausses nouvelles, faisant concevoir à l'ennemi des craintes imaginaires, et l'amenant à égarer sur une fausse piste d'importants moyens, rejetés ainsi hors circuit pendant le temps qui nous est nécessaire. Les diversions sont aussi indiquées. De même les fausses nouvelles, surtout si elles sont appuyées par de faux mouvements paraissant les

confirmer (20). La méthode est tellement classique, que beaucoup de personnes, au moment de l'affaire des Dardanelles, voyant l'abondance de détails donnés par la presse à ce sujet, ont sincèrement cru qu'il s'agissait là d'une feinte et que le coup véritable serait porté ailleurs (21). »

(20) Amiral Castex, *Théories stratégiques*, tome II, page 101.

(21) Amiral Castex, *Théories stratégiques*, tome IV, page 207.

CHAPITRE II

SANCTIONS POSSIBLES CONTRE L'EMPLOI DE RUSES RECONNUES ILLICITES. LEUR APPRÉCIATION

Tous ces projets de réformes ayant pour but d'allonger la liste des ruses reconnues illicites, ne peuvent prendre corps que si des sanctions efficaces viennent frapper les auteurs d'actes perfides. Mais où se trouve la sanction comme peine, avec garantie pour l'avenir ? La réprobation universelle ne suffit pas, à l'égard d'un peuple guerroyeur qui parle ou agit comme si la guerre autorisait toutes les ruses possibles, outre les abus de force. Un des drames de la guerre de 1914 a consisté dans l'ignorance où se trouvaient certains pays (et particulièrement les Etats-Unis et la Grande-Bretagne), d'une certaine conduite réaliste de la guerre telle que la comprenait l'école des « militaires » du continent. Les représentants les plus caractéristiques de cette école se recrutaient en Prusse, mais ils n'étaient pas pris au sérieux dans les pays sus-mentionnés, ni par les hommes d'Etat, ni par le simple public. La théorie à laquelle nous faisons allusion peut s'exposer ainsi :

« La guerre est un acte de violence, et un Etat n'étant tenu à aucune obligation morale ou autre envers un autre Etat, il n'y a point de raison d'imposer une limitation quelconque à la violence dans la guerre.

Tout acte, si barbare soit-il, peut être justifié par les considérations militaires. »

C'est ce que CLAUSEWITZ a écrit :

« La guerre est un acte de violence qui ne connaît pas de bornes..... Le droit international est un frein qui mérite à peine d'être mentionné. »

On peut lire dans la *Deutsche Juristenzeitung* (1) un article du Doktor VON CAMP, où il émet l'assertion suivante :

« Le principe suprême du droit civil, c'est l'observation de la bonne foi, il n'en est pas de même en droit international. Toute Nation a le devoir de se préserver elle-même. C'est sa suprême loi. Une Nation qui observerait un traité international contraire à son intérêt vital, commettrait contre elle-même le crime de haute trahison. »

Une semblable théorie est la négation du Droit des Gens.

Il faudrait donc exprimer dans une Convention Internationale, ou bien des commentaires faisant autorité, ou bien qu'une fraude telle que celle qui s'est produite fera encourir des responsabilités plus énergiques encore que la réprobation publique, qui n'est qu'une mesure dont se moque la Nation, disant, comme le cocher proverbial, que cela ne l'empêche pas de continuer sa marche.

Nous allons examiner quelques-uns des moyens de répression prévus qui ont été, soit appliqués, soit projetés.

(1) Citation empruntée à la *Law Quarter Review*, 1915, page 442.

L'arrêté du 22 mai 1803, reprenant les dispositions des Ordonnances antérieures, porte que tout capitaine de bâtiment qui n'aura pas arboré son pavillon avant de tirer à boulet sur un bâtiment chassé, sera privé « de tout produit de la prise », ce qui était bien le meilleur moyen de tempérer l'ardeur des capitaines des navires armés en course. L'article 34 du même arrêté prévoit que « tout capitaine convaincu d'avoir fait la course sous plusieurs pavillons sera, ainsi que ses auteurs et complices, poursuivi et jugé comme pirate ». Mais la guerre de course est abolie, et dans la guerre moderne, le produit des prises effectuées par les navires de guerre est généralement affecté à une Caisse d'Invalides de la Marine, comme c'est le cas en France.

Dans la guerre moderne, le seul intérêt qui pousse un belligérant est l'intérêt national, et l'intérêt pécuniaire n'y a plus aucune place.

Une mesure, prise pendant la guerre de 1914-1918, par le gouvernement hollandais pour interdire aux navires étrangers de se servir du pavillon néerlandais, pourrait avoir un effet assez efficace, bien qu'il ne soit possible que dans les eaux territoriales du pays du pavillon duquel on abuse :

« Tous les navires marchands étrangers qui, dans les ports hollandais, arboreront le drapeau hollandais ou employeront les marques d'identité internationales appartenant aux navires hollandais ou peindront sur une partie quelconque de leurs bâtiments des marques distinctives de nature à leur donner l'apparence de la nationalité hollandaise ou qui laisseront croire

qu'ils appartiennent à la nationalité hollandaise, seront l'objet de mesures qui empêcheront leur départ du territoire hollandais ou leur passage à travers les eaux territoriales hollandaises (2). »

La Société GROTIUS, à sa session de 1917, dans son projet de réforme, interdisant l'emploi d'un faux pavillon, dénommait « crime de guerre » un tel usage; et dans la Conférence tenue à La Haye en 1922 et 1923 pour la révision des lois de la guerre aérienne, plusieurs Etats, dont les Etats-Unis, demandaient qu'un tel usage soit puni de la peine de mort. On retrouve d'ailleurs chez M. MARTINI la même peine pour punir les officiers qui auraient employé de fausses couleurs peintes sur leurs navires de commerce.

La peine de mort est évidemment la plus grande sanction dont nous pouvons disposer. Mais sera-t-elle suffisante pour réprimer les abus, en particulier si l'on interdisait l'emploi d'un faux pavillon par les navires marchands en temps de guerre ? Nous ne le croyons pas. Porteur de son pavillon national, le navire marchand belligérant risque la destruction, et son équipage la mort ; porteur irrégulièrement des couleurs d'un Etat neutre, il ne saurait risquer davantage et il a, par contre, des chances plus grandes d'être épargné. Dans ces conditions, il n'hésitera pas, il passera sous couleurs neutres. De plus, l'expérience montre que les sanctions individuelles sont inopérantes parce que non appliquées (3). Enfin les sanc-

(2) La Haye, 13 mars 1915.

(3) Se reporter à ce qui a eu lieu en 1919 contre les officiers allemands coupables d'avoir violé les lois de la guerre. Ils furent tous acquittés ou grâciés après avoir subi une courte peine.

tions, quelles qu'elles soient, si on parvient jamais à les appliquer, ne feront pas reculer, en temps de guerre, les marins d'un pays qui se sentirait manquer des denrées nécessaires à la continuation de la lutte.

Un exemple frappant de ce genre de règle, assurée par des sanctions individuelles directes, est offert par les « *Résolutions Root* ». On avait voulu, en 1922, déclarer pirates et traiter comme tels, tous les agents, de quelque Puissance que ce fût, qui violeraient ces règles :

Traité de Washington, art. 3 :

« Les Puissances signataires, désireuses d'assurer
« l'exécution des lois d'humanité déjà reconnues et
« confirmées par elles relativement à l'attaque, à la
« saisie, et à la destruction des navires de commerce,
« déclarent en outre que tout individu au service de
« quelque puissance que ce soit, agissant ou non sur
« l'ordre d'un supérieur hiérarchique, qui violera l'une
« ou l'autre de ces dites règles, sera réputé avoir violé
« les lois de la guerre et sera susceptible d'être jugé
« et puni comme s'il avait commis un acte de pira-
« terie. Il pourra être mis en jugement devant les
« autorités civiles et militaires de toutes les puissances
« dans le ressort de l'autorité de laquelle il sera
« trouvé. »

Mais il est impossible d'assimiler le crime de guerre, consistant dans une violation des lois de la guerre, à un acte de piraterie, « car la piraterie offre ce caractère d'être un crime de droit commun. Ce n'est pas par définition un crime de guerre : il s'attache

à la piraterie un caractère infamant qui, quelque condamnable qu'il soit, n'est jamais mérité par le crime de guerre. En un mot, ce qui fait agir le pirate, ce sont les mauvais instincts, c'est le goût du meurtre, du pillage. Ce qui peut amener le crime de guerre, qui est sans doute un égarement absolument regrettable, ce peut être quand même le sentiment du dévouement à la Patrie ; les ordres peuvent être criminels ; la Nation qui développe ce plan de guerre doit être mise au ban de l'humanité ; mais, individuellement, les hommes qui obéissent à de tels ordres ne sont pas assimilables à des voleurs ni à des assassins : le pirate, c'est le brigand de grand chemin ; le criminel de guerre, c'est l'ennemi d'une nation. Le criminel de guerre est un homme égaré, qui, mû par un sentiment du devoir, agit sous le coup d'une déformation du patriotisme (4). »

On s'est d'ailleurs aperçu rapidement que les résolutions Root étaient juridiquement impossibles, et après huit ans de réflexions et de critiques cette règle a été passée sous silence au Traité de Londres de 1930.

(4) De La Pradelle, *La Mer*, page 617.

CONCLUSION

La ruse a toujours été l'âme de la guerre, et jamais on n'a songé à la prohiber sous ses formes si variées ; seules les ruses perfides sont interdites ; c'est à l'honneur des officiers qu'il faut s'en remettre pour le respect des lois de la guerre posées par la coutume et par les Conventions. Cette étude nous a montré qu'il est très rare que les officiers de Marine aient violé ces règles.

En définitive, une question se pose : l'armement moderne, le mot armement étant pris dans son sens le plus large, se prête-t-il mieux ou moins bien que l'ancien à l'emploi des stratagèmes et ruses de guerre ? Il semble qu'il s'y prête, à la fois, moins bien et mieux.

Moins bien, parce que cet armement devient de plus en plus scientifique, compliqué et surtout spécialisé. Or beaucoup de ruses supposent l'emploi d'engins de fortune. Il s'y prête mieux par contre, et même de ce côté-ci l'emporte, parce que le champ d'action de cet armement devient de plus en plus vaste, intéressant des éléments nouveaux, utilisant des forces naturelles, inconnues il y a peu d'années encore, et dont le génie des ruses et des embûches saura tirer parti, parce que surtout la production des engins de guerre se multiplie. Il est probable que dans l'avenir il y aura des corsaires déguisés ; il est donc nécessaire

d'avoir de nombreux croiseurs légers et des navires de commerce transformables pour pouvoir combattre les corsaires déguisés.

Dans cette lutte, les Etats qui ont à cœur la conservation de leur gloire, de leur crédit et de leur réputation, devront, en usant des ruses, des surprises et des stratagèmes en temps de guerre, veiller à ne pas manquer de loyauté, car, comme le disait PLAUTE :

« La ruse n'est plus la ruse si on ne la conduit finement ; c'est un piège où l'on périt dès qu'il est découvert. »

(*Les Captifs*, Acte II, Scène V, vers 427 et 428).

Vu :

LE PRÉSIDENT,

A. DE GEOUFFRE

DE LA PRADELLE.

Vu :

LE DOYEN

DE LA FACULTÉ DE DROIT :

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer,

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS :

ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- Annuaire de l'Institut de Droit International Public.* —
Années 1912 et 1913 ; tomes XXV et XXVI.
- ANZILOTTI. — *Cours de Droit International*, 3^e édition.
Sirey, Paris, 1929.
- ARCHIVES NATIONALES. — *Campagnes de 1783 : Antilles -
Amérique du Nord*, n° 265.
- ASTON (Major Général). — *Secret Service*. Payot, Paris,
1931.
- ATTLMAYR (Von). — *Das Internationale Seerecht : ein
Handbuch für den K. U. K. Seeoffizier*. Vienne,
1903.
- BARBEYRAC (Jean). — *Discours*. Amsterdam, 1724.
- BARBIER. — *Les navires hôpitaux et la guerre de 1914-
1918*. Thèse, Paris, 1919, chez Pedone.
- BARBOSA. — *Actes et Discours de la deuxième Conférence
de La Haye*. 1907.
- BASDEVANT. — *Cours de l'Ecole de Guerre Navale. 1931-
1933*. Service Historique du Ministère de la
Marine.
- BATY et MORGAN. — *War : its conduct and legal result*.
Murray, Londres, 1915.
- BELIME. — *Philosophie du droit*. 2^e édition, tome I, Paris,
1842.
- BELLON. — *La marine auxiliaire et ses principales appli-
cations*. Thèse, Paris ; Besnier, La Flèche, 1933.
- BELLI (Petrini). — *De Re Militari*.
- BERSTEN. — *Das Seekriegsrecht*.
- BLUNTCHLI. — *Le Droit International codifié* ; traduit
par Lardy. 3^e édition ; Guillaumin, Paris, 1881.
- BONET (Honoré). — *L'arbre des batailles*. 1380.
- BORDWELL. — *The law of war*. Callaghan, Chicago, 1908.

- BORDCHARD. — *The bibliography of international law*. Washington, 1913.
- BRENTANO (Frantz Funck). — *Les Brigands*. Hachette, Paris, 1922.
- BRY. — *Précis de droit international*. Larose, Paris, 1896.
- Bulletin International des Sociétés de la Croix-Rouge*. — 1915.
- BURLAMAQUI. — *Droit de la nature*. Janet, Paris, 1821.
- BYNKERSHOEK. — *Quoestiones juris publici*.
- CALVO. — *Droit International*. Tome III, 3^e édition. Paris, 1880.
- CAMPBELL (Amiral). — *Mes navires mystérieux*. Payot, Paris, 1932.
- CASTEX (Amiral). — *Théories stratégiques*, tomes II, IV, V. Société d'Editions géographiques, maritimes et coloniales, Paris, 1936.
- CAUCHY. — *Droit maritime international*, tome II. Guillaumin, Paris, 1880.
- CHACK (Paul). — *La guerre des croiseurs*. Chalamel, Paris, 1932.
- CHATTERTON. — *Les bateaux-pièges*. Payot, Paris, 1928.
— *Les coureurs de mers*. Payot, Paris, 1932.
- CLAUSEWITZ. — *Le droit des gens à la guerre*. Berlin.
- COBBETT. — *Cases on International Law*, tome II, 5^e édition. Londres, chez Sweet, 1937.
- CODE NAVAL DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE DE 1900. — *Naval war college*. 1903.
- CODE NAVAL DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE DE 1904.
- CODE NAVAL ALLEMAND DE 1915. — Traduit par Huberich et King, chez Baker, New-York, 1915.
- CODE NAVAL ALLEMAND DE NOVEMBRE 1916 (*Leitsatze des Handelskriegsrecht*). Berlin, Ministère de la Marine.

COMMISSION DES JURISTES POUR RÉVISER LES LOIS DE LA GUERRE AÉRIENNE. — La Haye, 1922-1923. Editions Internationales, Paris, 1930.

CONGRÈS DE PARIS de 1856.

CONFÉRENCE DE BRUXELLES de 1874, articles 4 et 14.

CONFÉRENCES DE LA HAYE de 1899 et 1907. *Documents diplomatiques*, Ministère des Affaires Etrangères. La Haye, 1899 et 1907.

CONFÉRENCE DE WASHINGTON, Volume II.

CUSSY (DE). — *Phases et causes célèbres du droit maritime des Nations*. Brockhaus, Leipzig, 1856.

DÉCLARATION DE SAINT-PÉTERSBOURG de 1868.

DÉCRET du 22 mai 1803.

DELAGE. — *La lutte sous-marine*. Paris, 1929.

DESPAGNET. — *Droit International Public*. Paris, Larose, 1894.

DUDLEY FIELD. — *Projet de Code International*. Traduit par Rolin. Pedone, Paris, 1881.

DUKACINSKI. — *Les règlements militaires des grandes Puissances, considérés au point de vue du Droit International Public*. Bordeaux, 1912.

DUPUIS. — *Le droit de la guerre maritime*, tomes I et II. Paris, 1907.

— *Le droit de la guerre maritime d'après les doctrines anglaises contemporaines*. Paris, 1899.

FARRER. — *Military manners and customs*. Chatto, Londres, 1885.

— *Military stratagems*. Chatto, Londres, 1886.

FATOUX. — *La guerre continentale, limitation des moyens de nuire*. Thèse, Paris, 1903.

FAUCHILLE. — *La guerre de 1914-1918, recueil de documents*, 3 volumes. Paris, 1921.

— *La guerre sous-marine*. Paris, 1923.

— *Traité de Droit International Public*, tome II : la Guerre. Paris, 1922.

- FELICE. — *Droit de la nature*, tome II.
- FIGORE. — *Droit International codifié*, traduit par Antoine, tome III. Durand et Pedone, Paris, 1885.
- FLASSAN. — *Histoire de la Diplomatie française*, tome VI. Crapelet, Paris, 1811.
- FOLARD (Chevalier). — *Commentaires sur Polybe*. Berlin, chez Decker, 1760.
- FORGET (Amiral). — *En action à la mer*. Payot, Paris, 1929.
- FRANKENSTEIN. — *Dissertatio de dolo in bellis licito*. 1721.
- FRÉDÉRIC LE GRAND. — *Œuvres*, tome XXVIII. Decker, Berlin, 1856.
- FRONTIN. — *Stratagematicon, sive de...*
- GARIEL (Commissaire de la Marine). — *La théorie allemande de Martini*. Thèse, Paris, chez Sirey, 1936.
- GARNER. — *Recent developments on International law*. Londres, 1920.
- *International law and the world war*. Londres, 1921.
- *The German war Code*. University of Illinois, 1918.
- GENET. — *Précis de Droit Maritime pour le temps de guerre*. Muller, Paris, 1937.
- GENTILIS. — *De dolo verborum*. — *De jure belli*.
- GROTIUS. — *De jure belli*, traduction par Barbeyrac, tome II. Amsterdam, 1724.
- GROTIUS. — (*Publications de la Société*).
- GUELLE (Colonel). — *Le droit de la guerre sur terre*. Pedone, Paris, 1884.
- GUICHARD (Capitaine de Corvette). — *Cours de Droit International Public de la Mer*, professé à l'Ecole Libre des Sciences Politiques en 1936-1937.
- HALL. — *The law of naval warfare*. Clarendon Press, Oxford, 1930.
- *A treatise on International law*, 7^e édition, Clarendon Press, Oxford, 1917.

HALLECK. — *International law of war*, 4^e Edition, tome I. Kegan Paul, Londres, 1908.

HATSCHECK (D^r Julius). — *Wörterbuch des Völkerrechts*. Berlin, 1924.

— *Völkerrecht als System rechtlich bedeutsamer staatsakte*. Leipzig, 1924.

HAUTEFEUILLE. — *Histoire des origines, des progrès et des variations du droit maritime international*. Paris, 1869.

— *Questions de droit maritime international*. Paris, 1870.

HEFFTER. — *Droit International de l'Europe*, traduit par Bergson. Cotillon, Berlin-Paris, 1873.

HERSHEY. — *The essentials of international public law and organisation*. New-York, 1927.

HOHENZOLLERN (Lieutenant de Vaisseau). — *L'Emden*. Payot, Paris, 1928.

HOLLAND. — *Naval Prize Law*. Londres, 1910.

HOUSE (Colonel). — *Papiers intimes*. Payot, Paris, 1927.

HYDE. — *International law chiefly as interpreted and applied by the U. S. A.*, tome II. Little Brown, Boston, 1922.

INSTRUCTIONS ADRESSÉES AUX DÉLÉGUÉS AMÉRICAINS AUX CONFÉRENCES DE LA HAYE ET LEUR RAPPORT OFFICIEL. Oxford, University Press, 1920.

INSTRUCTIONS DE 1863 POUR LES ARMÉES EN CAMPAGNE DES ETATS-UNIS.

INSTRUCTIONS FRANÇAISES du 17 mars 1696.

— — — du 18 juin 1704.

— — — du 2 prairial An XI.

— — — résult. de la loi du 10 avr. 1825.

— — — du 15 août 1851.

— — — de 1912.

— — — de 1914.

INSTRUCTIONS MINISTÉRIELLES FRANÇAISES du 16 mai 1917 sur l'utilisation des bateaux-pièges.

- INSTRUCTIONS FRANÇAISES sur l'application du droit international en temps de guerre, du 8 mars 1934.
- INSTRUCTIONS AUTRICHIENNES de 1864.
- INSTRUCTIONS ITALIENNES de juillet 1927.
- INSTRUCTIONS JAPONAISES de 1904.
- JOLY DE MÉZEROT (Lieutenant-Colonel d'Infanterie). — *Traité des stratagèmes permis à la guerre*. Metz, 1765.
- KEITH. — *Wheaton's elements of international law*. Stevens, Londres, 1929.
- KERGUELEN (Contre-Amiral). — *Histoire des événements des guerres maritimes entre la France et l'Angleterre depuis 1778 jusqu'en 1796*. Paris, 1796.
- KEYDEL. — *Das recht zum Kriege im Völkerrecht*. Leipzig, 1931.
- KLEEN. — *Les lois de la guerre*.
- KLUBER. — *Droit des Gens moderne de l'Europe*. Durand, Paris, 1861.
- KOPP (Officier télégraphiste). — *A bord du Gæben*.
- KUNTZ (Joseph). — *Kriegsrecht und Neutralitätsrecht*. Springer, Vienne, 1935.
- LA BRUYÈRE. — *La guerre sous-marine racontée par les Allemands*. Revue des Deux Mondes, mai 1934.
- LACOUR-GAYET. — *La Marine militaire de la France sous Louis XVI*. Champion, Paris, 1905.
- LA PRADELLE (DE). — *La Mer*, cours de doctorat de 1936-1937.
- LA RONCIÈRE (DE). — *Histoire de la Marine française*, tomes I à VI. Plon, Paris, 1935.
- LAURENS (Capitaine de vaisseau). — *La protection des navires de commerce*. Collection du Service Historique de la Marine.
- LAUTERBACH (Commandant). — *Mes aventures*. Payot, Paris, 1932.
- LAWRENCE. — *The principles of international law*, 4^e édition. Maximilian, Londres, 1911.

- LEBEAU. — *Nouveau Code des Prises*, tome I. Imprimerie de la République, Paris, An VII.
- LE FUR. — *Précis de Droit International Public*, 2^e Edition. Paris, 1933.
- LEROUX. — *Le Droit International pendant la guerre maritime russo-japonaise*. Paris, 1911.
- LEROY. — *La guerre maritime*. Bruxelles, 1900.
- LEVY (J.). — *Manuel des lois de la guerre maritime*. Gand, 1913.
- *Manuel des lois de la guerre maritime adopté à la session d'Oxford de 1913*. Pedone, Paris, 1914.
- LISTZ. — *Le Droit International*, traduction de M. Gidel. Pedone, Paris, 1928.
- LONGUET (Capitaine d'Infanterie). — *Le droit actuel de la guerre terrestre*. Thèse, Montpellier, 1900.
- LOUTER (DE). — *Le droit public international positif*, tome II. Oxford, Imprimerie de l'Université, 1920.
- LOUVARD. — *La guerre sous-marine au commerce*. Thèse, Paris, 1934.
- LUCKNER (Comte VON). — *Le dernier corsaire*. Payot, Paris, 1930.
- LUEDER. — *Krieg und Kriegsrecht*. Berlin.
- MACHIAVEL. — *Discours sur Tite-Live*.
- MAINE (Summer). — *Le Droit International : La guerre*. Thorin, Paris, 1890.
- MANUEL DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL, articles 8, 9 et 14.
- MANUEL DE DROIT INTERNATIONAL A L'USAGE DES OFFICIERS DE L'ARMÉE DE TERRE, 3^e Edition. Beaudoin, Paris, 1884.
- MARTENS (DE). — *Précis de droit des gens de l'Europe*, tome II. Guillaumin, Paris, 1858.
- MARTIN (Henri). — *Histoire de France*. Paris, 1860.
- MARTIN (Harold). — *Law of maritime warfare as existing in August 1914*. Government Printing Office, Washington, 1918.

- MARTINI (Dk P. A.). — *Reformvorschlage zum Seekriegsrecht* ; Völkerrechtsfragen ; cahier 39. Dümmlers, Berlin, 1933.
- MERIGNHAC. — *Traité de Droit International Public*, tomes III et IV. Sirey, Paris, 1913.
- MELIA. — *Les bombardements de Bône et de Philippeville*. Berger-Levrault, Paris, 1927.
- MERIGNHAC et LEMONON. — *Le droit des gens et la guerre de 1914-1918*, tomes I et II. Sirey, Paris, 1921.
- MEURER. — *Die Haager Friedenkonferenz*, tome II. Munich, 1905.
- MICHEL D'AMBOISE. — *Guidon des Gens de guerre*. 1542.
- MÖLLER. — *International law in peace and war*. Stevens, Londres, 1931.
- MOORE (Bassett). — *A digest of International Law*, tome VII. Government Printing Office, Washington, 1906.
- MORIN. — *Les lois de la guerre*, tomes I et II. Dumaine, Paris, 1872.
- MÜCKE (Lieutenant de vaisseau VON). — *L'Ayeska*. Payot, Paris, 1929.
- NAVAL WAR COLLEGE. — *Topics and discussions on international law*, années 1900 à 1937.
- NIEMEYER. — *Prinzipien des Seekriegsrechts*. Berlin, 1909.
- NYS. — *Droit International : les principes, les théories et les faits*, tome III. Weissenbruch, Bruxelles, 1912.
- ŒXMELIN. — *Histoire des pirates anglais*. Trévoux, 1744.
— *Histoire des aventuriers flibustiers*. Trévoux, 1744.
— *Les aventuriers et les boucaniers d'Amérique*. Editions du Carrefour, Paris, 1932.
- OPPENHEIM. — *International law*, 5^e Edition, tome II. Londres, 1935.
- ORDONNANCE du 3 mai 1832.

ORTOLAN (Capitaine de vaisseau). — *Règles internationales et diplomatie de la mer*. 4^e Edition. Plon, Paris, 1864, tome II.

OXFORD (MANUEL D'), 1913.

PCHEDECKI. — *Le Droit International maritime et la grande guerre*. Paris, 1916, Thèse.

PERELS (Conseiller d'Amirauté à Berlin). — *Manuel de droit maritime international*. Guillaumin, Paris, 1884.

PIÉDELIEVRE. — *Précis de Droit International Public*, tome II. Cotillon, Paris, 1895.

PHILLIMORE. — *Commentaries upon International law*, tome III, 2^e Edition. Londres, 1873.

PILLET. — *Lois actuelles de la guerre*. Rousseau, Paris, 1898.

— *Les fondateurs du droit international public*. Rousseau, Paris, 1898.

— *Revue de Droit International Public de 1898*, tome V, article.

PINHEIRO FERREIRA. — *Annotations au précis de Droit des Gens de De Martens*. Guillaumin, Paris, 1858, tome II.

PISAN (Christine de). — *Livre des faits d'armes et de la chevalerie*. 1369.

PISTOYE et DUVERDY. — *Traité des Prises Maritimes*. Durand, Paris, 1854.

POLYEN. — *Les ruses de guerre*, traduit du grec par Dom Lobineau, tomes I et II. David, Paris, 1770.

PRADIER-FODERE. — *Traité de droit international public européen et américain*, tomes VI et VII. Paris, 1880.

PUFFENDORF (Baron DE). — *Les devoirs de l'homme et du citoyen tels qu'ils sont prescrits par la loi naturelle*. Amsterdam, 1707.

RAEDER (Kapitän zur See). — *Der Kreuzerkrieg in den ausländischen Gewässern*, tome I. Mittler, Berlin, 1922.

- RAYNEVAL (DE). — *Institutions du droit de la nature et des gens*. Leblanc, Paris, 1803.
— *De la Liberté des mers*. Würtz, Paris, 1811.
- REICHMARINEAMT. — *Seekriegsrecht im Weltkrieg*. Berlin, 1935.
- REITZ (Deneys). — *Trekking on*. Londres, 1934.
- RENAULT. — *Le sous-marin*. Thèse, Paris, 1932 ; Montchrétien.
- RENAULT. — *La Conférence Navale de Londres*. Paris, 1908. — *Les deux Conférences de la Paix*. Paris, 1908.
- RISLEY. — *The law of war*. Londres, 1897.
- RIQUELME. — *Œuvres*.
- RIVIER. — *Principes du droit des gens*. Rousseau, Paris, tome II, 1896.
- ROLIN. — *Le droit moderne de la guerre*, tomes I et VI. Bruxelles, 1920.
- ROOT. — *Décisions Root*.
- SCELLE. — *Précis de Droit des Gens*. Paris.
- SEE. — *La Conférence de La Haye de 1907*. Thèse, Paris.
- SOCIÉTÉ GROTIUS. — *Tome IV des Publications*.
- SÖDERQUIST (Nils). — *Droit international maritime suédois*. Paris, chez Lac., 1930.
- SPAIGHT. — *Air power and war rights*. Longmans, Londres, 1924.
— *War rights on land*. Macmillan, Londres, 1911.
- SPIESS (Lieutenant de vaisseau von). — *Six ans de croisières en sous-marin*. Payot, Paris, 1929.
- SPIROPOULOS. — *Traité pratique et théorique de Droit International Public*. Librairie de Droit et de Jurisprudence. Paris, 1933.
- STEPHEN. — *War in disguise : or the fraud of the neutral flags, 1805*. 3^e édition. University of London Press, Londres, 1917.

- STOWELL (Ellery). — *International law : a restatement of principles in conformity with actual practice.* Holt, New-York, 1931.
- STRUPP (Karl). — *Droit International public.* Tome II, traduit par M. Gidel, Paris, 1931.
- TAKAHASHI. — *International law applied to the russo-japanese war.* Stevens, Londres, 1908.
- TAYLOR. — *A treatise on International Law.* Callaghan, Chicago, 1901.
- TESTA. — *Le droit international public maritime.* Pédone, Paris, 1886.
- THIERS. — *Histoire de la Révolution française.* Paris, 1854.
— *Histoire du Consulat.* Paris, 1854.
— *Histoire de l'Empire.* Paris, 1854.
- THOMAS D'AQUIN (Saint). — *Summa totius theologiae.*
- THOMAS (Lowell). — *International law.* Payot, Paris, 1930.
- TRIEPEL. — *Droit International et Droit Interne.* Pédone, Paris, 1920.
- TROBRIAND. — *Des moyens nouveaux et des principales objections.* Paris, 1909, thèse.
- VALIN. — *Traité des Prises.* Légier, La Rochelle, 1743.
- VATTEL. — *Droit des Gens*, tome III. Guillaumin, Paris, 1863.
- VEGECE. — *De re militari.* Anvers, 1607.
- VITORIA. — *Œuvres (Les fondateurs du droit international ; Pillet.)*
- VOET. — *Droit militaire.* Anvers, 1705.
- WALKER. — *A manual of public international law.* Cambridge, 1895.
- WEHRBERG. — *Das Seekriegsrecht.* Berlin, 1910.
- WESTLAKE. — *Traité de droit international public.* Imprimerie de l'Université. Oxford, 1924.

WHEATON. — *Eléments de Droit International*, tome II, 5^e édition. Brockhaus, Leipzig, 1874.

WITSCHEWETZKY. — *Navire noir*. Payot, Paris, 1930.

WOLFF. — *Jus gentium methodo scientifica pertractatum*. 1764, Amsterdam.

ZOUCH. — *Juris et judicii fecialis sive juris inter gentes explicatio*. 1650.

PÉRIODIQUES

Annuaire de l'Institut de Droit International Public ; années 1912 et 1913.

Bulletin International des Sociétés de la Croix-Rouge : 1915.

Journal de Saint-Pétersbourg : 12-27 juin 1855.

Le Correspondant, 25 Février 1905 ; « Les stratagèmes de la guerre navale, par DE LOMÉNIE.

Le Journal, 9 mars 1937 ; affaire du « Mar Cantabrico ».

Le Temps, 23 mai 1898, 8 août 1918.

Revue des Deux Mondes, mai 1934.

Revue de Droit International Public : année 1898, tome V ; page 444 : « Le libre usage du pavillon », par PILLET ; page 753 : « Guerre hispano-américaine ».

Revue Maritime, octobre 1937 ; LE MASSON : « L'escadre des épouvantails ».

Revue Politique et Parlementaire, 1918, tome 95, p. 127.

The American Journal of international law, 1916.

The Royal gazette of New-York, 8 mars 1783, « Affaire de la Sybille ».

The Times, 9-10 mars 1937 : « Affaire du « Mar Cantabrico ».

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
 PREMIERE PARTIE 	
LA RUSE EST DÉCLARÉE LICITE PAR LES AUTEURS ET PAR LES CONVENTIONS INTERNATIONALES, AINSI QUE PAR LES RÈGLEMENTS MILITAIRES NATIONAUX	
TITRE PREMIER. — Opinion des Auteurs: distinction entre la ruse et la perfidie	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Antiquité et le Moyen-Age</i>	7
§ 1. — Les Anciens	7
§ 2. — Le Moyen-Age	11
a) Les théologiens	11
b) Les auteurs	13
CHAPITRE II. — <i>Du Moyen-Age au XIX^e siècle</i>	16
CHAPITRE III. — <i>Les auteurs modernes</i>	23
 TITRE II. — Les instructions officielles des divers gouver- nements à leurs officiers en campagne, les Conventions Internationales et les discussions internationales de Juristes	 34
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Instructions officielles des divers gouvernements à leurs officiers en campagne</i>	34
CHAPITRE II. — <i>Les discussions internationales et natio- nales de juristes</i>	42
CHAPITRE III. — <i>Les Conventions Internationales</i>	52

DEUXIEME PARTIE

LES RUSES PRATIQUÉES DANS LA GUERRE SUR MER ET LEUR APPRÉCIATION AU POINT DE VUE DES PRINCIPES ÉTABLIS CI-DESSUS

CHAPITRE PREMIER. — <i>Ce que comprend la guerre sur mer, du point de vue de cette étude</i>	57
CHAPITRE II. — <i>Ruses consistant dans l'emploi du camouflage extérieur du navire</i>	60
<i>Section 1. — Les bateaux-pièges</i>	60
<i>Section 2. — Croiseurs et croiseurs auxiliaires camouflés</i>	70
<i>Section 3. — Utilisation des bateaux de pêche à l'action militaire</i>	73
<i>Section 4. — Abus des marques distinctives des navires-hôpitaux à des fins de guerre</i>	76
<i>Section 5. — Camouflages spéciaux aux sous-marins</i>	80
CHAPITRE III. — <i>Ruses consistant dans l'emploi de faux pavillons</i>	82
<i>Section 1. — Usage d'un faux pavillon de nationalité</i>	82
§ 1. — Par un navire de guerre	82
a) Avant le combat	82
b) Pendant le combat	88
§ 2 — Par les navires de commerce	101
§ 3. — Actes de force contre un neutre qui sert ainsi un belligérant malgré soi	121
§ 4. — Utilisation des prises gardant leur pavillon initial	123
<i>Section 2. — Ruse consistant dans le transfert de pavillon depuis la déclaration de guerre</i> ..	124
<i>Section 3. — Abus du pavillon blanc</i>	125
<i>Section 4. — Abus de la Croix de Genève</i>	128
§ 1. — Pour aller aux renseignements	128
§ 2. — Pour transporter troupes et munitions	129
CHAPITRE IV. — <i>Emploi de faux papiers</i>	131
<i>Section 1. — Emploi de faux papiers d'identité</i> ..	131
<i>Section 2. — Navire muni d'un faux sauf-conduit</i> ..	132

	Pages
CHAPITRE V. — <i>Ruses consistant dans l'emploi de fausses indications données à l'ennemi</i>	134
<i>Section 1.</i> — Utilisation des signaux de l'ennemi	134
<i>Section 2.</i> — Emission de fausses nouvelles	135
<i>Section 3.</i> — Abus des signaux de détresse	147
<i>Section 4.</i> — Attirer l'ennemi dans un piège en le forçant à vous suivre dans une poursuite ..	149
<i>Section 5.</i> — Utilisation de faux navires de guerre	151
<i>Section 6.</i> — Ruse consistant à dresser 2 navires de même nationalité l'un contre l'autre	153
<i>Section 7.</i> — Simuler un combat entre 2 navires amis	154
CHAPITRE VI. — <i>Application de mauvaise foi des Instructions reçues</i>	156
CHAPITRE VII. — <i>Quelques ruses diverses</i>	160
CHAPITRE VIII. — <i>L'espionnage et ses rapports avec la ruse</i>	163
CHAPITRE IX. — <i>La ruse dans l'aviation maritime</i>	167
CHAPITRE X. — <i>Ruses utilisées par les Compagnies de débarquement</i>	175

TROISIEME PARTIE

L'AVENIR DE LA RUSE DANS LA GUERRE SUR MER ET LES SANCTIONS POSSIBLES CONTRE L'EMPLOI DES RUSES RECONNUES ILLICITES

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'avenir de la ruse dans la guerre sur mer</i>	179
CHAPITRE II. — <i>Sanctions possibles contre l'emploi de ruses reconnues illicites. Leur appréciation</i>	199
CONCLUSION	205
BIBLIOGRAPHIE	207

Imprimerie
H. JEHAN
GAILLON (EURE)

